

SILENCE

ECOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N° 187
FEVRIER 95

23 F

Traité de non-prolifération

- QUEL CONTROLE
DES ARMES
NUCLEAIRES
- MOYEN-ORIENT :
LE ROLE D'ISRAEL
- ASIE
PLUTONIUM CHAUD
DANS LA PAIX FROIDE

Alternatives

LES AVENTURIERS
DES CHEMINS
PERDUS

Tous fichés :

LA SOCIETE
INFORMATICO-
POLICIERE



LA BOMBE : UNE AFFAIRE QUI COURT (1)



USA : L'AVORTEMENT TUE !

Le débat sur l'avortement dérape de plus en plus aux Etats-Unis. En décembre, Paul Hill, qui avait abattu un médecin qui pratiquait des avortements, a été condamné à mort. Le 31 décembre, John Salvi, un autre militant "pro-life" (pour la vie) a ouvert le feu sur une clinique pratiquant des avortements. Bilan : deux morts et cinq blessés. Depuis quand la mort défend-elle la vie ? De quel droit se donne-t-on le droit d'imposer ses idées aux autres sur des questions morales ? C'est à chacun et chacune de choisir et de pouvoir choisir.

GRECE : RENCONTRE DE FEMMES

Une rencontre internationale de femmes se tiendra en Grèce en septembre 1995. Il s'agira de discuter des moyens de solidarité entre les femmes des différents pays, de la façon de mettre en place des actions du niveau local au niveau international, etc... et d'échanger sur les expériences d'actions que l'on connaît. Un débat est coordonné pour préparer cette rencontre. On peut y participer en prenant contact avec : Women's environmental Network, Aberdeen Studios, 22 Highbury Grove, London N5 2EA.

CHINE : CONFERENCE MONDIALE

Du 4 au 15 septembre 1995, une conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes se tiendra à Beijing en Chine. Un forum des associations internationales de femmes se tiendra en parallèle. Pour y participer, une association s'est mise en place en France pour l'organisation d'un train pour Pékin. Ce train partira de

Paris le 20 août 1995. Pour soutenir ou pour participer : Femmes en train pour Pékin, 8 rue Popincourt, 75011 Paris.

ALGERIE : LES FEMMES FACE AUX PRESSIONS DE LA RUE

Le 15 septembre dernier, Saïha a été assassinée. Son crime : avoir enregistré un disque. Début octobre, une institutrice, enceinte, a été interrompue dans ses cours par un groupe venu de l'extérieur de l'école et lui demandant de mettre le voile pour enseigner. Cherchant à les faire sortir de sa classe, elle est battue devant ses élèves et perd son enfant. La situation des femmes n'est guère reprise dans les médias algériens aux mains des hommes.

La situation des femmes a empiré après l'adoption par le gouvernement, en 1984, du Code de la Famille. Les premiers assassinats ont eu lieu en 1986. Si les femmes ont bénéficié d'un statut plus libéral après l'indépendance, cela n'a pas duré. Cela ne relève pas de l'intégrisme mais de la société elle-même. L'intégrisme n'est venu se greffer là-dessus qu'après.

Trois associations soutiennent les femmes algériennes : le RISFA, réseau international de solidarité avec les femmes algériennes regroupant des femmes ayant envie de se retrouver sur des projets de solidarité précis. FEDA, femmes et développement en Algérie, dont l'objectif est plus économique et qui vise à ce que les femmes développent des projets leur assurant une autonomie financière.

Contacts :

- RISFA, BP 396, 75526 Paris cédex 11
- FEDA au (1) 47 40 04 62
- Pluri-elles Algérie, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris. (Source : Le Monde Libéraire, 8 décembre 1994)

Sommaire

Traité de non-prolifération

- **Quel avenir pour le traité ?**
de *Rebecca Johnson*.....page 4
- **Moyen-Orient : l'atout stratégique d'Israël**
de *Maurice Jacoby*page 7
- **Asie : Plutonium chaud dans la paix froide**
de *Toshiki Mashimo*.....page 10

- Paixpage 14
- Pour Sarajevo libre et unitaire
 - Marche pour un monde dénucléarisé

Alternatives :

- **Les aventuriers des chemins perdus de Michèle Dussault-Delorme**..page 16

- Alternativespage 18
- Jura : du Biolo-pin à Spirale
 - Silence a besoin de toi(t)
- Energies.....page 20
- Balladur pour une autre politique de l'énergie ?
- Nucléaire.....page 22
- Radioactivité au quotidien
 - La Hague : à quoi sert le retraitement
 - Limousin : poubelle nucléaire ?
- Nord-Sud.....page 24
- Mascao : chocolat solidaire
- Environnement.....page 25
- Campagne contre le réchauffement climatique
 - Canal Rhin-Rhône : lettre urgente !
 - Friches industrielles à réhabiliter
- Politiquepage 28
- Sociétépage 29
- Un toit, un droit !
- Santépage 30
- Végétarisme : bonne ou mauvaise santé ?
- Annoncespage 31

Tous fichés :

- **La société informatico-policière de Eric Marquis**page 32

- Livrespage 36
- Courrierpage 38

L'IVG EN FRANCE

Selon les statistiques du Planning Familial, le nombre d'IVG en France reste stable : de l'ordre de 170 000 par an. Est-ce à dire que l'avortement sert de moyen de contraception ? Non, puisque 62 % des femmes ayant recours à l'IVG utilisent une

méthode de contraception... simplement celles-ci ne sont jamais sûres à 100 %. Les méthodes de contraception sont de plus en plus adoptées par les jeunes : alors que les moins de vingt ans représentaient 25 % des IVG en 1980, elles ne sont plus que 16 % aujourd'hui. (source : Politis, 12 janvier 1995).

SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"

4 rue Bodin 69001 LYON

Tel: 78.39.55.33,

CCP 550 39 Y LYON

Imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans
chlore par Atelier 26 - Loriot - Tel : 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs
auteurs. La reproduction des textes est autorisée
sous réserve d'en indiquer la source et le nom
des auteurs (photos, dessins compris)

N° de Commission paritaire: 64946

N° ISSN 0756-2640

Date de parution : 1er trimestre 1995

Tirage : 3 700 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda
Vice-Présidente : Perline
Secrétaire : Thérèse Régny
Trésorière : Myriam Cognard

Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard

Publicité : Michel Jarru
Relations commerciales : Eve Malafosse
Documentation : Sylvie Arto

Rédaction : Claude Crolet
Anne-Marie Carlier
Christlan Glasson,
Francis Vergier,
Sylviane Poulenard,

Michèle Dussaut-Delorme
Patrice Bouveret

Conseillers scientifiques : Roger Bernard
Richard Grantham
Jacques Grinevald
Herni Persat
Henri Pezerat
André Picot

Dessinateurs : Allho,
Mullio

Correctrice : Thérèse Régny
Conception maquette : Hubert Plisson
Expédition : Maloin

Christiane Chapon
Leïla Lachachi
Bernard Perez
Vincent Marlin
Xavier Sérédine

Correspondants : Jacques Caclin
Georges David
Alain Claude-Gallié
Eric Marquis
Jean-Luc Thierry
Tam-Tam
WISE

Et pour ce numéro : Peace News
Agir Ici
Archiv für Peigrinage
For Mother Earth
INESTENE
Integral
Maurice Jacoby
Rebecca Johnson
Toshiki Mashimo
Robin des Bois
Saône Vivante Doubs Vivant

Photo de couverture :

© Kodak

Pour participer au journal

N°188 - Mars

Comité de rédaction et clôture des articles :

samedi 4 février à 14 h

Clôture des brèves :

vendredi 10 février à 12 h

Expédition :

vendredi 24 février à 19 h

N°189 - Avril

Comité de rédaction et clôture des articles :

samedi 25 février à 14 h

Clôture des brèves :

vendredi 10 mars à 12 h

Expédition :

vendredi 24 mars à 19 h

Ce journal est rédigé par des
bénévoles. Vous pouvez y participer.
Pour faire connaissance avec l'équipe
du journal, vous êtes invités aux
expéditions. Celles-ci sont suivies
d'un repas à 22h30 offert par Silence.

EDITORIAL

Marchandage nucléaire

La bombe est un engin trop dangereux pour n'être confié qu'aux bons soins des militaires et des diplomates... La Conférence de révision du Traité de non-prolifération (TNP), qui va s'ouvrir à New York au mois d'avril, nous concerne. Signé il y a vingt-cinq ans, ce traité repose sur le principe d'un marchandage entre d'une part les pays nucléaires, qui s'engagent non seulement à ne pas transférer des armes nucléaires, mais également à entamer « *de bonne foi des négociations sur des mesures relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires* » (1) ; et d'autre part les pays non-nucléaires qui s'engagent en contrepartie à ne pas fabriquer ou acquérir d'armes nucléaires.

Résultat : une course aux armements sans précédent entre l'URSS et les États-Unis ! La capacité de nouveaux pays à maîtriser l'arme nucléaire, dite prolifération horizontale — tout aussi inquiétante —, n'est que l'arbre venant cacher la forêt d'une prolifération dite verticale, c'est-à-dire l'augmentation du nombre d'armes et surtout de leur capacité destructive. Une prolifération dont les États-Unis — en se faisant les nouveaux hérauts de la non-prolifération —, depuis que l'URSS a déclaré forfait, voudraient bien s'octroyer le privilège et le monopole.

Comme lors de la crise des euromissiles dans les années 80, les mouvements de citoyens ont à faire entendre leur voix pour que le moratoire sur les essais nucléaires en vigueur actuellement se transforme en véritable "désescalade" nucléaire, en premier pas vers un désarmement généralisé.

Patrice BOUVERET

(1) Extrait de l'article VI du TNP.

QUEL AVENIR POUR LE TRAITÉ SUR LA NON-PROLIFÉRATION DES ARMES NUCLÉAIRES ?

La Conférence, chargée de l'examen et du prolongement du Traité de 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), prévue du 17 avril au 12 mai 1995 à New York, décidera du renouvellement de celui-ci, pour une période soit illimitée soit déterminée, ou encore pour plusieurs périodes déterminées et successives.

elles devront donc être prises par le quatrième Comité préparatoire, du 23 au 27 janvier 1995, à New York. Ces retards, ainsi que quelques échanges aigres sur certaines résolutions adoptées en 1994 par les Nations unies, compliquent les préparatifs de la Conférence sur le prolongement du TNP et rendent ses résultats incertains.

(article VI). Le second volet concerne le droit à la technologie et aux matériels nucléaires en vue d'utilisations pacifiques, en échange de l'engagement des États non détenteurs d'armes nucléaires à ne pas chercher à en acquérir.

Le traité de 1968 apparaît aujourd'hui largement imparfait et vieilli. Les États détenteurs d'armes nucléaires ont accéléré la course aux armement pendant ses 17 premières années d'existence. Le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF) de 1987 doit plus aux mouvements de résistances en Europe et à l'évolution de l'Union soviétique sous Gorbatchev qu'aux obligations d'un quelconque traité. Le démantèlement des arsenaux nucléaires débordants de la Russie et des USA s'est poursuivi par des mesures unilatérales et les accords bilatéraux START I et START II. Pourtant, les niveaux des arsenaux mondiaux sont plus élevés en 1995 qu'ils ne l'étaient en 1970. L'article VI du Traité décrit ou laisse entendre d'autres engagements : un traité sur l'interdiction complète des essais, un arrêt sur les matières fissiles, des garanties de sécurité. Tous ces éléments, spécifiquement rappelés en de nombreuses occasions par les non-alignés, sont au centre d'un document officiel soumis par ces derniers au troisième Comité préparatoire.

Rien n'est encore totalement joué quant à l'issue de la Conférence de révision du TNP qui doit se dérouler fin mai à New York. Bilan des conférences préparatoires.

A ce jour, l'OTAN, la CSCE, le Forum du Pacifique Sud et, au total, 67 pays se sont déclarés favorables à un prolongement illimité. Il y a quelques mois, l'OTAN et la Russie n'envisageaient aucune difficulté quant à cette dernière option. Mais, en septembre, le troisième Comité préparatoire (PrepCom) de Genève a entamé leur optimisme. L'Iran, qui contestait les régimes de contrôle des exportations a obtenu le soutien des non-alignés pour repousser une série de décisions importantes sur les règles de procédure, l'ordre du jour et la désignation des présidents :

A son entrée en vigueur en 1970, le TNP officialisa deux tractations entre les États non nucléarisés et les puissances possédant des armes nucléaires. A l'époque, seuls les USA, le Royaume-Uni et l'URSS le signèrent. La France et la Chine finirent par y adhérer en 1992. Le Traité interdit l'acquisition d'armes nucléaires et engage tous les États signataires à « poursuivre des négociations de bonne foi sur des mesures effectives de cessation de la course aux armements à une date rapprochée, et de désarmement nucléaire »



Arrivée d'un convoi de matières nucléaires à l'usine de retraitement des déchets de Sellafield (Grande-Bretagne) : "Cependant, ainsi que le Brésil et d'autres pays le savent (le Royaume-Uni l'avait découvert avant eux) un programme énergétique nucléaire important n'a aucune validité économique s'il n'est combiné à des aspirations militaires". (photo AIEA)

Une année de négociations à la Conférence sur le désarmement a fait progresser un Traité sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires (CTBT), mais personne n'espère plus aujourd'hui de conclusion avant la Conférence sur le TNP. Les autres questions semblent dans l'impasse. Une résolution en vue de négocier un arrêt des matières fissiles à visées militaires, votée à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1993, n'a débouché sur aucun mandat lors de la Conférence sur le désarmement. Le Pakistan, l'Égypte, l'Algérie et l'Iran ont refusé d'accepter un mandat qui n'inclurait pas les stocks, tandis que les États détenteurs d'armes nucléaires souhaitent s'en tenir à un arrêt de la production future. Quant aux garanties de sécurité, la Grande-Bretagne, la France et les USA refusent d'élargir les garanties de sécurité aux États non parties au TNP ; ils ne souscriront pas l'engagement leur interdisant une première frappe, sans lequel l'harmonisation avec les garanties de la Chine n'est pas possible.

Les affirmations de la Russie lors du troisième Comité préparatoire (« la course aux armements n'existe plus ») sont peut-être exactes depuis peu pour

les superpuissances nucléaires. Mais START II ne les ramènera chacune qu'à 3 500 têtes nucléaires ; et la France, le Royaume-Uni et la Chine, dont les réserves globales sont inférieures, n'ont pris aucune mesure de désarmement nucléaire, hormis l'abandon de systèmes d'armes nucléaires tactiques obsolètes. Lorsque certains États se plaignent que le TNP est discriminatoire, ils n'évoquent pas simplement les évidentes (et juridiquement indispensables) différences entre les obligations afférentes aux États possesseurs d'armes nucléaires et à ceux qui n'en ont pas. La discrimination fondamentale réside dans la mise en œuvre. Tous les États non possesseurs d'armes nucléaires doivent conclure avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) un accord bilatéral de contrôle permettant de vérifier leur conformité. Aucune exigence de ce type n'est imposée aux États détenteurs d'armes nucléaires.

L'article IV, sur le droit à l'énergie nucléaire, pose d'autres problèmes. Lors du troisième Comité préparatoire, à Genève, l'Iran a harcelé le groupe occidental avec cette question, se plaignant que les USA et le groupe des fournisseurs nucléaires contrevenaient à l'article IV en le privant d'une

industrie de retraitement, alors que, partie au TNP, il le respecte. Concrètement, l'Iran accuse les autorités de contrôle des exportations de jouer sur deux tableaux : elles devraient soit fournir la preuve du non-respect du traité, soit retirer leur opposition au programme iranien. La situation inconfortable du groupe occidental tient surtout au fait qu'en dépit des contrôles, l'article IV est un outil essentiel d'acquisition légale, par les États, de la technologie et du savoir-faire relatifs aux armes nucléaires — aussi longtemps qu'ils n'en réunissent pas les éléments. Tout en soulignant que c'est parce que l'Irak et la Corée du Nord étaient membres du TNP que des inspections et des sanctions ont pu être lancées, un grand nombre des protagonistes du TNP craignent beaucoup que l'étendue des programmes clandestins de ces deux pays ne sape la crédibilité du TNP.

Même si de nombreux officiels admettent en privé les dangers de prolifération induits par l'article IV, aucun État n'est actuellement disposé à s'opposer à celui-ci. Seules les ONG anti-nucléaires se battent sur l'incompatibilité de l'article IV avec les objectifs de non-prolifération du Traité, fût-il contrôlé. Il est mal vu, devant les non-alignés, de contester l'article IV : nombre



Irak : récupération de matières nucléaires par les inspecteurs de l'AIEA après la guerre du Golfe. (photo AIEA)

d'entre-eux ont été des alliés des mouvements internationaux de paix sur les questions du désarmement nucléaire. Comme l'Iran, la plupart des non-alignés sont davantage susceptibles de revendiquer un meilleur accès et des limitations moindres aux échanges de technologies visées par l'article IV. Cependant, ainsi que le Brésil et d'autres pays le savent (le Royaume-Uni l'avait découvert avant eux) un programme énergétique nucléaire important n'a aucune validité économique s'il n'est combiné à des aspirations militaires.

La décision de prolonger le TNP sera prise à la majorité des États membres (et non simplement par ceux présents à la Conférence). Tous les efforts seront faits pour

parvenir à un consensus mais, faute de mieux, un vote pourrait intervenir. Personne aujourd'hui ne croit au consensus. Compte-tenu des 167 parties dénombrées en décembre 1994, toute décision devra réunir 84 voix au moins ; mais un vote obtenu avec une faible majorité pourrait, en fait, nuire à l'efficacité future du TNP.

Les USA se sont maintenant rangés publiquement à l'idée qu'un « *prolongement renouvelable* » ne violerait pas les dispositions du TNP. Cette méthode permettrait de prolonger le Traité pour des périodes déterminées, se succédant automatiquement sauf dénonciation par une majorité d'États membres. Telle pourrait être la base d'un

compromis à la Conférence. Un bon nombre des États réticents à déclarer leur soutien à un prolongement illimité souhaitent néanmoins voir s'installer une situation stable de non-prolifération. Ils craignent qu'un vote de prolongement illimité ne supprime la pression exercée sur les États dotés d'armes nucléaires pour qu'ils respectent leurs obligations au titre de l'article VI, ce qui fortifierait le Traité. Mais ils ne souhaitent pas pour autant risquer de discréditer le régime de non-prolifération par un prolongement bref ou une période de prolongement unique. En dépit de toutes les imperfections, les États affrontant des problèmes régionaux ainsi que tous les gens souhaitant un désarmement nucléaire préfèrent un monde avec TNP plutôt que sans. Pour cette même raison, un prolongement renouvelable sur des périodes de quinze ans (ou moins) risquerait aussi d'être dommageable, puisque laissant subsister le spectre d'une disparition du TNP.

Si la confiance dans l'attitude de non-prolifération s'érodait, la course aux armes nucléaires se raviverait : les puissances nucléaires actuelles se battent afin de ne pas perdre leur "avantage" et de nombreux États construisent leur capacité nucléaire, attendant dans la coulisse un effondrement du Traité. Un prolongement bref déboucherait beaucoup plus vraisemblablement sur ce type de conséquence que sur le traité de remplacement espéré, d'élimination des armes nucléaires. Une option de prolongement renouvelable à échéances de 20 à 25 ans permettrait de maintenir la pression pour le renforcement du TNP et pourrait créer les conditions de stabilité politique nécessaires à l'introduction du futur traité d'élimination des armes nucléaires prévu par le TNP. Même ainsi, les ambitions nucléaires de quelques pays pourraient interdire le consensus, mais un vote positif très massif serait excellent pour le désarmement nucléaire autant que pour la non-prolifération.

Rebecca JOHNSON (1)

Journaliste, accréditée auprès de la Conférence du désarmement à l'ONU pour le compte du consortium ACRONYM

(1) Cet article est extrait de *Damoclès* n° 63, "La prolifération en question", 4ème trimestre 1994.

MOYEN-ORIENT

L'ATOUT STRATEGIQUE ISRAEL

Israël se présente devant ses thurifères occidentaux comme leur base stratégique dans le Moyen Orient pétrolière arabe, leur permettant d'acheter ce pétrole à un prix dérisoire et de voir les potentats arabes du Golfe investir le prix de ces ventes, non dans le monde arabe sous-

d'Israël au traité de non-prolifération des armes nucléaires, qui sera renouvelé en 1995, des hauts fonctionnaires américains ont promis qu'aucune pression ne sera exercée sur lui.

Ce fut Francis Perrin, alors Haut Commissaire à l'énergie atomique de la France, qui vers la

En favorisant le développement de l'arme atomique en Israël, les pays occidentaux s'exposent à la prolifération nucléaire dans tout le Moyen-Orient. Une situation qui pourrait provoquer une guerre définitive.

(1) Atouf Ben, "Haaretz", 18 mai 1993.

développé qui aura bientôt 300 millions d'habitants, mais dans les pays industrialisés. Un économiste palestinien a calculé que ces potentats avaient investi en Occident, jusqu'en décembre 1994, 600 milliards de dollars.

Dernièrement, les Etats-Unis ont fait pression sur la Corée du Nord pour qu'elle ouvre ses sites nucléaires à l'inspection des Nations Unies. Jamais une telle demande n'a été faite à Israël. Israël est devenu le catalyseur qui pousse tous les pays du Moyen-Orient à vouloir se doter de l'arme nucléaire. Concernant l'adhésion

fin des années cinquante aida Israël à s'initier aux secrets de la fabrication de la bombe atomique et à construire sa première centrale nucléaire expérimentale à Nahak Shorek et son usine de purification du plutonium et de fabrication de bombes nucléaires à Dimona, dans le Néguev. Des dizaines de scientifiques et techniciens français aidèrent Israël à maîtriser cette fabrication.

La crise des missiles soviétiques de Cuba au début des années 60, qui se termina par un accord soviéto-américain les obligeant à retirer leurs missiles de

Cuba et de Turquie, convainquit les Etats-Unis de donner le feu vert à son satellite Israël pour son développement nucléaire. Un rapport de l'Institut International pour la Paix de Stockholm estimait qu'Israël possédait fin 1991 entre 240 et 415 kilos de plutonium pouvant servir à la fabrication de bombes nucléaires (3 à 5 kilos de plutonium permettent la fabrication d'une bombe atomique). Israël posséderait aujourd'hui 200 engins à base de plutonium, de même que des bombes thermonucléaires.

Israël est devenu à la fin de ce siècle la sixième ou septième puissance nucléaire mondiale, mais derrière cette puissance artificielle se retrouvent les Etats-Unis et autres pays occidentaux qui financent, nourrissent, arment et soutiennent politiquement Israël dans toutes les instances internationales.

Lors d'un symposium tenu en mai 1993 à Tel-Aviv, l'ancien commandant de l'armée de l'air, Aviou Ben Noun, a déclaré : "Le meilleur système de défense qu'Israël devrait développer contre des fusées téléguidées ou des missiles nucléaires existe déjà - ce sont les lieux saints de la Chrétienté et de l'Islam -. Un Etat basé sur le fondamentalisme musulman n'osera jamais souiller ses lieux saints avec des engins nucléaires. C'est peut-être la meilleure garantie que nous ayons concernant l'usage d'armes nucléaires contre Israël" (1).

L'ancien ministre de la défense Youval Néeman y a déclaré : "Israël ne doit jamais s'intégrer dans un processus de paix qui aurait pour résultat une diminution de la puissance de sa force de frappe nucléaire".

Le général député Ephraïm Sneh y a dit : "Le peu d'empressement qu'Israël montre pour dévoiler ses capacités nucléaires est lié à l'équilibre des forces entre Israël et le monde arabe. Nous sommes différents de ce monde. Nous sommes peu nombreux et très vulnérables. Nous équilibrons cette différence grâce à une supériorité militaire générale, dont l'une de ses composantes est la dissuasion nucléaire".

C'est une erreur d'appréciation de la part d'un Juif ashkénase. En fait, la majorité de la population d'Israël ne diffère pas de celle du monde qui l'entoure. A part une minorité d'Ashkénases créateurs d'Israël, population décroissante et vieillissante, dont des centaines de milliers de ses jeunes ont émigré aux Etats-Unis et en Europe Occidentale, cette population fait partie de la population ambiante de la région. C'est Yitzhak Shamir qui l'affirme : *"Contrairement aux perceptions communes, la plupart des immigrants israéliens n'étaient pas les restes survivants de l'holocauste, mais des Juifs de pays arabes, indigènes à la région... Environ 800 000 d'entre eux sont venus en Israël, et actuellement plus de la moitié de la population d'Israël est originaire du Moyen Orient ou d'Afrique du Nord"* (2). A ces Juifs, il y a lieu d'ajouter le million de Palestiniens de nationalité israélienne qu'on n'avait pas réussi à déporter. Démographiquement, Israël est un pays dont la population est composée très majoritairement de juifs arabo-orientaux originaires des pays arabes et autres pays musulmans.

Politiquement, Israël est une base stratégique financée par

l'Occident et gouvernée par des Juifs ashkénases d'Europe et d'Amérique, très fortement minoritaires.

La création par l'Occident, par Israël interposé, d'une superpuissance nucléaire au Moyen Orient, devait amener des réactions de la part de ceux qui s'estiment être en danger.

Israël a décidé qu'elle ne laisserait aucun pays du Moyen-Orient briser son monopole nucléaire. Au début des années 80, Israël a bombardé et détruit la centrale nucléaire expérimentale irakienne Osirak. D'autres tentatives moins spectaculaires eurent lieu pour empêcher l'armement atomique d'autres pays au Moyen-Orient. Mais on ne peut arrêter l'histoire.

La désagrégation de l'URSS a eu comme effet que des Etats à population musulmane majoritaire, tels que l'Ouzbékistan, le Tadjikistan ou la Kirghizie sont devenues des puissances nucléaires régionales. On peut s'attendre à ce que dans un très proche avenir, d'autres pays musulmans du Moyen-Orient viennent rejoindre le club plus ou moins fermé des possesseurs de l'arme atomique. L'ex-URSS possédait entre 27 000 et 30 000 têtes nucléaires. Le

démantèlement de milliers d'entre elles libère du plutonium dont une partie est vendue sur les marchés noirs internationaux. Des ventes clandestines de plutonium, élément indispensable à la fabrication de la bombe, sont découvertes de temps à autre. Toutes les probabilités existent que des centaines de kilos de plutonium convenant à la fabrication d'engins nucléaires se trouvent actuellement hors des frontières de l'ex-URSS.

Environ 15 000 scientifiques soviétiques travaillaient à la production d'engins nucléaires, et parmi eux 3000 connaissaient tous les secrets de la fabrication. Compte tenu de la dégradation de vie de ces scientifiques, il est plus que probable que certains d'entre eux sont allés vendre leur savoir-faire à l'étranger et qu'il travaillent actuellement à la fabrication de bombes nucléaires dans certains pays du Moyen-Orient.

Les révélations de Mordecaï Vanunu

La possession par Israël d'un arsenal d'engins nucléaires était un secret de polichinelle. L'hebdomadaire américain "Time" avait révélé au milieu des années 70 qu'Israël avait envisagé l'utilisation de l'arme atomique lors de la guerre du Kippour. Mais ce sont les révélations d'un jeune technicien juif d'origine arabo-orientale, Mordecaï Vanunu, qui ont permis de contredire l'assurance donnée par Israël, vieille de quelques décennies, qu'il ne sera pas le premier pays à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient.

La contribution de Mordecaï Vanunu pour l'ouverture d'un débat public sur l'armement nucléaire au Moyen-Orient est considérable. Pour le punir d'avoir révélé des "secrets d'Etat" au "Sunday Times" britannique, qui les publia, Vanunu a été kidnappé à Rome le 30 septembre 1986, et amené secrètement en Israël. Il fut inculpé de haute trahison et d'espionnage. Vanunu n'a jamais "vendu" les secrets atomiques d'Israël. Il les a tout simplement dévoilés.

(2) Yitzhak Shamir, "Israël at 40 : looking back, looking ahead". Foreign Affairs, America and the World, 1987/8, p.574.

Pour en savoir plus

La revue *Damoclès* consacre son dernier numéro à la question de la prolifération avec des articles sur quel avenir pour le TNP, la question de la prolifération verticale, de la politique nucléaire extérieure de la France, de l'utilisation du plutonium civil à des fins militaires, etc.

Le CDRPC publie également un dossier de presse sur la prolifération nucléaire. Les documents contenus dans cette revue de presse permettent de mieux apprécier les enjeux et les risques de la prolifération. On y trouvera le texte du traité et les signataires, les éléments du débat préparatoire à 1995, l'étendue de la prolifération par pays, d'Israël à l'Algérie, de la Libye à l'Iran en passant par l'Inde et le Pakistan et les nouveaux Etats de la CEI, etc.

Deux documents indispensables.

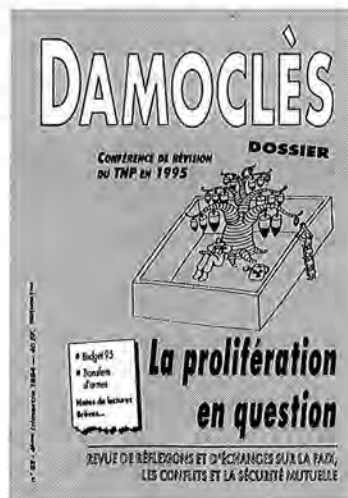
Damoclès n° 63, "La prolifération en question", 4^{ème} trimestre 1994, 40 F.

Dossier de presse :

- volume 1 (avril 93), 100 pages, relié spirale, 150 F ;
- volume 2 (décembre 94), 63 pages, relié spirale, 70 F.

Les prix sont port compris.

A commander au CDRPC, BP 1027, 69201 Lyon Cedex 01. CCP Lyon 3305 96 S.



Vanunu déclarait en novembre 1987 : "Vous êtes les frères d'un homme qui a sacrifié sa liberté et sa vie afin d'exposer les dangers que représentent les armes nucléaires dans tout le Moyen-Orient... Je ne suis pas un traître. Je suis un homme possédant une conscience, qui a fait ce qu'il aurait dû faire après avoir profondément réfléchi et surmonté des doutes. Mais je savais que j'étais obligé de le faire, car je n'avais pas le choix. Personne d'autre n'aurait pu le faire à ma place. Et il était du devoir de quelqu'un de le faire". Condamné à 18 ans de prison pour trahison, Vanunu croupit dans une prison israélienne dans un isolement total. La fin des épreuves de Vanunu tient à la lutte que chacun de nous mènera pour sa libération.

Des photos des satellites américains et soviétiques ont permis de localiser la principale base des engins nucléaires israéliens. Elle est située en plein cœur du pays, à proximité des lieux les plus sacrés du christianisme et de l'islam.

Le 7 novembre 1993, la revue américaine "Aviation Week" publiait une photo-satellite soviétique sur laquelle on pouvait distinguer une colline à 22 km à l'ouest de Jérusalem, à plus ou moins égale distance de la Méditerranée, montrant sur ses flancs des cavernes que des experts américains et soviétiques considèrent être la base d'entrepôt des engins nucléaires israéliens et de leurs fusées de lancement Jéricho, ainsi que la base aérienne de Tel Nof, qui abrite des avions capables de transporter des bombes nucléaires.

D'après "Aviation Week", cette base souterraine comprendrait des bunkers, un réseau de route et des cavernes creusées à même le roc où seraient entreposées les fusées nucléaires.

En novembre 1994, le mensuel britannique "Janes Intelligence Review" publiait un article de Harold Hough, intitulé "L'assise nucléaire d'Israël", accompagné de photos satellites, donnant plus de détails sur l'armement atomique israélien, et dévoilant

la localisation des entreprises travaillant à la production des engins nucléaires d'Israël.

C'est au site de Nahal Shorek, au sud de Tel Aviv, que se font les études en vue de la fabrication des engins nucléaires. A Dimona, au sud de Beer Sheva, on sépare le plutonium nécessaire à la fabrication de ces engins. Ils sont assemblés à Yodpat, en Galilée. Les fusées de lancement de ces engins sont assemblées à Beer Yaacov, non loin de Tel Aviv. Dans des cavernes creusées à même le roc, près de Kfar Zeharia, à l'ouest de Jérusalem, sont stockées les bombes nucléaires. Près du village palestinien d'Eylaboun, en Galilée, sont stockées les armes nucléaires tactiques.

Un porte-avion insubmersible

La plupart des essais des fusées Jericho et autres se font dans un site près du kibboutz Palmahin, au sud de Tel Aviv. Dans la base aérienne militaire de Tel Nof, à quelques dizaines de km plus au sud, sont entreposés des avions de combat F-4 et F-16, qu'on a aménagé pour pouvoir transporter des engins nucléaires. Le Président Clinton a promis à Israël de lui fournir 60 avions de combat F-16, dont chacun coûte 130 millions de dollars. Six lui ont déjà été remis. Pour qu'Israël puisse les "payer", Clinton a accru son aide à Israël de 3 milliards de dollars en 1993 à 4 milliards en 1994. A cette "aide" américaine, s'ajoutent les dix milliards de garanties américaines réparties sur cinq ans, soit 2 milliards de dollars par an, la vente des Bons Israéliens à la Bourse de New-York, qui rapportent tous les ans plus d'un milliard de dollars, les dons des Américains à l'Appel Juif Unifié qui seraient d'environ un milliard par an, les dons aux institutions juives orthodoxes d'Israël qui rapporteraient un milliard supplémentaire, et qui permettent le financement des implantations orthodoxes en Cisjordanie, et bien d'autres dons à des institutions juives d'Israël, non compris les capitaux noirs qui

NUCLEAIRE ? NON MERCI !

un livre coordonné par Henry Chevallier

Le nucléaire, ce n'est pas seulement le réacteur ou le projet de décharge à côté de chez soi. C'est avant tout un choix de société qui implique de nombreuses contraintes.

L'histoire de l'énergie nucléaire et ses effets aujourd'hui nous rappellent la nécessité de stopper au plus vite le programme nucléaire français.

190 pages
17 x 22,5 cm.

Bon de commande
page 39.



viennent s'y faire blanchir. Ces fonds versés à Israël pour son rôle de porte-avion insubmersible capable de mobiliser, si les Américains l'exigent, plus de 600 000 hommes pour la défense de leurs intérêts dans le Moyen-Orient pétrolier, peuvent être évalués à environ 10 milliards de dollars annuels, et ce pour une population juive actuelle de 4,3 millions.

Le plus grand danger qui guette l'avenir de l'humanité est le déclenchement d'une guerre nucléaire. La région où un tel conflit a toutes les chances d'éclater est le Moyen Orient, qui englobe en son sein une puissance nucléaire satellite des Etats-Unis - Israël - qui possède environ 200 têtes nucléaires, et qui pousse tous les pays de la région à vouloir se doter de telles armes.

Ceux qui croient qu'Israël pourrait maintenir indéfiniment son monopole atomique s'illusionnent profondément. Israël est devenu le catalyseur qui pousse tous les autres pays du Moyen-Orient à vouloir se doter de cette arme. Tôt ou tard, ce monopole sera rompu. La seule issue au danger apocalyptique d'une guerre nucléaire englobant la ville sainte de Jérusalem est la dénucléarisation de tous les pays du Moyen Orient, à commencer par Israël. La dénucléarisation du Moyen-Orient sera totale ou ne sera pas.

Maurice JACOBY

PLUTONIUM CHAUD DANS LA PAIX FROIDE

Dans les pays concernés, la polémique autour de l'affaire était plutôt centrée sur le danger écologique et social qu'impliquent le transport et le cycle du plutonium. Mais le récent soupçon d'armement nucléaire et le retrait du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) de la Corée du Nord ont montré qu'ils représentaient aussi un danger politico-militaire : celui de provoquer un "effet de dominos de prolifération nucléaire" en Asie.

Elle a réussi une expérience, effectuée dans la mer du Japon, de lancement d'un missile Scud amélioré d'une portée de quelques 1000 kilomètres, ce qui permettrait d'atteindre la partie ouest du Japon.

La crise de l'arme nucléaire nord-coréenne s'est produite à l'intersection de deux événements historiques : la fin de la guerre froide et l'arrivée de l'ère du plutonium. L'éclipse de l'Union Soviétique a, en effet, placé ce pays communiste dans une crise

Ces dernières années, la Corée du Nord a violemment critiqué à plusieurs reprises la politique du plutonium du Japon : "Il existe toujours des menaces nucléaires extérieures ; le plus grand danger, c'est le Japon qui accumule plus de matières nucléaires qu'il n'en a besoin et promeut farouchement son programme nucléaire" ; "le transport du plutonium a été effectué en négligeant les protestations de nombreux pays. Nous surveillons la politique du plutonium japonaise avec la plus grande vigilance" ; "L'entrée en opération du surgénérateur Monju dévoile les manœuvres évidentes du Japon pour se procurer le plutonium nécessaire pour produire l'arme nucléaire et se convertir en grande puissance nucléaire le moment voulu"...

Le Japon a révisé à la baisse son programme de plutonium en juin 1994 face à la montée de la critique internationale, mais le nouveau programme reste toujours irréaliste. Les spécialistes estiment que la consommation de plutonium jusqu'en 2010 ne dépassera pas 20 tonnes, ce qui fait que le Japon aura un excédent de plutonium d'environ 50 tonnes à cette date. Le gouvernement japonais déclare que la plupart du plutonium extrait à La Hague (France) et à Sellafield (Grande-Bretagne) sera stocké sur place et ne retournera pas au Japon avant longtemps. Mais même dans ce cas, il y aura pléthore de plutonium sur le territoire japonais : plus de 20 tonnes. "Avec le niveau actuel de la technologie japonaise, il est tout à fait possible de fabriquer des bombes

Le retour au Japon du plutonium extrait de l'usine de retraitement de la Hague par l'Akatsuki-maru pendant l'hiver 1992-1993 a marqué l'arrivée d'une nouvelle ère : celle du plutonium et cela, dans une situation post-guerre froide.

La Corée du Nord a introduit la technologie russe, d'une part pour finir un réacteur du type graphite-gaz (5 MW) et un "laboratoire radio-chimique" (installation de retraitement) à Nembyon, et d'autre part, pour commencer la construction de deux réacteurs du même type (50 et 200 MW) et d'une usine de retraitement. La Corée du Nord a reconnu qu'"une petite quantité de plutonium pour usages civils a été extraite" mais le chiffre exact reste inconnu : les estimations varient de "des kilos de plutonium" à "quelques bombes".

économique sérieuse et l'a privé de la protection de son parapluie nucléaire. La Corée du Nord désire donc disposer d'une force militaire indépendante et économique pour contrebalancer celle de la Corée du Sud - et elle emploie pour cela les techniciens et les scientifiques de l'ex-URSS "au chômage". Le pays est d'autant plus conduit à se doter de l'arme nucléaire que la potentialité d'armement nucléaire ne cesse d'augmenter en Asie, surtout au Japon et en Corée du Sud, conséquence du développement du nucléaire "civil".



Le surgénérateur de Monju : le petit frère de Superphénix justifie en partie le stockage de plutonium par le Japon... mais les intérêts militaires ne sont pas loin ! (photo AIEA)

nucléaires de haute fiabilité en un mois" affirme Manabu Hattori, ancien directeur de l'Institut de recherches nucléaires à l'Université de Rikkyo.

Réaction en chaîne au Sud

Coincée entre la Corée du Nord et le Japon, la Corée du Sud penche vers l'arme nucléaire. Dans les années 1970, elle fait une première tentative avec la complicité de la France : en 1972, le gouvernement sud-coréen commence des négociations secrètes avec la France pour importer un prototype français d'usine de retraitement. La Corée annonce que c'est pour assurer son indépendance énergétique et demande aux Etats-Unis - seul fournisseur de l'uranium enrichi à l'époque - d'autoriser l'importation de la technologie de Saint-Gobain puisque le Japon avait fait la même chose pour construire sa première usine de retraitement de Tokaï (capable de retraiter 210 tonnes par an). Mais échaudés par l'essai nucléaire de l'Inde en 1974, les Etats-Unis décident de faire renoncer la Corée du Sud à ce projet : le président Ford

envoie H. Kissinger à Séoul pour annoncer au Président Park que les Etats-Unis annuleront toute garantie de sécurité si son pays persiste à vouloir la bombe atomique. En 1983, la Corée du Sud fait une deuxième tentative d'importer la technologie de retraitement cette fois du Canada, mais en vain à cause de l'intervention américaine. Depuis 1989, elle continue des négociations non-officielles avec les Etats-Unis et le Canada pour construire une usine de retraitement commune sur son territoire.

En août 1990, l'Agence de la science et de la technologie sud-coréenne a rendu publique une stratégie nucléaire à long terme. Selon ce programme, la Corée du Sud développerait un surgénérateur prototype de 150 MW avec sa propre technologie, et réaliserait le recyclage commercial du plutonium entre 2007 et 2016. La Commission de l'énergie atomique sud-coréenne souhaite utiliser le plutonium retraité dans les réacteurs à eau lourde importés du Canada (un

QUELLE ECOLOGIE RADICALE ?

Ecologie sociale ou écologie profonde en débat

Murray Bookchin et Dave Foreman

Préfaces de Jacques Grinevald et Alain-Claude Galtié

co-édition Atelier de Création Libertaire - Silence

Loin de l'environnementalisme qui cherche à accompagner la société actuelle, l'écologie radicale cherche à définir les modes de fonctionnement d'une autre société. Cette recherche n'est pas sans soulever des polémiques.

Aux Etats-Unis, l'écologie sociale développée par Murray Bookchin s'appuie sur les luttes sociales pour essayer de définir une pratique en accord avec la survie de la planète.

A l'opposé, le mouvement Earth First auquel appartenait Dave Foreman part d'une sauvegarde systématique des espaces naturels pour ensuite aller vers une démarche sociale.

Ces deux méthodes sont-elles compatibles ?

164 pages 15 x 21 cm.

Bon de commande page 39.



en fonctionnement et un en construction) qui peuvent aussi produire du plutonium de qualité militaire.

Dans la Corée du Sud d'aujourd'hui, on assiste à une montée d'opinions conservatrices en faveur de ce que les Sud-Coréens appellent la "souveraineté nucléaire". Elle consiste à requérir des Etats-Unis le droit de développer la technologie de retraitement et d'enrichissement de l'uranium pour être prête à se convertir en puissance nucléaire à tout moment pour affronter les menaces extérieures. Les députés de l'opposition mettent en accusation la politique officielle de dénucléarisation du gouvernement. Un grand journal sud-coréen a publié récemment un éditorial qui disait *"Considérant la réouverture des essais nucléaires chinois, le comportement déraisonnable du Japon et l'impasse du problème de l'arme nucléaire du Nord, nous sommes obligés de nous demander si nous devons rester désarmés d'une façon unilatérale"*. Pour les étudiants de gauche, l'arme nucléaire nord-coréenne est quelque chose d'admissible à condition qu'elle soit développée pour se défendre des périls extérieurs. Li Yong Hi, professeur de l'université de Kang Yoh affirme : *"En Corée, surtout parmi ceux proches de la droite, à l'intérieur du pouvoir, ainsi que dans l'armée, il y a une attitude assez répandue qui consiste à préférer laisser le Nord posséder des armes nucléaires, ce qui permettrait de conserver la possibilité d'opter pour devenir une puissance nucléaire au moment de la future réunification"*. Un livre de politique-fiction dans lequel les deux Corées développent ensemble des armes nucléaires pour attaquer le Japon qui tente de nouveau d'envahir la Corée avec ses armes nucléaires, est devenu un best-seller en 1993.

Le jour où l'Akatsukimaru est entré dans le port de Tokai-mura, huit organisations écologistes coréennes ont organisé un rassemblement devant l'ambassade du Japon à Séoul attaquant "le transport de plutonium et les manœuvres d'armement nucléaire".

Les Américains expriment de plus en plus ouvertement leur inquiétude vis-à-vis du risque croissant de prolifération nucléaire en Asie du Nord-Est. En Novembre 1993, l'Institut Rand, un prestigieux "think tank" (1) californien qui travaille depuis longtemps pour le Pentagone, a publié un rapport sur le cycle du plutonium, concluant que le plutonium, militaire ou civil, ne devait pas être utilisé et que le gouvernement américain devait exercer une pression sur le Japon pour lui faire réviser complètement sa politique du plutonium. Le Congrès a passé un projet de loi qui oblige le gouvernement américain à adopter une politique visant à mettre fin à la production de toutes les matières fissiles utilisables pour les armes nucléaires, et à appeler les autres pays à faire de même. Le Président Clinton s'est prononcé aussi contre tout usage du plutonium, y compris civil, bien qu'il n'ait pas réclamé une interdiction totale de la production du plutonium et de l'uranium enrichi.

Armement nucléaire du pays d'Hiroshima ?

Le gouvernement japonais défend son programme de plutonium en affirmant qu'il existe plusieurs garanties qui empêchent le Japon de fabriquer des bombes atomiques : acceptation du tous les contrôles de l'AIEA, l'agence internationale de l'énergie atomique dépendant de l'ONU ; la loi fondamentale de l'énergie nucléaire qui limite le développement nucléaire dans le cadre de l'usage civil ; la politique des "trois principes non-nucléaires" (non possession, non-fabrication, non-introduction d'armes nucléaires). Les mass-média japonais s'étonnent des vives réactions des pays étrangers : *"Ce sont des calomnies sans aucun fondement"* (Chuo Koron) ; *"Les discours sur l'armement nucléaire du Japon prononcés aux Etats-Unis ont leur origine chez les "faucons" américains qui veulent justifier la présence militaire américaine en Asie"* (le journal Mainichi).

La grande majorité de la population japonaise soutient, en effet, la politique des "trois principes non-nucléaires" (78 % en 1988) et se prononce contre le recours aux armes nucléaires comme appui diplomatique (54 %) ; et il semble y avoir un consensus national contre la possession d'armes nucléaires. Mais, malgré toutes ces indications rassurantes, le Japon a toujours gardé ouverte l'option de l'arme nucléaire.

Les gouvernements du Parti Libéral-Démocrate ont toujours refusé de transformer en loi ces principes. Depuis l'administration Kishi (1957-1960), les gouvernements japonais ont toujours affirmé que la Constitution japonaise (2) n'interdit pas au Japon de posséder l'arme nucléaire tant que celle-ci reste dans les limites de l'autodéfense. Le journal Mainichi a récemment rendu public un rapport interne "top secret" datant de 1969, d'une commission de planification de la politique extérieure du Ministère des Affaires Etrangères recommandant que *"Le Japon adopte une politique de non-possession d'armes nucléaires pour le moment, mais détienne toujours le potentiel économique et technologique d'en produire, et qu'il prenne les précautions nécessaires pour que celui-ci ne subisse pas d'interventions extérieures"* (...) *"Il est nécessaire d'éduquer la population pour qu'elle comprenne que la politique concernant les armes nucléaires en général est fondée sur une évaluation de nos intérêts géopolitiques et économiques"*.

Les propos officiels et non-officiels témoignent d'un persistant penchant, parmi les responsables politiques et les hauts fonctionnaires japonais, pour l'armement nucléaire. Ainsi, un professeur à l'Université de Tokyo témoigne qu'en 1974, Kishi, ancien Premier Ministre responsable de la révision du Traité de Sécurité nippo-américain en 1960, lui a demandé sur le Japon devait avoir l'arme nucléaire à un moment quelconque dans le futur ; de même, un ancien cadre de l'Agence de Défense témoigne qu'en 1980 cinq cadres au plus haut

(1) littéralement "réserve de pensées"

(2) L'article 9 du chapitre II (renonciation de guerre) de la Constitution du Japon stipule : *"Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et sur l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre comme droit souverain de la nation, et à la menace ou à l'usage de la force pour régler tout conflit international. (...) Pour que se réalise ce à quoi vise le précédent paragraphe, aucune armée de terre, de l'air ou de marine, de même que tout autre potentiel de guerre, ne seront maintenus. Le droit de belligérance de l'état ne sera pas reconnu"*.

Argumentaire et historique coordonné par Perline et Philippe Brochet

Depuis 1973, la France essaie de développer une filière surgénératrice à travers le réacteur Superphénix construit à Malville (Isère). Malgré les pannes, les gouvernements successifs ont toujours cédé aux pressions des nucléocrates... et le réacteur fonctionne toujours !

L'opposition a multiplié les initiatives depuis les manifestations des années 70 jusqu'à la marche Malville-Matignon du printemps 94.

Ce dossier présente l'historique et les arguments à opposer à la société du plutonium.

44 pages 21 x 29,7 cm

Bon de commande page 39.



SUPERPHÉNIX : LE DOSSIER

niveau ont formé, à titre privé, un cercle de recherches pour examiner la possibilité de l'option de l'armement nucléaire du Japon - selon les participants, la conclusion aurait été négative - ; le journal Asahi a publié les propos anonymes d'un haut fonctionnaire du Ministère des Affaires Etrangères disant que le Japon devait "réaliser une accumulation de plutonium et le développement de la technologie de fusées convertibles en missiles balistiques pour détenir une capacité d'armement nucléaire pouvant servir de point d'appui diplomatique" (1993) ; le même quotidien a aussi publié les propos anonymes d'un officier au Ministère des Affaires Etrangères : "Il existe une question [au sein du gouvernement] : si la Corée du Nord possède l'arme nucléaire, le Japon doit-il promettre qu'il n'en possèdera jamais ?" (1993). Yoshifumi Muto, alors Ministre des Affaires Etrangères, a mentionné en 1994 le retrait du Japon du Traité de non-prolifération nucléaire comme une des options en cas d'armement nucléaire de la Corée du Nord ; Ichiro Ozawa - leader politique qui était derrière la première alternance du pouvoir depuis 40 ans qui a eu lieu en 1993 et connu pour sa doctrine qui conduirait à l'armement nucléaire au Japon - a déclaré que le Japon devrait revoir le principe de non-introduction des armes nucléaires américaines sur le territoire japonais, si l'armement nucléaire de la Corée du Nord était confirmé...

Le projet de la PNC (Power Reactor and Nuclear fuel Corp, l'équivalent de la COGEMA française) de construire un "atelier d'expérimentations des équipements de recyclage" rapproche encore le Japon de l'armement nucléaire. Malgré son nom, c'est une véritable usine de huit étages (dont deux souterrains) d'une surface totale de 4000m2 dans laquelle la PNC pratiquerait le retraitement non seulement des combustibles irradiés de Monju, mais aussi de la couverture du surgénérateur d'expérimentation Joyo - l'équivalent du Rapsodie français -, ce qui permettrait au Japon d'extraire du plutonium de qualité militaire.

Compte tenu de la dépendance de l'économie japonaise du commerce international, et de la forte densité de la population au Japon, il est peu probable que le Japon adopte l'arme nucléaire dans un futur proche. Cependant, l'évolution générale des tendances en Asie, après la chute du mur de Berlin, ne réduisent pas l'intérêt que représente l'arme nucléaire au Japon.

La fin de la guerre froide a diminué le poids du Traité de Sécurité nippo-américain et la disparition d'un intérêt géopolitique comme a dévoilé l'opposition croissante des intérêts économiques de ces deux premières puissances économiques. Les relations nippo-américaines n'ont jamais été aussi mauvaises depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. La diplomatie japonaise d'après-guerre qui consistait à toujours suivre les Etats-Unis en échange de la protection du parapluie nucléaire américain, se trouve à un carrefour en raison du relatif déclin économique et militaire des Etats-Unis et de la prospérité et du rapide renforcement des forces militaires en Asie, centre mondial de la croissance économique. La peur souvent citée de se retrouver seuls et sans arme nucléaire face à une Corée unifiée et disposant des armes nucléaires développées par la Corée du Nord après le retrait des troupes américaines, n'est pas sans fondement pour les dirigeants japonais. La baisse de compétitivité de l'industrie japonaise, baisse

accélérée par la flambée du yen, a entraîné la délocalisation du secteur manufacturier vers les pays asiatiques. La stabilité politico-militaire de la région asiatique est désormais d'un intérêt économique crucial pour les multinationales japonaises. En outre, le désir du Japon d'acquiescer un siège de membre permanent de la Commission de Sécurité aux Nations Unies le conduit à chercher un appui militaire solide et imposant.

Nouvelle signification du plutonium

En Asie, où naissent de nombreux pays industriels, le développement de la filière du plutonium est doté d'une nouvelle signification dans le contexte de la fluctuation de l'ordre international d'après la guerre froide. Tout usage du plutonium civil ou militaire d'un pays ne peut pas ne pas constituer un élément déstabilisateur pour l'équilibre géopolitique fragile de la paix froide. Et cette déstabilisation conduit d'autres pays à se munir de l'arme nucléaire - chose rendue facile par la prolifération de la technologie de plutonium "civile". La sortie du cycle vicieux du plutonium n'a jamais été aussi fortement liée à la sortie du cercle vicieux de la prolifération des armes nucléaires.

Toshiki MASHIMO
Chercheur à People's Research
Institute on Energy & Environment
(Tokyo)



TCHETCHENIE : NOUVELLE GUERRE DU PETROLE

Pourquoi Moscou a-t-il déclaré une guerre aussi violente contre un des petits états de sa fédération souhaitant son indépendance ? La nomination à la tête du gouvernement fidèle à Moscou de Salambek Khadjiev, ancien ministre de l'industrie chimique et du raffinage de l'URSS apporte une piste évidente : l'énergie. La Tchétchénie dispose en effet d'importantes installations de raffinage du pétrole. Depuis la proclamation de son indépendance, elle continuait à raffiner du pétrole russe.. mais il semble que ce soit une remise en cause du prix de ce service qui soit à l'origine du conflit. (source : Politis, 29 décembre 1994)

JEAN TOULAT

En 1973, le père Jean Toulat avait fait partie de l'expédition dans le Pacifique qui avait attiré l'attention de l'opinion publique sur les essais nucléaires à Moruroa. Il était accompagné du général de la Bollardière, de Jean-Marie Muller et de... Brice Lalonde. Mais, au contraire de ce dernier, le pacifisme n'était pas un simple tremplin pour faire une carrière politique. Militant pour la paix, les droits de l'homme et la famille, il a été de tous les combats et publiait régulièrement des chroniques dans La Croix et Ouest-France. Il a écrit près d'une vingtaine de livres dont "Le pape contre la guerre du Golfe" (1992) qui montre que les appels du Pape ont été censurés à l'époque et "Dom Helder Camara" (1989) qui retrace la vie de cet autre militant de la paix. Il est mort à l'âge de 79 ans, le 29 décembre 1994.

TCHETCHENIE : LE PRIX DE LA GUERRE

Alors que l'Occident vole au secours des Russes pour les aider à passer à une économie libérale, alors que nous leur versons des milliards pour "sécuriser" leurs centrales nucléaires... ils trouvent quand même les moyens de faire la guerre en Tchétchénie. Combien cela coûte ? Selon la chaîne de télévision russe NTV, chaque char détruit coûte 500 millions de francs, chaque tir d'obus coûte 3500 Francs... Au total, la chaîne indépendante estime que l'opération coûtera entre 160 et 270 milliards de francs. On continue à les aider ?

ESPAGNE : ENVOLEE DU SERVICE CIVIL

34 524 jeunes ont demandé le statut d'objecteur au cours du premier semestre 1994, soit une augmentation de 265 % en un an ! Cela représente déjà un tiers des appelés. A ce rythme-là, l'armée prévoit pour 1995 que la moitié des appelés vont demander leur statut d'objecteur. Rappelons que ce phénomène a deux origines : une forte résistance antimilitariste dans les provinces basques et catalanes, mais également une forte mobilisation lors de la guerre du Golfe : les avions de l'OTAN venus des USA faisaient étape sur les bases espagnoles.

ALLEMAGNE : LES SOLDATS SONT DES ASSASSINS

Pour avoir affiché pendant la guerre du Golfe la phrase de Kurt Tucholsky "Les soldats sont des assassins" sur l'arrière de sa voiture, un jeune pacifiste avait d'abord été condamné à une forte amende. Il vient d'être relaxé par la cour constitutionnelle qui a jugé le slogan légal et non diffamatoire. (source : Avis de Recherche, 4ème trimestre 1994)

INSOUMIS : VERS LA FIN DE L'EMPRISONNEMENT ?

Depuis plusieurs années, le groupe "Avis de Recher-

POUR SAREJEVO LIBRE ET UNITAIRE

La ville de Sarajevo comptait 350 000 habitants au début de la guerre. Le texte ci-dessous, élaboré par le cercle 99, un regroupement d'intellectuels démocrates et laïcs, a circulé pendant les six derniers mois de l'année 1994 dans la ville. Du porte-à-porte systématique a été fait et près de 200 000 personnes l'ont signé ! Les habitants de Sarajevo demandent aujourd'hui que ce texte soit signé par le plus grand nombre de personnes dans toute l'Europe. Vous pouvez le recopier et le faire signer autour de vous et le retourner à l'une des adresses suivantes :

- Association Sarajevo, 17 rue de l'Avre, 75015 Paris.
- Convention nationale des collectifs contre la purification ethnique, 13 allée du Chorin, 53100 Sainte Baudelle.

"En notre nom propre, au nom des victimes de cette agression brutale et au nom de nos enfants, ayant peur de la lenteur des solutions à venir et des lendemains incertains, nous demandons la levée de l'état de siège de Sarajevo et sa démilitarisation, un avenir sûr pour notre ville et le droit à une vie civilisée pour ses citoyens. Après toutes les souffrances et tourments causés par la violence et la destruction, nous sommes maintenant exposés à la menace d'un partage permanent de la ville. Notre destruction. Etant conscients que le partage de Sarajevo fera naître non seulement une ligne de démarcation au sein même d'une même ville divisée, mais aussi une ligne d'affrontements entre différentes civilisations, différentes religions et différentes cultures sur le territoire de l'Europe moderne, nous protestons vigoureusement et nous invitons l'opinion publique, celle-ci comme celle du monde entier à mener un nouveau combat contre la destruction et la dévastation de nos valeurs intellectuelles et morales.

Décidés à sauver notre culture, faite de différences et de tolérance, construite par nos ancêtres et que nous avons enrichie pendant des siècles, et soutenant les autorités de la ville qui partagent ces principes, nous proclamons la Déclaration de Sarajevo libre et unitaire.

1 - Sarajevo libre, ouverte et indivisible est l'expression de notre volonté permanente. C'est pourquoi nous ne permettons à personne de partager Sarajevo, quelle qu'en soit la raison alors que le monde civilisé est orienté vers la coopération mutuelle et la construction d'un espace sans frontières.

2 - Nous sommes persuadés que la vie faite de différences et de tolérance est un des héritages inestimables de notre passé et la base solide d'un avenir pacifique et heureux pour tous les citoyens de Sarajevo et de Bosnie-Herzégovine.

3 - Nous demandons la poursuite devant la justice, sans délai, de tous les criminels de guerre et le retour des personnes expulsées et des réfugiés. Ce sont des conditions nécessaires pour rendre la vie normale et prolonger notre passé fait de traditions conviviales.

4 - Nous acceptons dans son intégralité la Charte de l'ONU et la Déclaration universelle des droits de l'homme comme fondement de nos choix de vie et de l'organisation de notre société. Nous demandons à la communauté internationale de résoudre les problèmes concernant l'avenir de Sarajevo et de la Bosnie-Herzégovine sur la base de ces principes, étant persuadés que seul le pouvoir politique, fondé démocratiquement peut assurer la dignité, protéger les intérêts de chaque citoyen libre de Sarajevo et de notre pays. Aujourd'hui nous sommes tous responsables, faisons respecter ces principes"

Les citoyens de Sarajevo.

che" mène une campagne contre l'internement des réfractaires à l'armée. En 1992, des oranges étaient adressées aux parlementaires pour leur rappeler la

présence de plus de 700 insoumis en prison. En 1993, chaque parlementaire recevait une lame de scie à métaux pour demander la libération des insoumis. En

Juin 1994, ils recevaient un sac-poubelle pour y jeter la loi qui autorise l'internement pour refus d'effectuer le service national. Cette dernière campagne a provoqué un certain nombre de réactions de la part des élus et un débat doit avoir lieu au Sénat pour trouver des méthodes substitutives à la prison pour les Insoumis. Pour maintenir la pression : Avis de Recherche, BP 53, 75861 Paris cédex 18.

OBJECTION : LES ASSOCIATIONS VEULENT ETRE PAYEES

L'ensemble des associations qui accueillent des objecteurs de conscience doivent faire l'avance financière de leur rémunération. Le remboursement de l'Etat a pris aujourd'hui plus d'un an de retard, ce qui représente globalement plus de 200 millions de francs ! Une pétition a été lancée par différentes fédérations d'associations pour demander que ce trou soit comblé au plus vite. Renseignements sur le 36 15 MOC.

MINES ANTIPERSONNEL AGIR ICI GAGNE UN PREMIER PROCES

Furieux les marchands d'armes ! La campagne d'Agir Ici en direction des mairies (voir notre numéro de janvier) est un succès : à moins d'un an des municipales, beaucoup de maires répondent pour affirmer qu'ils feront attention en achetant leurs feux d'artifice. Les deux principales entreprises accusées Lacroix et Ruggieri ont essayé de répondre juridiquement. Si la seconde s'est contenté de menaces avec lettres recommandées et téléphone hargneux dans un premier temps, la société Lacroix a été jusqu'au procès. Les deux sociétés affirmaient ne pas vendre de mines... mais Agir Ici n'a eu qu'à montrer les catalogues au tribunal pour que celui-ci penche en leur faveur : La société Lacroix a été déboutée une première fois le 19 décembre et la campagne continue de plus belle. Les deux sociétés ont alors attaqué ensemble le 13 janvier pour demander des dommages et intérêts,

la campagne nuisant à leur image. Elles demandent cette fois un million de francs ! Une première audition a eu lieu le 25 janvier. A suivre. Contact : Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : (1) 40 35 07 00.

SERVICE CIVIL CONTRE SERVICE MILITAIRE

Le questionnaire aux jeunes a été éloquent sur l'image qu'a l'armée chez les jeunes : 90 % se sont prononcés pour un service civil plutôt qu'un service militaire. Un sondage Louis Harris paru début septembre montre que cette idée n'est pas le seul fait des jeunes : 93 % des sondés de tout âge sont aussi favorables à remplacer le service militaire par un service civil ! Réponse du gouvernement : si vous voulez, vous pouvez faire un service militaire plus long. Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

LYON : PROCES D'OBJECTEUR

Eric Lombrail, pour protester contre la durée double du service civil, abandonnait son poste d'objecteur après un an. C'était en 1990. En 1992, il passe une première fois en procès et est condamné par défaut à huit mois de prison ferme. Le 26 mars 1993, il repasse en procès, accompagné de 40 personnes et 1700 lettres de soutien. Malgré cela, il est de nouveau condamné à 8 mois de prison. Il a fait appel. Il comparaitra donc une nouvelle fois le 16 février à la cour d'Appel, 4ème chambre, au Palais de Justice de Lyon. Pour justifier son départ, il s'appuie sur les textes adoptés par le Parlement Européen qui condamnent cette double durée, et sur les déclarations des droits de l'homme. Une pétition circule et l'on peut envoyer lettres de soutien et soutien financier à : Comité de soutien Eric

Lombrail, La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon, tél : 78 61 02 25.

RENNES : JEAN-MICHEL GOISET EN PROCES

Après un an de service civil, Jean-Michel Goiset, prenant les conventions européennes des Droits de l'homme à la lettre, a quitté son poste d'objecteur. Il demande que soit respecté le texte signé par la France qui précise qu'il ne doit pas y avoir de différence entre les différentes formes de services nationaux. L'armée ne l'entend pas ainsi et il est passé en procès le 24 janvier. Il est passible de trois ans d'emprisonnement, du retrait du statut d'objecteur et pourrait donc être invité à poursuivre son service dans l'armée. Nous n'avons pas le résultat du procès au moment de clore ce numéro. Vous pouvez le joindre : Jean-Michel Goiset, 31 route de Nozay, 44390 Nort sur Erdre.

MARCHE POUR UN MONDE DENUCLEARISE

Lorsque vous recevrez ce numéro, la marche de neuf mois à travers l'Europe aura pris son départ de Bruxelles. Vous pouvez la rejoindre pendant son parcours en France : le jeudi 2 février à Conches-en-Ouches (Eure), le vendredi 3 et le samedi 4 à Epinay (Eure), le dimanche 5 à Orbec (Calvados), le lundi 6 à Livarot (Calvados), le mardi 7 à Mezidon-Canon (Calvados), le mercredi 8 à Caen (Calvados), le jeudi 9 à Arromanches-les-Bains (Calvados), le vendredi 10 et le samedi 11 à Vierville-sur-Mer (Calvados), le dimanche 12 à Carentan (Manche), le lundi 13 à Valognes (Manche), les mardi 14, mercredi 15, jeudi 16 à Cherbourg (Manche) où des actions sont prévues. Le vendredi 17 février, la marche traverse la Manche pour rejoindre Portsmouth en Grande-Bretagne et poursuivre en direction de Londres. Pour en savoir plus : GSIEN Lyon, 2 place Croix-Paquet, 69001 Lyon, fax : 78 28 10 70. Pendant la traversée en France, une permanence téléphonique est assurée de 14h30 à 17h30 au 78 72 00 94. Soutien financier : CCP 1004157 Y Lyon.



LES AVENTURIERS DES CHEMINS PERDUS

Ils sont plus ou moins jeunes, bien intégrés dans leur monde, ils occupent des postes de responsabilité. Et pourtant, un jour, ils plaquent tout pour marcher ou pédaler vers Compostelle, Rome ou Jérusalem. Ils font le tour de l'Afrique ou vont à Pékin à vélo. Ils dorment chez l'habitant ou dans des institutions religieuses. Ils se nourrissent de ce qu'ils trouvent et tiennent généralement un copieux journal de bord sur lequel sont consignés avec ferveur toutes les rencontres effectuées.

tionné par des obligations, pour devenir un être libre dont la seule contrainte est le corps humain qui se collette avec les grands chemins.

Des Monts du Velay aux Vierges Noires d'Europe, des routes d'Espagne aux déserts africains, les "Don Quichotte" vont vers leur univers mythique, vers un "ailleurs". Au diable le fric, le profit, la voiture, vive la nature originelle ! Le long des chemins que l'on sait millénaires et des paysages changeants que l'on découvre au fur et à mesure, la marche à pied ou le vélo fatiguent

nécessité de trouver des repères et les aléas de l'inconnu toujours possibles.

Outre l'appel de la nature, le désir impétueux de s'ouvrir à d'autres modes d'être est très vif chez les candidats aux longs périple. Les haltes se font souvent chez l'habitant. Il faut parlementer, se présenter. Souvent d'ailleurs, d'après les témoignages, ce sont les familles les plus humbles qui offrent l'accueil le plus chaleureux. Les autres se méfient de l'étranger.

Les pays traversés sont parfois en guerre, parfois décimés par la famine, l'aventure devient alors douleur et larmes. Ceux qui partagent une soirée en famille meurtrie prennent sur eux un peu de la douleur universelle. Ils prennent en pleine gueule un coup d'humanité. Ils en repartent meurtris, renforcés dans leur âme, débarrassés de ces mille riens qui font la vie des nantis. Ils emportent en souvenir une photo qu'ils ont prise timidement. Ils ne reverront peut-être jamais ceux qui les ont accueillis, mais ils ne les oublieront pas, ils sont devenus frères.

Au cours de la longue route, c'est toute une transformation qui s'opère à l'insu du marcheur. Le corps se durcit et l'âme s'épure de l'essentiel. La poussière des routes, la sueur et les rencontres font émerger peu à peu un individu nouveau, dépouillé de ses oripeaux "civilisés". C'est une route intérieure qui le mène au bout de lui-même.

Aussi quand arrive le but du voyage, quand le lieu mythique est atteint, la joie est immense et la fierté très grande. D'ailleurs très peu de candidats renoncent avant d'arriver au but de ces expéditions bien que notre époque soit celle du moindre effort.

A l'heure où certains sautent à l'élastique ou vont rechercher des sensations de plus en plus vertigineuses, un engouement grandissant pour les très longs périple à pied ou à vélo se fait sentir. Comme aux temps médiévaux, les grands voyages initiatiques, parfois très durs et périlleux, jettent les gens sur les chemins de traverse.

Ces pèlerins modernes sont issus de formations philosophiques, politiques ou spirituelles extrêmement variées. Tous sont cultivés et imprégnés d'une vision très humaniste du monde et de ses habitants.

Se mettre en route, à pied ou à vélo, répond à une double démarche écologique et psychologique. C'est une rupture forte, préparée depuis longtemps avec une société considérée comme trop artificielle, basée sur le paraître et le profit. En prenant la route pour "là-bas", on cesse d'être un individu condi-

terriblement le corps. En même temps, ils sont une régression fantasmatique vers les temps primitifs où le destin de l'Homme n'était pas encore joué et où il pouvait aller en nomadisant à la rencontre d'un territoire nouveau. La nostalgie des origines lointaines qui restent tapies quelque part dans un recoin du cerveau trouve là une expression originale. Cette grande migration mi-récréative, mi-philosophique, a un côté puissamment jubilatoire parce qu'elle replace celui qui se l'offre dans un environnement nu avec la



Il est bien évident que de telles expériences sans être véritablement des vacances sont un luxe inouï qui n'est pas à la portée de n'importe qui. Elles demandent en premier lieu une confiance et une construction personnelle suffisamment fortes pour prendre le risque de perdre les repères habituels qui protègent. Il faut également pouvoir abandonner ses occupations et son salaire pendant une longue période et rebondir à l'arrivée.

Mais, après tout, ces critères valent bien ceux de l'argent gaspillé pour "frimer". La démarche ainsi entreprise est à l'encontre du "frimage". C'est, au contraire, un souci d'ouverture au monde et d'avidité de vie qui pousse les candidats au départ. Elle n'est pas recherche de sensations fortes mais dépouillement progressif de tout artifice. Les joies qu'elle procure n'ont rien à voir avec les vertiges fugaces qui ne meublent que l'angoisse du vide.

En traversant les frontières, le marcheur ou le cycliste découvrent que l'Homme est un et pourtant d'une extrême diversité.

Ces marches-là sont solitaires ou se font en très petit groupe. L'approche n'est pas la même que

celle qui guide les grands rassemblements protestataires contre la guerre ou le nucléaire. L'intention n'est pas de communier dans une même idée, mais de rencontrer les autres dans leur milieu naturel et dans leur vécu. On pourra rétorquer qu'il s'agit d'une expérience individualiste et non politique. C'est à discuter. Car tous ceux qui ont accompli ce genre de grand périple en sont revenus tellement chargés de force que l'envie de bousculer l'injustice s'est naturellement convertie en démarche politique de solidarité. Larguer les amarres pour partir à la recherche d'autre chose, prendre le risque de se déstabiliser, c'est également une démarche politique même si elle ne suit pas les chemins habituels.

Le nombre grandissant de ceux qui choisissent "la grande marche" montre bien qu'il s'agit d'un besoin profond lié à notre époque totalement axée sur le matériel. La découverte de l'écologie dans sa dimension plus profonde passe par ses retrouvailles avec la nature sauvage et la formidable diversité de ses habitants. Ceux qui ont parcouru ainsi des milliers de kilomètres dont chacun est une conquête ne peuvent que faire corps avec elle.

Ni héros médiatiques, ni citoyens ordinaires, les aventuriers des chemins perdus sont des êtres qui portent leurs utopies bien haut. Leur expérience est unique, mais exemplaire. Ils ne peuvent la faire partager entièrement, et malgré tout, parce qu'elle brise les préjugés, elle est l'annonce d'un monde solidaire sans lequel nul progrès ne saurait se faire.

Ces nouvelles démarches qui paraissent à première vue individualistes sont les embryons de ce qui sera peut-être demain "la politique autrement". C'est pourquoi, elles méritent le détour. Sans être directement liées à des démarches traditionnellement conduites par des partis, elles sont néanmoins d'authentiques "faits politiques" capables de changer l'intime de chacun. Si on les néglige, la réalité de demain évoluera peu.

**Michèle
DUSSAULT-DELORME**

Pour en savoir plus sur les marches militantes ou spirituelles : Archiv für Pelgrimage, c/o A. Stegmeir, Hans-Thomas Str. 30, D-7140 Ludwigsburg, Allemagne.



PETITES PHRASES

"Ce qui se fait de grand se fait dans le silence", Erik Gustaf Geijer, écrivain suédois, 1783-1847. C'était notre minute égocentrique !

FINANCES ALTERNATIVES : LA NEF SE DEVELOPPE

En un an, de septembre 93 à septembre 94, la société financière la Nef a vu son capital passer de 8 à 9 millions de francs et les dépôts passer de 10 à 12 millions. De plus, l'ouverture d'un livret d'épargne a provoqué un véritable boum avec plus de 6 millions d'épargne ainsi collectés. Cet argent a permis d'augmenter les prêts qui sont passés de 12 à 19 millions de francs (58 % de hausse). Rappelons que la Nef ne prête qu'à des projets écologiques ou sociaux... Il n'y a ainsi pas d'argent sale. Si vous désirez ouvrir un compte épargne à la Nef, il est maintenant possible de le faire en s'adressant aux guichets de la BFCC avec qui la Nef a passé un accord. Et pour en savoir plus : La Nef, 13 rue Gassendi, 75014 Paris.

PRESSE EN DIFFICULTE ?

Il semble que l'un des indices pour repérer une revue écolo en difficulté soit les publicités qu'elle accepte. Ainsi, "les Réalités de l'Écologie" passe de la publicité pour la voiture électrique et pour les frigos produits par le premier fournisseur de matériel nucléaire d'Allemagne. Dans le numéro de janvier 95, un article très critique sur le chauffage électrique (p.10) est complété par une publicité pour un chauffage électrique (p.55) ! Sous le titre "un soleil chez moi !" cette pub cache un radiateur de 3,5 kW électrique. Point commun de ces pubs : favoriser le nucléaire !

PRESSE : LA VACHE FOLLE

"La vache folle" est une nouvelle revue écologiste lancée par Ecolo-J qui regroupe les militants proches des Verts de moins de 30 ans. Sous-titre de la revue : "journal politiquement j't'emmerde des jeunes écolos" qui se présente comme le "petit bébé fait par de grand(e)s attar-

dé(e)s". Très parisien pour le moment, 20 pages pour 10 F. Parution tous les deux mois. On réclame le premier numéro à : La vache folle, 37 rue Julien Lacroix, 75020 Paris.

CONSTRUCTION SAINTE : ARCHIPEL

Archipel regroupe des architectes, des médecins, des géobiologues qui veulent faire la promotion de la construction saine. Elle peut répondre à vos questions sur vos projets d'habitation. Contact : Archipel, construction vivante, BP34, 09120 Varilhes.

GENEVE : LOGEMENT ASSOCIATIF

Pour participer à une coopérative de logement sans but lucratif, la CODHA, coopérative de l'habitat, est ouverte à toute personne souhaitant soutenir et développer une meilleure qualité d'habitat basée sur une participation active. Contact : CODHA, 24 rue de Montbrillant, CH-1201 Genève, tél : 740 32 91.

PARIS : ENCORE PLUS CHOUETTE !

Le restaurant "La Chouette" issu des luttes contre les promoteurs a su rester un lieu particulièrement convivial. Le succès aidant, elle vient de traverser la rue pour s'agrandir. Elle propose un menu à 45 F midi et soir et des soirées musique tous les derniers vendredis du mois. La Chouette, 113 rue de Crimée, 75019 Paris, tél : (1) 42 45 60 15.

PARIS : MAISON DE TOUTES LES CHIMERES

Un projet de maison collective intitulée "Maison de toutes les chimères" est en cours de constitution au 21 rue Voltaire dans le 11ème arrondissement. Des permanences sont assurées le 1er et 3ème mardi de chaque mois de 20 h à 23 h. Parmi les groupes présents, le groupe Ecolo et Temps qui lance différentes initiatives : organiser une fête du temps libéré les 10 et 11 juin prochain, une banque du temps libre, une maison du temps libéré (conseil sur le droit du temps de travail), actions de promotion du partage du travail auprès des décideurs... Contact : Ecolo et Temps, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : (1) 43 48 74 20.

INDRE-ET-LOIRE : BOULANGERIE BIO

Installée depuis plus de dix ans en bio, Didier et Marie-Agnès Ganduire produisent actuellement légumes, jus de pommes, lait de vache, fromage de chèvres... Une association s'est constituée pour transformer les céréales en pain : "Terre de vie en Castelvalerie". Pour démarrer, cette association a besoin de collecter un capital de 300 000 F. Plusieurs formules sont possibles. Si vous pouvez aider : Terre de Vie en Castelvalerie, Domaine du Haut-Aulney, 37330 Château-la-Vallière, tél : 47 24 01 25.

ALLIER : CENTRE D'ACTIVITES RURALES

Le projet d'un centre de découverte du milieu rural a

JURA : DU BILOPIN A SPIRALE

Le Biolopin est une maison autoconstruite en bois cordé par Alain Richard (voir Hors-série sur les métiers de l'écologie). Autour de son activité agricole, Alain Richard a su enclencher toute une dynamique avec la construction de nouveaux bâtiments autoconstruits, des chambres d'hôtes, un local de vente de produits biologiques... Ce sont maintenant près d'une quinzaine de personnes qui animent les lieux. On peut maintenant visiter un véritable village écologique avec toit végétal, serre solaire, électricité solaire, capteurs eaux, toilettes sèches...

Plusieurs stages d'autoconstructions sont programmés au cours de l'année 1995 sur une semaine (1125 F la semaine hors hébergement). Des stages courts plus spécialisés sont organisables sur un seul week-end. Des stages de sculpture sur bois ont lieu en week-end (600 F) ou sur une semaine (1750 F).

Enfin, dernière nouveauté, la création d'une SARL : SPIRALE, qui signifie société pour initier et réaliser dans l'alimentation et le logis écologique. Cette société regroupe 5 personnes : Babette Zaltzfus, gérante, comptable, responsable des foires et salons, Stéphane Zaltzfus, peintre en bâtiment, Alain Richard qui assure l'étude et le suivi de réalisations, Gilbert Froidevaux, architecte paysagiste, Marie-Christine Veeran, sculpture-restauration. Cette société intervient dans le domaine artisanal, la formation et le commercial, pour vous aider à trouver une vie plus saine et épanouissante à travers une bonne alimentation, la réalisation de votre maison et l'accès à la dimension artistique. Contact : Le Bio-Lopin, 39570 Saint-Maur, tél : 84 44 23 92.

été élaboré par l'association pour le développement de l'agro-tourisme en espace rural, ADATER, avec le soutien financier de Nature et Progrès et de France-Nature-Environnement. Nous avons publié l'appel financier pour ce projet dans le n°177 de mai 1994. Le centre a été inauguré le 25 janvier 1995 et une nouvelle phase de développement est en route pour mettre en place les animations. Une opération "5000 chèques pour Conflant" est en cours avec comme objectif de trouver 500 000 francs supplémentaires. Pour en savoir plus, vous pouvez recevoir un dossier de présentation auprès de l'ADATER, mairie, 03220 Le Veudre, tél : 70 66 44 03.

DRÔME : UN FOYER DE VIE

Créé en 1977, le foyer de vie "Le Béal" s'est installé en milieu rural dans un ancien moulinage de soie, dans le sud de la Drôme. Il regroupe actuellement quatre habitations accueillantes dont une ferme. Dans chacune d'elles, une famille d'éducateurs et leurs enfants partagent leur vie avec cinq ou six personnes adultes portant un handicap mental important : les "compagnons". De nombreux jeunes y passent en stage de formation. Les activités de la vie domestique, la ferme avec son troupeau et sa lai-

ferie, le jardin potager, les chantiers de construction, l'atelier des herbes aromatiques, celui de couture, l'atelier de transformation des produits agricoles (confitures, sirops, conserves) sont des espaces où tous se retrouvent pour travailler ensemble. Les pratiques pédagogiques, thérapeutiques et sociales s'appuient sur les conseils donnés par Rudolf Steiner au début du siècle. Le foyer est agréé par le conseil général de la Drôme et est habilité à recevoir des dons. Une nouvelle ferme a été achetée en 1983 pour une famille et six compagnons. Des travaux permettraient d'accueillir neuf personnes de plus, pour cela le foyer cherche 1,4 million de francs. Une partie de cet argent a été collecté auprès des entreprises dans le cadre du 1% logement et un prêt relais a été accordé par la société financière la Nef. Pour rembourser ce prêt, il est demandé soit de faire un don, soit de démarcher une entreprise (de plus de dix salariés) pour qu'elle reverse son 1 % logement. Pour en savoir plus : Association Camphill-Le Béal, Foyer de Vie "Le Béal", 26770 Taulignan, tél : 75 53 55 33.

ISERE : STAGES A TERRE VIVANTE

Le centre européen Terre Vivante organise différents

LYON : PRIMEVERE 1995

La 9ème édition de Primevère, salon de l'écologie et des alternatives, se tiendra cette année le vendredi 3 mars de 17 h à 22 h et les samedi 4 et dimanche 5 mars de 10 h à 20 h. Avec 7200 m2 et plus de 250 stands, il est l'un des plus grands salons de France. Il se tiendra à la Halle Tony Garnier (Gerland) et présentera plusieurs animations sur le thème de l'eau. Parmi les conférences, les lecteurs de Silence pourront retrouver les auteurs de nombreux livres présentés ces derniers mois dans Silence : Susan George (auteur de "Capitales sans frontières", le vendredi 3 à 20 h), Bruno Barillot ("Les déchets nucléaires militaires en France", le samedi 4 à 13 h), François Terrasson ("La civilisation anti-nature", le samedi 4 à 15 h), Hervé Kempf ("La baleine qui cache la forêt", le dimanche 5 à 15 h 30). A signaler également une conférence du très controversé Jacques Benveniste ("La mémoire de l'eau", dimanche 5 à 13 h). Pour ceux plus particulièrement intéressés par l'énergie, le dimanche 5 verra successivement se dérouler un débat sur les micro-centrales hydrauliques (11 h, avec un représentant du CLER, comité de liaison énergies renouvelables, et un représentant de la FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de la protection de la nature), une projection du film sur grand écran vidéo : "Superphénix : histoire d'un monstre" suivi d'un débat avec le réalisateur, Bernard Mermod (14 h), pour conclure par une conférence de Pierre Radanne, directeur de l'INESTENE, institut indépendant à l'origine des scénarios Défenite et des fiches économies d'énergie que nous publions depuis plusieurs mois. Deux forums importants auront lieu : le samedi à 17 h, Cécile Beaudet de la revue l'Impatient animera un débat sur "L'eau et la santé". Le dimanche à 17 h, l'association "La ligne d'Horizon", qui nous a communiqué les textes sur le travail publié dans notre numéro de janvier, animera un débat sur "la fin du travail". Enfin, l'eau fera l'objet de sept autres conférences. Pour recevoir le programme complet, il suffit d'écrire à : Primevère, 4 rue Bodin, 69001 Lyon.

stages au cours de l'année. Au programme : "Teinture végétale" (4 et 5 février), "Naissance sans violence" (18 et 19 février), "cuisine énergie pour gourmets" (11 et 12 mars), "soins et entretien des fruitiers" (13 au 16 mars), "greffage et réalisation d'une forêt fruitière" (25

et 26 mars), "eau chaude et chauffage écologique" (1er et 2 avril), "fertilisation et travail du sol" (8 et 9 avril), "valoriser une friche" (13 et 14 mai), Géobiologie (29 mai et 1er juin). Programme complet à demander à : Centre Terre Vivante, BP20, 38710 Mens cédex.

SILENCE a besoin de toi(t) !

Pour nous aider à financer l'achat d'un local, vous pouvez nous commander des carnets de tombola (100 F les 10 franco). En les revendant autour de vous, non seulement vous nous aidez côté immobilier, mais en plus, cela nous fait de la publicité

TOMBOLA «UN TOIT POUR L'ÉCOLOGIE»

Plus de 20 000 F de lots !

1er prix :

Un voyage de 15 jours au Sénégal au printemps 1996 fourni par ARVEL 31 cours E. Zola 69100 Villeurbanne
Valeur : 6000 F

2ème prix :

Un frigo basse consommation GRAM LER 200 fourni par les Etablissements Nallet Le Bois 86190 Beruges
Valeur : 4600 F

3ème prix :

Pulls, laine, literie fourni par ARDELAINE 07190 St-Pierreville
Valeur : 1500 F

N° :

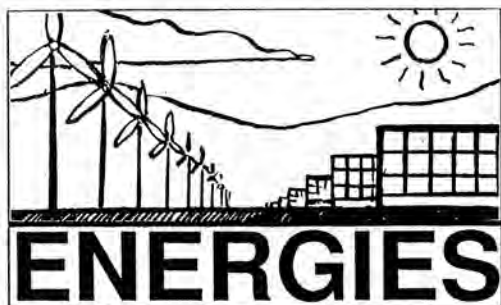
4-5-6ème prix : un jeu «Oikos Logos» offert par Holoïkos. Valeur : 300 F l'ex.

7-8-9-10ème prix : un jeu «schtroumppons la Terre» offert par Holoïkos. Valeur : 200 F l'ex.

11ème au 50ème prix : un avoir de 50 F sur l'achat de hors-série de Silence.

51ème au 250ème prix : un numéro sur papier spécial du n°200 de Silence à paraître en février 1996. Valeur : 35 F.

Cette tombola est destinée à financer la participation de la revue Silence à l'achat d'un local inter-associatif. Il est possible de commander des carnets de 10 billets contre 100 F franco à : Silence, 4 rue Bodin, 69001 Lyon. Le tirage de la tombola aura lieu le 1er décembre 1995. Les résultats seront publiés dans le n° de Silence de Janvier 1996.



TOUT SAVOIR SUR L'ECLAIRAGE ECONOMIQUE

On nous demande souvent où se renseigner sur le choix des ampoules économiques. Outre la possibilité de s'adresser aux marques de ces ampoules (Mazda, Phillips, Osram...), il existe, depuis 1992, pour ceux qui veulent en savoir plus, une revue internationale en anglais, publiée par l'association internationale pour une efficacité énergétique de l'éclairage.

Cette revue peut être demandée à : IAEEL c/o NUTEK, DOEE, S-11786 Stockholm, Sweden.

AMPOULES ECONOMES CHINOISES

La consommation électrique chinoise sert pour 10 à 12 % à l'éclairage, soit la production de six centrales électriques de 250 MW.

3,2 milliards de lampes sont produites chaque année dans 600 usines employant 250 000 personnes.

La demande est en forte croissance : de 10 à 15 % par an.

La Chine s'est lancée dans les lampes fluorescentes économiques à grande échelle. Elle en a produit 5 millions en 1994. La Chine a fait des essais d'exportation mais pour le moment ses ampoules sont moins performantes que celles produites par les grandes multinationales (verre plus opaque, durée de vie moindre). Toutefois, les progrès sont rapides et elle exporte déjà avec succès des ballasts électroniques (pied de l'ampoule) et des ampoules à très longue durée de vie. On ne devrait donc pas tarder à voir arriver ces ampoules sur le marché... ce qui devrait faire encore chuter les prix. (source IAEEL)

USA : LA PRODUCTION EOLIENNE S'ENVOLE !

Lassées du nucléaire, les compagnies d'électricité américaines font une rapide reconversion dans les énergies renouvelables et les centrales éoliennes se multiplient. En 1994, les commandes auprès de fabricants danois, allemands et hollandais, ont porté sur plus de 1000 MW installés. La puissance devrait ainsi atteindre 2300 MW en 1996. Dans les cartons des compagnies américaines ; briser les monopoles d'Etat pour exploiter des centrales éoliennes partout dans le monde. En France, EDF et notre industrie sont tellement archaïques qu'on finira avec des éoliennes américaines... (source Tam-Tam, novembre 1994)

USA : CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE

Avec la réduction voire l'arrêt du programme des essais nucléaires dans le Nevada, le gouvernement envisage de reconverter une partie du site - un désert - pour le transformer en centrale solaire. Un appel d'offre a été lancé par le département américain à l'énergie en 1994. Une trentaine d'entreprises ont répondu. La plus intéressante provient d'une compagnie de gaz d'Houston, Enron, qui propose d'investir 150 millions de dollars pour une centrale photovoltaïque de 100 MW. Cette centrale pourrait être construite dès 1996 et le courant servirait à l'alimentation de la base militaire. La dimension record de cette installation permettrait selon la compagnie de gaz de descendre le prix du kilowatt-heure autour de 5,5 cents (soit 30 centimes français) alors que les centrales solaires actuelles le fournissent entre 15 et 20 cents.

Selon le département américain de l'énergie, la place disponible dans le Nevada doit permettre d'atteindre 1000 MW solaire d'ici 2004 alors que la puissance installée actuelle n'est que de 12 MW aux Etats-Unis et 47 MW au niveau mondial (source : Enerpresse, 17 novembre 1994).

MEXIQUE : CUISEUR SOLAIRE

Des Mexicains ont mis au point un système de cuiseur solaire fixé à l'extérieur de la maison et accessible par une trappe de l'intérieur. Fixé au sud avec une vitre permettant de profiter du chauffage bas et haut, il a plusieurs avantages : on reste à l'ombre pour cuisiner, il n'y a pas à le déplacer, il est adapté au changement d'angle du soleil grâce à un concentrateur. Le résultat montre qu'il est beaucoup mieux accepté que les autres cuiseurs car il demande moins de changement à l'utilisateur : cela revient à une sorte de four mural. Le procédé intéresserait le gouvernement Sudafricain qui voudrait l'intégrer dans la construction de nouvelles maisons pour les populations pauvres. (source : Centre Albert Schweitzer, Suisse, janvier 1995)

JAPON : PROJET D'ILE SOLAIRE

La place disponible au Japon pour l'installation de centrales solaires étant limitée, un projet d'"île solaire" a été mis au point par la fondation pour les énergies nouvelles. L'île en question serait constituée de cellules photovoltaïques posées sur des bouées hexagonales et occupant une surface de 700 hectares. Ces photopiles hydrolyseraient l'eau de mer pour en récupérer l'oxygène et l'hydrogène. Les gaz seraient ensuite emmenés à terre par des bateaux-citernes pour différents usages. Une telle usine atteindrait une puissance de 860 MW, soit l'équivalent d'un réacteur nucléaire. Pour le moment, le projet est trop coûteux, mais la fondation estime que cela sera réalisable d'ici une quinzaine d'années. (source : Courrier International, 22 septembre 1994)

ESPAGNE : PROGRAMME EOLIEN

Actuellement, l'Espagne dispose de 62 MW éoliens répartis ainsi : 5 MW en Galice, 33 dans le détroit de Gibraltar, 23 aux îles Canaries, 1 dans la vallée de l'Ebre. Dans les cinq ans à venir, les éoliennes atteindront 750 MW et le potentiel final est estimé à terme à 6000 MW (soit l'équivalent de 6 réacteurs nucléaires).

ITALIE : INAUGURATION DE LA CENTRALE DE SERRE

La centrale de Serre, au sud de l'Italie a commencé à fonctionner le 18 octobre dernier avec une puissance de 2 MW. Elle devrait passer à 3,3 MW dès le début de l'année. Les 2 600 000 cellules photoélectriques couvrent une surface de sept hectares et sont répartis en dix blocs expérimentaux de conceptions différentes : du matériel différent a été utilisé pour chaque bloc et l'un des blocs est même motorisé pour suivre la course du soleil. La comparaison entre le fonctionnement des dix blocs permettra de comparer l'efficacité des différentes photopiles employées. Sept de ces blocs sont d'origine italienne, un américain, un japonais et un français.

BALLADUR POUR UNE AUTRE POLITIQUE DE L'ENERGIE ?

Surprenant discours d'Edouard Balladur, le 15 décembre dernier, lors du colloque de clôture du débat sur l'énergie (colloque démocratique à 2500 F l'entrée !). Le premier ministre a en effet repris dans son discours certains passages du rapport Souviron dénonçant le rôle d'EDF et du CEA, exprimant son hostilité au chauffage électrique, prônant les économies d'énergie, les contre-expertises sur le kWh nucléaire et souhaitant le développement des énergies renouvelables. On aurait cru entendre le candidat Mitterrand en 1981 !



LES transports consomment plus de pétrole que tous les autres secteurs. Dominés par la voiture particulière, ils sont l'une des principales sources de pollution et de gaspillage dans nos pays développés. Les solutions les plus médiatisées, comme la voiture électrique, ou les biocarburants, ne peuvent agir qu'à la marge dans les vingt prochaines années. Il existe des solutions plus radicales – et souhaitables – comme des réformes touchant l'urbanisme, la mobilité, ou les transports en commun, mais dans l'immédiat, les gains les plus impor-

tants viendront du véhicule lui-même. Principal gain, la taille et la puissance des autos. Nos véhicules sont conçus pour transporter toute la famille en vacances, alors qu'ils servent surtout pour une seule personne en ville : résultat, à 20 km/h de moyenne ou moins, le véhicule consomme le double ou le triple de la consommation vantée dans la publicité. L'adaptation des boîtes et des régimes du moteur à la réalité (conduite en ville et sur autoroute urbaine) augmentera le confort de conduite, et diminuera jusqu'à 4 Mtep/an la consommation du pays. Une telle mesu-

re de limitation de vitesse constructeur, acceptable si elle est échelonnée et harmonisée avec nos voisins européens, touche cependant au culte de la vitesse.



Tous les mois, une fiche pratique sur les moyens de maîtriser l'énergie, extraite de la revue "Le nucléaire détrôné" (voir bon de commande en page 39)

LIVRE BLANC ENERGIE ET ENVIRONNEMENT

Les associations qui ont participé à la simulation de débat sur l'énergie ont réuni leurs textes sous la forme d'un livre blanc. Il est articulé autour de quatre chapitres : une exigence de démocratie et de transparence, changer les règles du jeu institutionnel, organiser les transferts financiers pour mieux refléter l'intérêt collectif, choisir un avenir soutenable. Il résume, en 64 pages, 124 propositions concrètes. Il est disponible contre 30 F (+8 F de port) auprès de l'INESTENE, 5 rue Buot, 75013 Paris, tél : (1) 45 65 08 08.

REFRIGERATEURS ECONOMES EN RETARD

Le 1er janvier 1995 devait être rendu obligatoire l'étiquetage de la consommation d'énergie selon une norme européenne. Suite à une action des producteurs français, cette obligation est reportée d'un an. Expli-

cation : la plupart des appareils fabriqués en Allemagne, au Danemark ou en Suède sont nettement plus économes que les français... et cela aurait nuit à notre commerce. En attendant, apprenez à lire les étiquettes : cela va du simple au triple. Le chiffre de référence européen est la consommation en kWh par an (les très bon sont à moins de 300).

BRETAGNE : PROJET EOLIEN

Comme nous l'annoncions en septembre 1994, la Bretagne a proposé quatre sites à la commission européenne pour l'implantation de centrales éoliennes. Les négociations ont été fructueuses et une somme de 520 000 F a été accordée par Bruxelles pour l'étude de faisabilité. Cette étude a commencé en décembre 1994 sur le site de Plouarzel. Elle est coordonnée par l'association Avel Pen ar Bed, avec la participation du fabricant Tramontana-Germa et de l'association Espace Eolien Développement. L'ADEME, EDF

et les collectivités territoriales devraient également apporter leur soutien financier. L'association s'est fixée comme objectif de fournir 5 à 10 % des besoins en courant de la Bretagne sous forme éolienne, ce qui nécessitera la mise en place de 30 à 40 fermes éoliennes de cinq à dix turbines chacune. Pour obtenir le reste du financement, un appel à l'épargne alternative a été lancé en reprenant le fonctionnement des Cigales (voir Hors-série sur les Métiers de l'Écologie). L'association a organisé une rencontre sur "comment développer une ferme éolienne" dont le compte-rendu peut leur être demandé : Avel Pen ar Bed, 28 Keraliou, 29470 Plougastel Daoulas.

COLMAR : ENERGIES RENOUVELABLES

L'institut pour le conseil en environnement de Strasbourg organise à Colmar, le 10 mars, un colloque sur le thème "Énergies renouvelables : enjeux planétaires et applications locales" qui se

tiendra dans le cadre du salon international Energie Habitat. Programme à demander à : Eco-conseil, 7 rue Goethe, 67000 Strasbourg, tél : 88 60 16 19.

CUN DU LARZAC : VOUS CHOISISSEZ L'ENERGIE

Tous les abonnés ont du recevoir, courant janvier, un dépliant du Cun du Larzac leur demandant de participer à l'installation de ce centre alternatif non-violent. Cet envoi a été fait par nous-mêmes sans communication de notre fichier au Cun. Il s'agit de recueillir 350 000 F en part de SCI à 500 F pour réaliser un mode de chauffage bois (83 %) + capteurs solaires (10%) + surplus éolien (5%) + appoint gaz (2% de l'énergie). Ce couplage permet une utilisation maximale des ressources renouvelables (98 %) et de limiter d'autant la pollution. Si vous n'êtes pas abonné ou si vous voulez en savoir plus : Cun du Larzac, 12100 Millau, tél : 65 60 62 33.



THREE MILE ISLAND : L'ACCIDENT POSSIBLE

Le 28 mars 1979 marque l'arrêt du programme nucléaire américain. Ce jour-là, le réacteur de Three-Mile Island, près de Harrisburg, en Pennsylvanie, s'emballa et pendant des heures, on craint qu'une bulle d'hydrogène coincée dans le bâtiment réacteur ne provoque une explosion générale. 15 ans après, les études menées dans différents pays concluent toutes à l'impossibilité d'empêcher la formation d'une telle bulle d'hydrogène et affirment qu'une explosion du réacteur est toujours possible. Selon des études publiées en Allemagne, en août 1993, aucun des 420 réacteurs en service dans le monde n'est à l'abri de ce risque. L'étude commandée par le gouvernement fédéral à l'Institut Battelle de Francfort conclut qu'il est impossible de prévoir où la bulle d'hydrogène peut

se développer et qu'en cas de concentration d'hydrogène supérieure à 9-10 % dans l'air, les processus de pressions sont difficiles à prévoir et rien ne permet d'affirmer que les enceintes de confinement résisteraient à l'explosion. (source : Stop-Nogent, octobre/décembre 1994)

ARGENTINE : EDF FACE A LA PAUVRETE

EDF a une filiale argentine : la compagnie d'électricité Edenor, chargée de l'alimentation au Nord de Buenos Aires. Mais les pauvres des bidonvilles sont des spécialistes des branchements pirates... et la compagnie estime que 15 % des 300 000 branchements ne sont pas déclarés et les pertes de courant se monteraient à 26 % de son chiffre d'affaires. Pour essayer de faire cesser le phénomène, la compagnie a essayé de faire des coupures de courant... mais

RADIOACTIVITE AU QUOTIDIEN

Dans le numéro 2 de son bulletin, la CRII-Rad, commission de recherches et d'informations indépendante sur la radioactivité, propose un tour d'horizon des produits radioactifs qui nous entourent. Tout d'abord, rares mais extrêmement dangereux, les **émanateurs de radium** vendus il y a quelques décennies, à l'époque où l'on croyait aux vertus de la radioactivité sur la santé. Il s'agit d'un objet en laiton d'une vingtaine de centimètres de haut, ressemblant à une cafetière, dans lequel on faisait passer de l'eau sur un filtre au radium. L'eau se chargeait de radon avant qu'on la boive ! Boire de l'eau ainsi contaminée est une aberration, mais la seule exposition à cet objet peut déjà provoquer une irradiation externe. Si vous en trouvez un dans un grenier, appelez les pompiers pour vous en débarrasser. Beaucoup plus fréquents : les **manchons des lampes à gaz** utilisées pour le camping. Elles contenaient encore toutes, il y a seulement deux ans, du thorium 232. Le risque se produit surtout lors du changement de manchon : usé, il est friable et l'ingestion de poussière peut provoquer une contamination interne. Il existe maintenant sur le marché des manchons non-radioactifs ; sur l'emballage, on trouve le fameux trèfle radioactif barré ou l'indication "non radioactif". Egalement très fréquentes chez les bricoleurs : les **baguettes de soudure** qui contiennent également du thorium. Si l'usage de ces baguettes dégage peu de radioactivité (on ne la mesure pas au-delà de 20 cm), l'usage par des professionnels, le stockage en grande quantité et bien sûr les usines de fabrication peuvent être des sources de contamination. Plus connus, les **paratonnerres** commercialisés entre 1932 et 1987 contiennent souvent du radium ou de l'américium. Attention, en cas de démolition d'un paratonnerre ou d'une restauration : les doses émises sont extrêmement importantes. Il convient d'appeler l'ANDRA pour faire le démontage (coût de l'ordre de 1000 F).

Pour en savoir plus, lire Info-Crii-Rad n°2 (37 F port compris) à commander à : Crii-Rad, 471 av. Victor Hugo, 26000 Valence.

LA HAGUE : A QUOI SERT LE RETRAITEMENT ?

Le retraitement du combustible irradié à l'usine de la Hague (Manche) est présenté par la COGEMA comme un moyen pour recycler le plutonium et l'uranium et pour assurer une gestion propre des déchets nucléaires. Dans une étude commandée par Greenpeace, l'agence WISE-Paris amène un démenti flagrant à ces propos rassurants. L'option retraitement a été choisie pour des raisons militaires et les justifications économiques ne tiennent pas à l'analyse. D'autres part, cela n'assure en rien un "retraitement" des déchets : la quantité de déchets ne fait qu'augmenter en France comme à l'étranger. De plus, ces opérations de récupération de l'uranium et du plutonium sont extrêmement sales. L'usine de la Hague par ses seuls rejets liquides représente à elle seule trois fois la quantité des rejets liquides autorisés pour les 420 réacteurs en service dans le monde ! Les rejets dans l'environnement sont en hausse constante. La manipulation faite à la Hague contribue à dissimuler la radioactivité ; elle multiplie par 6 à 9 le volume des déchets par comparaison à un stockage direct des combustibles usés. La COGEMA annonce un volume de déchets de 6,6 m³ par tonne de combustible retraité... mais après recherche dans des documents confidentiels, WISE conclut à un volume minimal de 17,2 m³... sans compter le démantèlement et les rejets dans l'environnement. Si l'on tient compte de ces derniers, le volume grimpe à au moins 85,4 m³ ! Ces volumes considérables conduisent les compagnies étrangères qui ont cru pouvoir se débarrasser de leurs déchets via la Hague à essayer de négocier pour que l'enfouissement de ceux-ci se fasse en France et non dans leur pays. Greenpeace demande que la transparence soit appliquée à l'ensemble des contrats passés à la Hague et que l'on cesse le retraitement des déchets qui s'avère être très polluant, inutile et multiplicateur de déchets. Contact : Greenpeace, 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris, tél : (1) 47 70 46 89.

cette méthode a été déclarée illégale et Edenor a été condamnée à 22 millions de francs d'amende... qui viennent s'ajouter aux 650 millions de francs de dettes que la compagnie accusait fin 1993. (source : L'Expansion, 26 septembre 1994)

SAISIES D'URANIUM ENRICH

La police tchèque a saisi près de trois kilos d'uranium de qualité militaire (enrichi à 90 %) et arrêté les trois personnes qui le transportaient, le 14 décembre dernier, à Prague.

Fin décembre, c'est à Kaunas, en Lituanie, deux trafiquants se font arrêter en train de vendre 8 kilos d'uranium enrichi. L'enquête a permis de retrouver 100 kg de cet uranium volé dans la centrale nucléaire d'Ignalina.

Si plus de deux cent saisies de matières radioactives ont été faites en 1994 dans l'Europe de l'Est, ce sont les deux premières fois que l'on se trouve en présence d'un matériau de cette qualité pouvant être utilisé directement dans une bombe atomique.

ALLEMAGNE : LA FIN DU NUCLEAIRE

47 % des Allemands pensent que même en le voulant, il n'est pas possible de construire une centrale nucléaire sûre. 47 % sont d'avis contraire et 6 % sans opinion. Par contre 75 % sont pour un arrêt total du nucléaire à terme. La dernière construction d'une centrale nucléaire en Allemagne remonte maintenant à plus de dix ans.

NUCLEAIRE ET EMPLOIS LA BETISE DE LA CFDT

La CFDT est vraiment tombée bien bas ! Dans "Notre combat" de novembre 1994, elle défend le maintien des installations nucléaires pour maintenir l'emploi dans ce domaine... oubliant que créer un emploi dans le nucléaire c'est se priver d'emplois dans d'autres branches. C'est précisément le calcul fait par le gouvernement espagnol (23 % de chômeurs en Espagne) ; toutes les études montrent que plus les modes de production sont centralisés, moins ils créent d'emplois. Le gouvernement espagnol a donc pris la décision d'arrêter la construction de quatre réacteurs et mise maintenant sur le développement de petits centres de production (éoliennes, solaires, gaz...). Les études sur les emplois ont été réalisées par les syndicats espagnols... que la CFDT ferait bien d'aller rencontrer.

PROPAGANDE D'EDF

EDF a passé un accord avec la chaîne de télévision câblée Canal J pour produire une série d'émissions pour les enfants sur le thème de l'énergie. 15 épisodes de 3 mn en image animées sous le titre "E comme Energie". Budget : 1,2 million de francs pris en charge à 90 % par EDF. La propagande n'a pas de prix.

FORBACH : DIRECTEUR GRACIE

En août 1991, trois salariés de l'usine EBS étaient fortement irradiés. L'enquête a permis de révéler que ces ouvriers n'avaient aucune conscience des dangers que présentait l'irradiateur dans lequel ils travaillaient. Les tribunaux (1ère instance puis appel) ont condamné deux des directeurs à un an de prison dont un mois ferme et 20 000 F d'amende. Un verdict bien clément quand on sait que deux des salariés sont en train de mourir. Eh bien, comme cela ne suffisait pas, le PDG, Patrick Müller a bénéficié d'une grâce présidentielle ! (source : Sélection, novembre 1994).

MEUSE ET HAUTE-MARNE : 50 000 + 12 000 SIGNATURES CONTRE LES DECHETS

La Meuse se mobilise toujours contre les déchets : la barre des 50 000 signatures a été franchie ! En Haute-Marne, le mouvement a été plus long à démarrer mais on en est quand même à 12 000 signatures. En Meuse le CDR 55 compte maintenant plus de 700 adhérents. En Haute-Marne, le CEDRA compte plus de 350 adhérents !
Contact : CEDRA, BP 17, 52101 Saint-Dizier cédex.

SUPERPHENIX : FONCTIONNEMENT A RISQUE ET NOUVEL ARRÊT !

Le réacteur a redémarré à faible puissance le vendredi 9 décembre après une fuite de vapeur ayant entraîné trois semaines d'arrêt. La barre des 7 % de puissance a été atteinte le 22 décembre permettant de mettre en route les alternateurs. Le réacteur a produit de l'électricité pendant 48 heures à faible puissance. Il a ensuite été de nouveau arrêté officiellement pour vérifier les données. En fait, une fuite d'argon avait bien été détectée dès le départ, mais la direction de la centrale a souhaité monter en puissance quand

LIMOUSIN : TERRE DE CREATION OU POUBELLE NUCLEAIRE ?

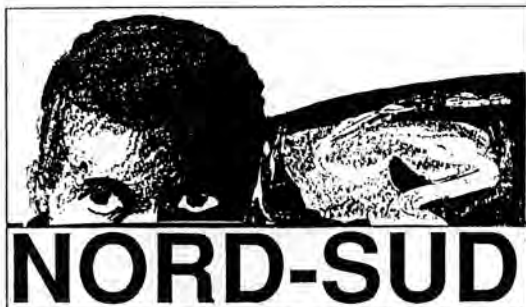
La COGEMA propriétaire de nombreuses anciennes mines d'uranium autour de Bessines envisage d'utiliser ces sites pour y stocker des déchets nucléaires (265 000 tonnes). La coordination limousine antidéchets, CLADE, a décidé de réagir de manière originale en louant quinze panneaux d'affichage 4 m x 3 m et en demandant à des artistes d'y dessiner une œuvre autour du slogan : "Limousin terre de création ou poubelle nucléaire". Les panneaux ont été en place du 6 au 13 décembre, semaine où était programmée une audition publique organisée par une douzaine d'associations, et en pleine période d'enquête publique. Cette campagne a permis de collecter 4000 signatures. Contact : CLADE c/o CPL, 37 rue de la Boucherie, 87000 Limoges.



même pour pouvoir symboliquement dire qu'elle a produit de l'électricité en 1994. Cette montée en puissance s'est donc faite sans tenir compte des normes de sécurité. Il y a donc eu volontairement "mise en danger de personnes" : les tribunaux seront-ils réagir pour étudier à cette occasion les milliers de plaintes déposées depuis l'automne par les opposants ?
Côté production électrique,

si le réacteur a produit environ 10 millions de kilowatt-heures... il en aura consommé 420 millions pendant le reste de l'année ! C'est peut-être ça la sous-génération ! La fuite d'argon devrait maintenir à l'arrêt le réacteur pendant plusieurs mois.

Contact : Les Européens contre Superphénix, 4 rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 78 28 29 22.



SOMMET DE COPENHAGUE 1

Une nouvelle messe de l'ONU se tiendra à Copenhague, du 6 au 13 mars, pour compléter le sommet de Rio 92 et ajouter un volet social au "développement durable". Les organisations non-gouvernementales se réuniront en contre-sommet pendant la conférence officielle et des carrefours continentaux sont organisés à l'avance pour préparer ce contre-sommet. Le carrefour européen se tiendra à Paris les 16 et 17 février. Renseignements : CRID, 14 passage Dubail, 75010 Paris.

SOMMET DE COPENHAGUE 2

Pour éviter que ne se renouèle le simple catalogue d'intentions qui est sorti du sommet de Rio, le Réseau-Solidarité invite à écrire aux organisateurs du sommet de Copenhague entre le 28 février et le 8 mars. Pour cela une carte postale demande que des mesures concrètes soient prises permettant de sanctionner les pratiques commerciales ne respectant pas les questions sociales fondamentales. Pour obtenir ces cartes : Réseau-Solidarité, 5 rue F. Bizette, 35000 Rennes.

GRANDE-BRETAGNE : MINISTÈRE EN JUSTICE

Le Ministère des Affaires étrangères de Grande-Bretagne a signé un accord de financement avec la Malaisie. Le Royaume-Uni contribuera à la construction du barrage de Pergau pour un montant de deux milliards de francs versés en 14 annuités. Cet argent serait prélevé sur le budget de la coopération. Or selon une loi datant de 1980 (Overseas Develop-

ment and Cooperation Act), l'argent de l'aide publique doit financer des réalisations bénéficiant aux plus pauvres... ce qui n'est pas le cas de ces barrages fortement contestés par les organisations populaires malaisiennes. L'association "World Development Movement" a assigné le ministre en justice. Le débat est remonté jusqu'aux chambres du Parlement. Le 10 novembre dernier, la Haute Cour de Justice a donné raison à l'association. Un jugement qui devrait inspirer de nombreuses autres associations ! Pour en savoir plus : Réseau Solidarité, 5 rue Bizette, 35000 Rennes.

BURKINA FASO : DES "CANARIS" POUR L'ARROSAGE

Les groupements paysans Naam (1700 groupements paysans mobilant plus d'un million de personnes) ont mis au point une méthode d'arrosage des jeunes arbres particulièrement astucieuse. Pour lutter contre l'érosion, on multiplie les plantations d'arbres, mais ces derniers fragiles nécessitent un arrosage régulier. Pour économiser l'eau et la fatigue de l'arrosage, il a été conçu des cruches à eau en terre cuite perforées appelées "canaris". Ces cruches sont enterrées à proximité de la jeune pousse avec les trous orientés du côté de la pousse. Au lieu d'arroser le plant, il suffit de remplir le "canari" qui ensuite laissera écouler lentement l'eau dans les racines. Ainsi, il suffit de remplir les cruches toutes les deux semaines et au bout de cinq ans, quand l'arbre est suffisamment résistant, on peut récupérer la poterie pour une autre plantation. (source : "L'avenir est entre vos mains", septembre 1994)

PARIS : DAKAR : LE DECLIN

Le nombre d'inscrits pour l'édition 1995 du Grenade-Dakar est en chute libre. Alors que l'on dépassait les 1000 véhicules à la grande époque, on ne comptait plus que 300 concurrents cette année. En 1993, les organisateurs ont fait dix millions de perte. Le taux d'audience à la télé est très faible : environ 7 points. La connerie victime de la crise ? Voilà une bonne nouvelle !

CANDIDATS : NE PERDEZ PAS LE SUD !

Agir Ici avec le soutien de nombreuses associations de solidarité internationale, lance une pétition nationale adressée aux candidats aux élections présidentielles sur le thème "Candidats : ne perdez pas le sud !". L'objectif est de réunir rapidement 100 000 signatures pour rappeler qu'aussi bien au Rwanda, en Algérie, en Somalie et ailleurs, la France a ses responsabilités face aux nombreux morts et aux exodes. Chacune des associations diffusant la pétition dispose d'un côté de la pétition pour y mettre ses propres revendications. Enfin, la pétition lie le problème du Sud avec le problème de l'exclusion ici et demande aux candidats ce qu'ils comptent faire pour combattre les inégalités entre riches et pauvres, entre le Nord et le Sud. Un dossier explicatif de la campagne est disponible contre 20 F port compris à : Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : (1) 40 35 07 00. Enfin, un répondeur informe sur le déroulement de la campagne : (1) 40 38 39 00.

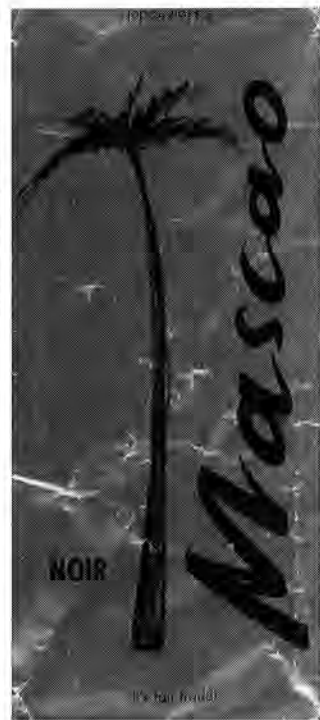
PIERRE RABHI A VIENNE

Pierre Rabhi, fondateur du CIEPAD, carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement, interviendra le jeudi 2 février à Vienne (Isère) à Image, parc d'activités de Malissol, au cours de l'assemblée générale du CEIPAL, centre d'études internationales paysannes et d'actions locales. Renseignements : CEIPAL, 8 quai Maréchal Joffre 69002 Lyon, tél : 78 37 95 07.

MASCAO : CHOCOLAT SOLIDAIRE

Le chocolat restait l'un des derniers produits où nous ne pouvions échapper au commerce traditionnel. L'association européenne pour un commerce solidaire (EFTA) vient de commercialiser des tablettes de chocolat réalisés avec du cacao venant de l'Amazonie bolivienne et du sucre venant des plantations de cannes de Philippines. Ces produits sont cultivés sans produits chimiques, sans additifs, sans arômes artificiels. Fonctionnant sur le même principe que le café Max Havelaar, il garantit au producteur un prix minimum assurant leur subsistance et une majoration pour financer leurs projets écologiques et sociaux. Un préfinancement de la récolte leur garantie également une répartition des revenus sur l'année. Le chocolat est mis en forme par un chocolatier suisse, Bernaim, selon un procédé respectueux de l'environnement. Seul regret : le chocolat est enveloppé dans une pochette plastique portant l'inscription "sans aluminium" : pourquoi ne pas se limiter à l'emballage papier ? Le produit est diffusé dans les réseaux de ventes solidaires. Pour en savoir plus :

- Solidar'Monde, 86 rue Berthe Albrecht, 94400 Vitry-sur-Seine, tél : (1) 45 73 65 43
- EFTA, Witmakerstraat 10, NL, 6211 JB Maastricht, tél : 43 25 69 17.





ENVIRONNEMENT

ALLEMAGNE : MALADIE DES FORETS

Dans les années 80, le phénomène de la mort des forêts a occupé le devant de l'actualité. Les rapports indiquant une stabilisation de la maladie, voire une baisse, ont fait passer ce problème au second plan. En fait, si une stabilisation de la maladie a semblé se produire, c'est uniquement par l'augmentation du nombre de sites d'observation. Au début, seules les forêts les plus atteintes ont été prises en compte puis un réseau a été mis en place au niveau national... la moyenne entre les forêts les plus atteintes et celles le moins atteintes a semblé indiquer une baisse rassurante. Il n'en est rien. Dans son numéro du 24 novembre 1994, le Spiegel relance le débat : selon un rapport officiel, 63 % des arbres sont malades et ce taux atteint même 80 % dans certains länders de l'Est. La seule cause mise en avant est la pollution de l'environnement (essentiellement les gaz d'échappement). Le rapport critique les monocultures actuelles favorisant le développement de la maladie et prône le retour à une forêt plus naturelles, riche en espèces.

PLANTES GENETIQUEMENT MODIFIEES

Greenpeace a mené une enquête sur les programmes de recherche biologique d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Cela a permis de mettre à jour de nombreux programmes non autorisés, en particulier dans les pays du Sud où les réglementations sur le sujet sont quasi-inexistantes. Le rapport recense au moins 90 essais dans les pays du Sud dont au moins un tiers

sous le contrôle de multinationales occidentales. Ces plantes mutantes risquent de provoquer des dégâts sur l'environnement sans que l'on puisse en prévoir les conséquences. Une fois disséminées, elles ne peuvent plus être contrôlées, et peuvent se croiser avec d'autres plantes, augmentant la mutation naturelle. Des essais non autorisés ont ainsi eu lieu en Argentine, en Inde, en Irlande et au Kenya. Greenpeace accuse les multinationales de transformer les pays en développement en terrain de jeu génétique et demande un moratoire sur l'utilisation de ces organismes génétiquement modifiés. Renseignements : Greenpeace, 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris, tél : (1) 47 70 46 89.

ANIMAUX : PAS D'EXPERIMENTATION

Afin de prouver que l'on peut se passer de la vivisection comme mode d'expérimentation, l'association Pro Anima cherche à regrouper tous les étudiants en médecine, pharmacie, biologie, chercheurs et médecins qui s'engagent à refuser de faire des expériences sur les animaux. Pour en savoir plus : Pro Anima, 16 rue Vézelay, 75008 Paris, tél : (1) 45 63 10 89.

VOSGES : POLLUTION AU CADMIUM

La nappe phréatique de la décharge de Golbey, dans les Vosges, est sérieusement contaminée au cadmium. Les sondages ont révélé qu'entre le 7 décembre 1993 et le 16 mai 1994 le taux de cadmium dans l'eau est passé de 1 mg/l à 3925 mg/l soit 800 fois plus que la limite autorisée. Idem pour le manganèse qui entre les deux sondages est

passé de 40 mg/l à 47000 mg/l soit 1000 fois la dose autorisée ! D'où viennent ces produits ? Les associations locales suspectent les boues des tanneries du Thillot... qui avaient déjà posé des problèmes dans une autre décharge. Depuis les autorités n'ont pas réagi. (source : L'Est Républicain, 18 novembre 1994)

PARIS : BANCS EN BOIS TROPICAL

La ville de Paris a "relooké" les Champs Elysées... et les nouveaux bancs sont en

Ipé, une espèce de bois tropical d'Amazonie dont la France s'est engagée à limiter l'utilisation. Alors que l'on pouvait utiliser du chêne, du châtaigner ou du frêne, les services techniques ont préféré ce bois rare la plupart du temps volé dans les territoires indiens. Pour protester, l'association Robin des Bois a organisé une pose de "label" sur les bancs le vendredi 16 décembre. Avec des pochoirs, ils ont écrit sur les bancs "Bois d'Amazonie" et "Indian Property" (propriété des Indiens). Très vite interpellées, huit personnes ont été conduites au poste et Jacky Bonnemains, le porte-parole de l'association a même été mis en garde à vue pendant 20 heures. Ce dernier a été inculpé de dégradation de biens publics et doit passer en correctionnel le jeudi 2 février.

Pour aller le soutenir au tribunal, vous pouvez prendre contact avec : Robin des Bois, 35 rue du Bourg Tibourg, 75004 Paris, tél : (1) 48 04 95 78.

CAMPAGNE CONTRE LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Du 6 au 17 février, se tiennent New-York des négociations sur les réductions d'émissions de gaz carbonique (CO2). C'est la dernière réunion avant le sommet sur le Climat organisé par le Comité intergouvernemental de négociations qui se tiendra lui à Berlin du 2 au 7 avril.

Une campagne contre le risque de réchauffement climatique a été lancée depuis les Pays-Bas et l'Allemagne. Quinze jours d'informations sont programmés du 4 au 17 février 1995 et une journée européenne d'actions est lancée pour le samedi 11 février. Deux colloques sont ensuite prévus : l'un à Copenhague, au Danemark, le jeudi 9 mars sur le thème "création d'emplois et changement climatique" et un autre du 2 au 7 avril à Berlin avec les "Rencontres de la jeunesse sur le climat". Enfin, le lundi 15 mai, une journée d'actions est prévue au niveau mondial. Il est demandé aux groupes locaux d'organiser des actions en direction des transports, de l'énergie, de la pollution industrielle... Il est particulièrement recommandé de faire des actions à vélo. La revendication est simple : que les Etats s'engagent à réduire de 20 % leurs émissions de CO2 avant 2005.

Coordination internationale :

- "Climate is right for a change" campaign, Celebesstraat 80, 1094 ET, Amsterdam, tél/fax : (19 31 20) 6932024
- German coordination "Climate is right for a change", Behrenstr. 23, 6th floor, Postfach 65, D 10961 Berlin, tél : (19 49 30) 202 203 63.

Coordination en France :

- Greenpeace, 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris, tél : (1) 47 70 46 89.

AVIGNON : LE PRIX DES BOUTEILLES EN PLASTIQUE

Le 4 décembre, un wagon transportant 70 000 litres de chlorure de vinyle se couche sur la voie à Avignon. 4000 personnes sont évacuées pendant onze heures pour éviter les victimes en cas d'explosion du wagon. Le transvasement est heureusement réussi sans autres problèmes. Mais au fait à quoi sert le chlorure de vinyle ? A faire par polymérisation du PVC (polychlorure de vinyle)... qui donne essentiellement des bouteilles en plastique. Celles-ci ne posent pas que des problèmes en aval (déchets non-recyclables), mais aussi en amont (industrie à haut risque).

MARAIS POITEVIN : LE RETOUR

Dans notre numéro de décembre, nous annonçons que le gouvernement venait de prendre la décision de contourner par le nord le marais poitevin, dans les Deux-Sèvres. Victoire ? Pas vraiment. Les associations locales dénoncent un nouveau tracé presque destructeur : le passage par le nord de Niort entraîne en effet le passage à travers trois périmètres d'eau potable, deux ZNIEFF (zone d'intérêt écologique faunistique et floristique), le périmètre de protection du château classé du Gazeau, des sites archéologiques et des zones urbanisées. Ce tracé nécessite 49 ouvrages d'art sur 35 km dont 6 viaducs de

CANAL RHIN-RHÔNE : LETTRE URGENTE !

Malgré le désengagement des régions Bourgogne et Rhône-Alpes, le projet continue aveuglément. Une enquête publique concernant la canalisation de la Saône entre Chalon et St-Symphorien en Saône-et-Loire, se déroule jusqu'au 6 février. Vous pouvez réagir en envoyant une lettre à Mr le commissaire enquêteur, enquête publique sur l'aménagement de la Saône entre Chalon et Saint-Symphorien, Préfecture de Saône-et-Loire, 71000 Macon en rappelant que ce projet destructeur de la faune et de la flore n'a aucune justification économique et en demandant que l'enquête publique porte sur l'ensemble du projet Canal Rhin-Rhône et non sur un tronçon. Une manifestation nationale contre le projet est organisée le 1er et 2 avril à Besançon. Renseignements : Saône et Doubs vivants, BP 19, 69126 Brindas.

plus de 100 m... pour une fréquentation prévue de 4000 véhicules par jour ! Par ailleurs, il est toujours prévu, à l'horizon 2001, une autoroute

"des estuaires" reliant Fontenay à La Rochelle qui coupera les marais poitevins dans ses parties asséchées. Les associations locales demandent la simple amélioration des routes existantes. Contact : Association Vals de Sèvre-Echiré contre l'autoroute, 79410 Echiré.

FRICHES INDUSTRIELLES A REHABILITER

Le choix de la friche gazière du Cornillon à Saint-Denis pour la construction du Grand Stade a mis en évidence que certaines friches sont particulièrement polluées... mais que lorsque la volonté politique existe, il est facile et rapide de dépolluer. Il s'agissait d'une friche provenant d'une ancienne usine à gaz. Robin des Bois a enquêté pour recenser les autres friches du même genre. L'association en a trouvé déjà 855. Les usines à gaz, dont les dernières ont été fermées dans les années 70, étaient des usines qui produisaient du gaz à partir de la distillation de la houille. Chaque



tonne de houille laissait comme déchets 700 kg de coke, 50 à 70 kg de goudron, 150 litres d'eaux ammoniacales, 0,7 kg de cyanure... Certains de ces produits ont été employés (engrais, peintures, pharmacie, pesticides, explosifs...). Environ 750 de ces usines ont été nationalisées en 1946 à la fondation de Gaz de France. Les autres, les plus petites, sont restées privées. Sur ces sites, on retrouve aujourd'hui des lagunes d'eau ammoniacale, des fosses à goudron, des produits toxiques répandus sur le sol... avec des infiltrations parfois jusqu'aux nappes phréatiques. Des vapeurs toxiques s'en dégagent. Aujourd'hui, de nombreux terrains sont encore en friche, souvent la propriété de Gaz de France, très peu ont été réhabilités, quelques-uns ont été transformés en zones industrielles. L'inventaire complet peut être demandé à : Robin des Bois, 35 rue du Bourg Tibourg, 75004 Paris, tél : (1) 48 04 95 78.

(photo Edin/Robin des Bois)

VALLEE D'ASPE : MOBILISATION

Les 16 et 17 décembre, des actions symboliques ont eu lieu dans de nombreuses préfectures de France. Si ces actions n'ont souvent réuni qu'un petit nombre de participants, elles ont parfois eu des côtés spectaculaires. A Lyon, une dizaine de vélos ont bloqué l'entrée nord du célèbre tunnel de Fourvière le vendredi à 8 heures du matin. Une banderole géante de 25 m2 reprenait une affiche de la vallée d'Aspe. La distribution de croissants a contribué à calmer les automobilistes. Les cyclistes ont ensuite traversé le tunnel autoroutier : une première ! A Reims, les manifestants ont occupé un péage d'autoroute. A Bordeaux, une manifestation de rues a réuni environ 200 personnes. Le succès le plus évident vient encore de la vallée : le vendredi matin, les opposants organisent un blocage de la nationale. Dans un premier temps, les gardes mobiles essaient d'empêcher l'action... et puis surprise, pour la première fois, les paysans arrivent avec leurs tracteurs pour soutenir l'action. Les tuniques bleues de retraité alors et l'action peut se mener sans encombre, les tracteurs servant à faire des chicanes. Surprise pour les opposants qui sur les

tracteurs ont reconnu d'anciens pro-tunnels ! Que s'est-il passé pour que s'opère ce revirement ? Tout d'abord, l'excellente vidéo comparant la vallée d'Aspe avec la vallée de la Maurienne a marqué les esprits : les habitants de la vallée ont compris qu'il n'y aurait aucun avantage au passage d'une autoroute avec ses milliers de camions. Pire : le bruit va faire fuir les touristes, les maisons vont devenir invendables. Deuxième cause de l'arrivée des tracteurs : les premiers repérages pour faire passer l'autoroute dans l'étroite vallée de Bedous ont montré que les rares bonnes terres vont être massacrées par la passage de cette voie. Un référendum dans la vallée serait maintenant largement en faveur des opposants.

GARD : A.G. DE SAUVE-GARDON

Le barrage de la Borie est-il abandonné ? Pas sûr ! Lors du conseil général du 3 décembre, un élu communiste a déclaré "Le barrage de la Borie aurait dû être engagé en 1991 ; il est bloqué et les contribuables paient en pure perte les pénalités de retard". Les opposants disposent d'une arme : faire classer le site dans le cadre de la zone "biosphère" du parc national des Cévennes... mais la demande doit venir des élus locaux, pour le moment plutôt discrets. Pour discuter de tout cela, l'association Sauve-Gardon tiendra son assemblée générale le samedi 4 février à la Borie, à partir de 14 h. Sauve-gardon, La Boissière, 30140 Mialet.

TGV LYON-TURIN : NOUVEAU DELIRE !

Les élus de la région Rhône-Alpes, Charles Million et Michel Barnier en tête, font le forcing au niveau européen pour décrocher un financement pour la liaison ferroviaire rapide Lyon-Turin sous les Alpes. La construction des tunnels et des viaducs en fera l'une des lignes les plus coûteuses au monde. Mais le délire technologique est sans limite : que ne ferait-on pas pour que nos hommes d'affaires puissent joindre Lyon à Turin en se défiant des obstacles naturels. Les associations de riverains ont vivement réagi pour dénoncer ce projet et ont proposé comme alternative l'utilisation du train pendu-

laire italien qui permet d'aller plus vite sur les voies actuelles.

Comble de l'ironie : un accord entre la région Rhône-Alpes et l'Italie prévoit d'utiliser prochainement ce train pendulaire en attendant la mise en place du TGV. Le train pendulaire ne nécessite aucun aménagement particulier, garantit une bonne utilisation des voies existantes et ne met donc pas en péril le réseau régional. Enfin, il n'engendre pas les nuisances sonores du TGV, ni le même gaspillage d'énergie. Avant d'être ministre, Michel Barnier avait promis une étude comparative. Les riverains l'attendent toujours.

Contact : ADEC. 38490 Chimilin.

MAISON DE L'ECOLOGIE

"La Maison de l'Ecologie (...) est, avec la Gryffe, le second grand pôle alternatif 'historique' de la métropole lyonnaise. Près de 1000 titres disponibles dans les domaines de l'environnement, du social, des relations Nord-Sud, de la politique, de la santé, de la BD, du roman."

Le Nouveau Catalogue des Ressources - 1994



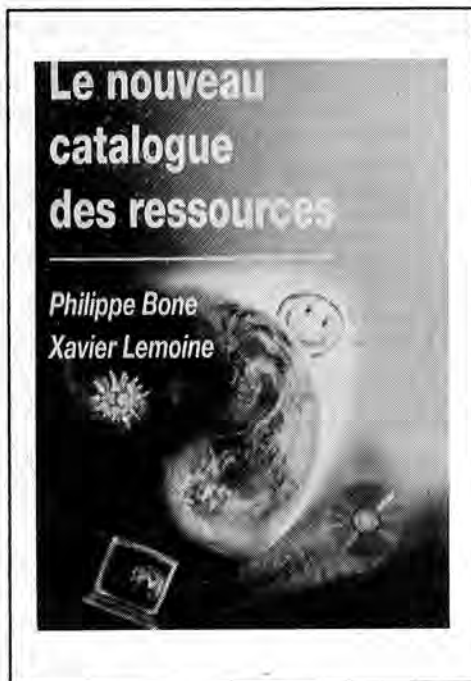
Après 18 ans de silence, il l'ouvre à nouveau et vient de sortir avec près de 400 pages : c'est le nouveau **CATALOGUES DES RESSOURCES**. Il fait une compilation de tous les milieux alternatifs (ou presque) de ces années 90, en France.

On y trouve les associations, journaux, librairies, réseaux, activités culturelles, luttes avec leurs coordonnées et une présentation détaillée, des illustrations et des commentaires dans chaque domaine. En clair, la mine d'or des alternatives aujourd'hui.

Il est disponible* dès maintenant à la Maison de l'Ecologie.

* Le nouveau **CATALOGUES DES RESSOURCES** - Philippe BONE & Xavier Lemoine - 388 pages - Editions Alternatives.

Prix Public : 180 F. (Par correspondance, ajouter 22F de frais de port)



MAISON DE L'ECOLOGIE

4 rue Bodin - 69001 LYON - Tél : 78 27 29 82 - Fax : 78 28 57 78

Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 12h et de 14h à 19h



PETITES PHRASES

"En 1974, j'ai cherché à défendre, au moment de la campagne présidentielle, tout à la fois l'écologie et son intervention dans la vie politique, mais aussi de nouvelles relations moins injustes entre le Nord et le Sud ; et j'ai attaqué le libéralisme économique, source d'injustices sociales caractérisées. J'estime que Dominique Voynet représente des positions comparables à celles que je défendais en 1974 et je demande à tous les écologistes de se rassembler autour d'elle". René Dumont, texte d'appel distribué par les Verts.

TIMOR ORIENTAL : AGIR AUPRES DES ELUS

Depuis décembre 1975, l'Indonésie occupe le Timor Oriental, ancienne colonie portugaise. Depuis les manifestations contre l'occupant ont entraîné des repressions féroces et les morts se comptent par centaines de milliers ; Amnesty International avance le chiffre de 200 000 morts soit le tiers de la population ! Malgré les dénonciations des organisations des droits de l'homme, les pays occidentaux se taisent : l'Indonésie étant un partenaire économique important. Plutôt que d'écrire en Indonésie, les associations proposent d'écrire aux élus français pour leur rappeler que ces échanges commerciaux baignent dans le sang. Pour en savoir plus :

- Amnesty International, 4 rue de la Pierre-Levée, 75011 Paris, tél : (1) 49 23 11 11.
- Solidarité Timor Oriental, BP 59, 75921 Paris cédex 19.

KURDES : DEPUTES EN PRISON

Dans notre numéro de novembre, nous vous infor-

mions du procès intenté par le gouvernement turc aux huit seuls députés kurdes. Ils sont accusés d'agir contre l'intégrité de l'Etat en défendant légalement la cause kurde. Le jeudi 8 décembre 1994, ils ont tous été condamnés à 15 ans de prison. Les pays européens se taisent et négocient l'entrée de la Turquie dans l'UE. La France se contente d'envoyer son ministre de la défense pour assurer quelques ventes supplémentaires à notre industrie d'armement. Pour en savoir plus : Comité national de solidarité avec le peuple kurde, 4 A rue de Tourne Bride, 27200 Vernon.

ESTONIE : PREMIER MINISTRE VERT

Le 27 octobre dernier, Andres Tarand, leader des Verts estoniens, a été nommé premier ministre. On attend de voir la révolution !

ALGERIE : 10 000 MORTS EN UN AN

Selon un rapport officiel de l'état-major algérien, en 1994, il y a eu 7207 morts du côté des islamistes et 2733 du côté des forces de sécurité. Les victimes civiles ne sont pas comptabilisées. Selon le quotidien italien "La Repubblica", on peut estimer qu'il y a eu en 1994 environ 30 000 morts "civils" et donc environ 40 000 morts sur l'année. (source Courrier International, 5 janvier 1995)

LALONDE ET LES POTS DE VIN

Lalonde est monté au créneau pour défendre les pratiques de la Lyonnaise et de la Générale des eaux affirmant que ces financements font vivre Génération Ecologie. Lalonde le revendique haut et fort : "il fallait bien que l'on naisse !". Sans

le financement des entreprises, Génération Ecologie n'existerait pas ? Intéressant ! Rappelons que les Verts, eux, ont toujours refusé ce genre de financement et que Waechter n'a rien trouvé de mieux que de faire voter dès la constitution de son nouveau mouvement la possibilité de recevoir de tels financements. Voilà qui devrait éclairer les écologistes qui hésitent entre ces formations. (source : Politis, 24 novembre 1994)

LALONDE SE RECYCLE CHEZ BARRE

Lalonde, toujours à la recherche d'une parcelle de pouvoir a lancé un appel pour la candidature de Raymond Barre ! Complètement irradié le pauvre Brice ! Raymond Barre a été l'un des premiers ministres les plus pro-nucléaires avant l'arrivée de la gauche en 1981. La plus belle ? Le 10 mai 1981, François Mitterrand remporte les élections, le 12 mai 1981, Raymond Barre expédie les "affaires courantes" en signant le décret d'autorisation de deux nouvelles usines à la Hague UP2 et UP3 destiné à lancer le retraitement des déchets venus des réacteurs de types PWR et à retraiter les déchets étrangers. Raymond Barre, c'est aussi le ministre de la loi sécurité et liberté de 1980 qui a provoqué des rafles massives dans les quartiers à forte population immigrée... Le ministre qui a fait passer cette loi s'appelait Stoléru... Tiens, ce dernier a rejoint Lalonde à Génération Ecologie depuis. Coïncidence ?

LES VERTS PLUS LIBERTAIRES ?

Lors de la rédaction de la motion de synthèse de leur assemblée générale, les Verts ont voté les phrases suivantes : "l'écologie implique une lutte conjointe contre toute forme de domination, quelle soit économique, politique ou culturelle". Les Verts affirment également leur "critique du productivisme et critique du capitalisme sous ses formes libérales ou étatiques". Deux phrases introduites par la tendance la plus libertaire qui se nomme "Ecologie

sociale" et qui se félicite de ce vote. Reste à entendre un tel discours dans les médias : à quand une critique de l'Etat pour se démarquer clairement de la gauche traditionnelle ?

DOMINIQUE VOYNET : PROGRAMME EN DOUZE POINTS

Les Verts ont adopté douze points comme priorité de campagne.

- 1 - Réduire progressivement la durée du travail à 30 heures.
 - 2 - Développer les emplois d'utilité sociale et environnementale.
 - 3 - Donner la priorité aux transports collectifs.
 - 4 - Moraliser la vie politique en luttant contre la corruption et le gaspillage.
 - 5 - Réduire et recycler les déchets.
 - 6 - Développer les énergies nouvelles pour sortir du nucléaire en dix ans.
 - 7 - Permettre une meilleure participation des citoyens par le référendum au niveau local.
 - 8 - Mettre en place un plan d'urgence contre le sida.
 - 9 - Faire reculer les causes d'insécurité : urbanisme sauvage, échec professionnel, échec scolaire, trafic de drogue.
 - 10 - Réduire les budgets militaires au profit de l'aide au développement.
 - 11 - Arrêter définitivement les essais nucléaires.
 - 12 - Garantir l'égalité des hommes et des femmes devant l'éducation, l'emploi et la vie politique.
- Pour en savoir plus : Les Verts, 107 avenue Parmentier, 75011 Paris, tél : (1) 43 55 10 01.

MONTPELLIER : JOURNEES LIBERTAIRES

Un collectif s'est mis en place sur Montpellier pour organiser des journées libertaires. Celles-ci se tiendront du 28 avril au 1er mai. Les thèmes choisis sont : "tiers monde : une alternative au développement", "les promesses de l'éducation", "le rôle de la satire", "vers l'anarchie : luttes et pratiques aujourd'hui". Pour participer à la préparation de cette rencontre : Collectif pour les journées libertaires, BP 11, 34830 Clapiers.



ALERTE : LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'EXCLUSION ?

De nombreuses associations caritatives se sont réunies pour lancer le réseau "Alerte" dont tout le monde a pu voir l'excellente campagne de promotion.

Ce que peut de gens savent par contre, c'est comment a été financée cette campagne. Il faut en effet avoir fait une démarche pour recevoir une documentation pour découvrir que les sponsors sont trois services publics : Gaz de France, La Poste et EDF. Or EDF a multiplié les publicités pour le chauffage électrique. Celui-ci qui coûte peu cher aux propriétaires (HLM ou privés) coûte par contre extrêmement cher aux locataires (jusqu'à 3 fois plus cher que le gaz !).

Si "Alerte" veut lutter contre l'exclusion par l'absence de chauffage, que ce réseau commence par demander l'interdiction du chauffage électrique dans les HLM et les locations.

Ecrivez-leur : Alerte, BP95, 75522 Paris cédex 11.

TELEVISION : POUR UN JOUR SANS VIOLENCE

En octobre 1988, "Le Point" a eu l'idée de comptabiliser pendant une semaine toutes les scènes de violence vues à la télévision. Cela donnait 670 meurtres, 15 viols, 848 bagarres, 419 fusillades, 14 enlèvements, 11 hold-up, 8 suicides, 32 prises d'otages, 27 scènes de torture, 18 drogués, 9 défenestrations, 13 tentatives de strangulation, 11 scènes de guerre.

La revue "L'enfant et la vie", qui s'inspire des idées de Maria Montessori, lance

une campagne "pour un jour sans violence à la télévision" : "24 h sans armes à feu, ni armes blanches, sans crimes, sans meurtres, sans poursuites motorisées, sans tortures ni viols, sans chantages ni violences morales". Une pétition circule, adres-

sée aux chaînes de télévision. L'association annonce qu'obtenir cela serait une première mondiale. Pas tout à fait : en Islande, il n'y a carrément pas de télévision le jeudi !

Pour la pétition : L'Enfant et la Vie, 76 rue de Trie, 59510 Hem, tél : 20 75 71 47.

"LE MONDE" EN TOUTE LIBERTE

Le comité de parrainage pour le cinquantième anniversaire du quotidien "Le Monde" était composé de : Aérospatiale, Crédit Local de France, Dassault Aviation, La Française des Jeux,

Lagardère Groupe, Pinault-Printemps-La Redoute, Renault, SNCF, EDF, Eiffage, Eridiana, Beghin Say, Framatome, INA, Saint-Gobain, UAP, Usinor-Saclor, BNP, Caisse des dépôts et consignation, CEA, Crédit Agricole, Crédit Mutuel, Danone, Fayard, France-Télécom, La Poste, Moët et Chandon, Pechiney, Seita, Thomson...

Bien sûr, cela ne peut en aucun cas influencer la liberté d'action des journalistes qui continueront à vous informer des corruptions, des ventes d'armes, des accidents industriels... "Le Monde" change sans changer le monde !

UN TOIT, UN DROIT !

PARIS : LES MALIENS DE VINCENNES (SUITE)

Fin octobre 1992, après un été passé sur l'esplanade du château de Vincennes, une centaine de familles étaient prises en charge par l'Etat, la ville et différentes associations, soi-disant pour être relogées. Les objectifs des caméras partis, la situation ne s'est guère améliorée. Ces familles qui ont toutes un revenu (la majorité des hommes sont des employés de la ville de Paris) n'ont en effet toujours pas retrouvé de logements. 67 personnes ont été installées dans des pavillons inoccupés de l'hôpital Charles-Foix d'Ivry, dans la proximité la plus totale : séparés par des rideaux, des dizaines de lits s'alignent de part et d'autre d'une allée. Il n'y a que deux WC ! D'autres sont toujours dans des abris provisoires à Limeil-Brévannes, à Nanterre, dans des hôtels, dans des foyers, etc...

PARIS : REQUISITION ECOLOGIQUE DES LOGEMENTS

Le dimanche 18 décembre, un millier de personnes occupaient des locaux appartenant à la Cogedim, une société mouillée dans

de nombreuses affaires immobilières. La présence de l'Abbé Pierre dissuadait les forces de police d'intervenir. Balladur, campagne électorale oblige, acceptait même de recevoir une délégation. Chirac a répondu en demandant la réquisition des logements.

Dans un texte fort pertinent, les Verts, qui participent à ce genre d'actions depuis le début, relancent l'idée d'Agence régionale d'inventaire et de mobilisation des logements vacants pour les plus démunis. Cette idée défendue par les élus au Conseil régional d'Ile-de-France a toujours été rejetée jusqu'à maintenant. Les arguments sont pourtant convaincants : "Quoi de plus naturel en effet, d'utiliser les logements inoccupés, situés dans des quartiers bien équipés, desservis par les transports en commun, plutôt que d'urbaniser des terrains éloignés, mal équipés. Et quel juste retour des choses que de reloger les plus démunis au cœur de Paris, d'où ils ont été chassés par la progression des ZAC de bureaux et des logements de standing. Au moment où l'on parle de développement durable, n'y-a-t-il pas là un bel exemple d'utilisation rationnelle des ressources existantes, économe en terrain et respectueuse des êtres humains et de l'environnement ?".

BORDEAUX : SECOUONS NOUS LES BUS !

Le collectif AC ! a mené une campagne en faveur des transports gratuits dans les bus de Bordeaux. Cette campagne s'est faite par la distribution aux chômeurs de faux tickets de bus. Des rencontres ont été organisées en parallèle avec les institutions et, victoire, fin décembre, le conseil général de Gironde a adopté une ligne budgétaire pour garantir les transports gratuits pour les chômeurs habitants dans la communauté urbaine de Bordeaux.

Le collectif se bat maintenant sur la question des réquisitions de logements et occupe depuis le 15 décembre un immeuble vide. Le 27 décembre, un groupe de sans-abri a organisé un campement sur la place Pey Berland, place centrale en face de la mairie de Bordeaux, pour demander la réquisition des logements vides. Le 6 janvier, un groupe de SDF a essayé d'occuper l'ancien hôpital pour enfant, aujourd'hui désaffecté, mais la douzaine de personnes a été délogée par les forces de police : les responsables du CHU ont fait évacué estimant que les conditions de sécurité n'étaient pas suffisantes !

Contact : AC ! Gironde, 55 rue Carpenteyre, 33000 Bordeaux, tél : 57 80 06 88.



RECHERCHE : RETOUR A L'ANTIQUITE

De nombreux laboratoires pharmaceutiques travaillent de manière aléatoire pour essayer de trouver des propriétés à de nouvelles molécules. Cela coûte cher et est souvent inefficace. Ainsi, le National Cancer Institut n'a trouvé aucun composé ayant des propriétés anticancéreuses dans un échantillon de 114 000 extraits végétaux issus de 35 000 espèces. C'est pourquoi une nouvelle tendance se dessine : essayer de vérifier les croyances populaires et les recettes des guérisseurs. Cette méthode s'avère beaucoup plus efficace. Ainsi, la réserpine, la quinine, la digoxine, la digitoxine, la morphine, la codéine... sont issues d'études portant sur les croyances populaires. En partant des plantes utilisées par les guérisseurs, les

laboratoires cherchent à isoler la substance active, puis à la reproduire artificiellement pour la commercialiser. Si cette méthode est déjà plus intéressante, pourquoi ne pas passer à l'étape suivante : la phytothérapie, qui consiste à utiliser les bonnes plantes pour se soigner. On éviterait des manipulations en laboratoire souvent onéreuses... mais cela obligerait à protéger les espèces pour qu'elles ne disparaissent pas et, de plus, chacun pourrait se soigner en faisant son jardin, ce qui, pour les firmes internationales, est intolérable. (source : Nature)

HOMEOPATHIE ET COUT DE LA SANTE

Selon les chiffres de la Caisse nationale d'assurance maladie, un médecin homéopathe coûte 272 894 F annuellement à la Sécurité

sociale contre 2 226 672 F pour un médecin allopathe... soit huit fois moins cher ! (source : L'Impatient, novembre 1994)

LE LAIT RESTERA SANS HORMONE

La campagne contre l'autorisation de l'utilisation de l'hormone de croissance laitière (rBST) a été un succès (voir n°183). Un moratoire a en effet été voté jusqu'à l'an 2000 par le Conseil des ministres de l'agriculture de l'Union Européenne, le 15 décembre dernier. Contact : Alliance paysans-écologistes-consommateurs, BP761, 75827 Paris cédex 17, tél : (1) 42 67 04 11.

RECHERCHE CONTRE LE CANCER

Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales publié dans le Monde du 2 décembre 1994 révèle que 65 % de l'argent collecté par l'association pour la recherche contre le cancer (ARC) sert à faire vivre l'ARC elle-même ! A quoi servent les 35 % restants ? Comme pour la ligue contre le cancer, il s'agit essentiellement de financer des recherches sur les traitements du cancer et non de prévenir le cancer. Une véritable association contre le cancer devrait consacrer son budget à expliquer comment être bien dans sa tête, et son corps par un mode vie sain, une alimentation saine, lutter contre la pollution... Ce qui n'est pas le cas. Gardez vos sous pour des projets plus intéressants.

ALPES DE HAUTE PROVENCE : LES VACCINATIONS

Le mouvement des écologistes indépendants organisé le vendredi 3 février à 20 h à la salle Abbé Féraud (Centre Desmichels) à Digne les Bains, une soirée sur "les vaccinations ne sont-elles pas en contradiction avec les valeurs d'autonomie et de responsabilité que nous défendons ?". Contact : Pierre-Alain Cambefort, 47 Bd Gassendi, 04000 Digne les Bains, tél : 92 32 10 78.

VEGETARISME ET BONNE SANTE

Selon une étude très large portant sur 6 115 végétariens et 5 000 mangeurs de viande suivis pendant douze ans, on trouve 40 % de cancers en moins chez les végétariens, et une baisse des accidents cardiaques. La mortalité est, toutes causes confondues, de 20 % supérieure chez les carnivores. Le régime légumes-fruits-céréales-oléagineux entraîne une tension artérielle et un taux de cholestérol plus faibles, des concentrations sanguines en anti-oxydant plus élevées. (source : Médecines Douces, septembre 94)

VEGETARISME ET MAUVAISE SANTE

Selon l'Institut d'hématologie et de nutrition de Varsovie, la moitié des femmes qui suivent un régime végétarien en Pologne souffrent de carence en fer. On note aussi beaucoup de carences en zinc et magnésium, provoquant des insuffisances cardiaques, des maux de tête chroniques et des chutes de cheveux. Ces carences perturbent la formation des globules rouges et les enfants de végétariens présentent un affaiblissement général de l'organisme, une atrophie musculaire. L'abus de certains légumes provoque des dysfonctionnements (trop de choux par exemple perturbe la thyroïde). Mais l'étude précise que le végétarisme n'est pas un choix mais une conséquence de la crise économique qui rend viandes et poissons trop chers. Ayant comparé avec des études indiennes, ils concluent qu'à plus long terme, le corps peut s'habituer à ce manque de protéines : les Indiens consomment en moyenne trois fois moins de viande que les Européens et leur santé n'est pas détériorée. (source Courrier International, 17 novembre 1994)

EAU PASTEURISEE ?

En Suisse, se commercialise l'eau Aproz dont l'étiquette nous apprend qu'elle a été pasteurisée et qu' "une fois ouvert, conserver au frais et consommer dans les deux à trois jours". De l'eau plus fragile que le lait ? Les Suisses l'ont fait !

aproz

Cristal

ohne Kohlensäure
sans acide carbonique
senza acido carbonico

Natürliches Mineralwasser
Eau minérale naturelle
Acqua minerale naturale

pasteurisiert/pasteurisée/pastorizzata

PE-Flasche, recycelbar
Bouteille en PET, recyclable
Bottiglia in PET, riciclabile

(+ 50 DEPOT)

1,5l -95
(1l Fr. -83)

05 95 308 9H

Apfel/Äpfel oder Schokolade
Fahrräder in Suisse
Innenteppich in Sizilien
SBA APRIZ S.A.
CH-1204 Nyon
interieur de production
de la MIESS

Mineralwasser/Mineralwasser/
Sulfidwasser: 1987 mg/l

Kationen Calcium: 100 mg/l
Magnesium: 10 mg/l
Natrium: 10 mg/l
Kalium: 10 mg/l
Ammonium: 10 mg/l

Sulfidwasser: 1987 mg/l
Magnesium: 10 mg/l
Natrium: 10 mg/l
Kalium: 10 mg/l
Ammonium: 10 mg/l

Wachstum: 1987 mg/l
Magnesium: 10 mg/l
Natrium: 10 mg/l
Kalium: 10 mg/l
Ammonium: 10 mg/l



ANNONCES

SILENCE

Plusieurs personnes ont répondu à notre annonce parue dans le n° 182 sur notre recherche de collections de revues. Comme vous le savez, nous devons déménager avant l'été, nous les recontacterons donc après le déménagement pour récupérer ce que vous nous avez proposé.

EMPLOIS - DEMANDES

• Stéphane Thuault, 21 chemin des chaumes, 86340 La Villedieu du Clain, tél : 49 42 54 65, formation documentaliste (DUT en 1994), deug de sociologie, expérience de vente en librairie, cherche poste de documentaliste dans association.

EMPLOIS - OFFRES

• La Coop, Cité Salvador Allende Bât 6, appt 323, 93200 Saint-Denis, recherche pour son "action compost" une personne ayant des connaissances en menuiserie et disposant d'un véhicule pouvant charger 2 à 300 kg de planches de 1,20m, pour fabrication sur mesure de bacs à compost. Le poste comprend également une partie administrative (démarchage associations, coopératives, boutiques, CE, municipalités...), la recherche de clientèle, la comptabilité, la planification des commandes, de la fabrication et de la livraison.

• La Luciole, 44 rue Tournon, 07100 Annonay, association de distribution de produits biologiques, cherche personne pour contrat CÉS (20 heures pas semaine) ou CEC (contrat emploi consolidé, 30 h par semaine).

• Le Centre Terre Vivante, BP 20, 38711 Mens cédex, tél : 76 34 80 80, cherche jardinier(e) professionnel(le), ayant une bonne formation et de l'expérience dans le domaine du jardinage biologique, potager et plantes ornementales, pour poste de responsable d'équipe. Cherche également une personne expérimentée pour responsabilité boutique (activité saisonnière de six mois par an - mai à octobre) connaissance de l'anglais et de l'allemand souhaitée.

• Entreprise de maraîchage biologique employant une quinzaine de personnes en insertion professionnelle recherche son directeur. Il aura pour mission l'organisation générale de la structure dans le respect de ses objectifs socio-professionnels ; la direction de la production, en collaboration avec un technicien, chef d'équipe ; la gestion logistique d'une distribution individualisée. Adresser CV à : Jardins de Coccagne, 1 rue de Provence, 88000 Epinal.

• Agri Ici recherche pour avril 1995 une personne pour animer les campagnes menées par l'association. Elle travaillera avec deux autres salariés à la conception, l'élaboration et le suivi de campagnes, au contact avec les médias

dans le cadre de ces campagnes, aux relations avec le réseau des signataires d'Agri Ici, aux relations avec les associations partenaires. Le travail correspond à un 2/3 temps (avec évolution possible pour un plein temps courant 1996). Salaire : 8400 F brut par mois. Poste basé à Paris. Déplacements périodiques en province et en Europe. La personne devra avoir une bonne connaissance des questions Nord-Sud, une expérience dans les associations de solidarité internationale, une bonne connaissance du fonctionnement des centres de décisions politiques et économiques, français ou européens, une capacité de travail en équipe, une bonne maîtrise de l'anglais, une bonne maîtrise des outils informatiques, des capacités de rédaction écrite et d'expression orale, des études supérieures, cinq ans d'expérience professionnelle minimum. Envoyer CV avant fin février à : Agri Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris.

• Greenpeace-France cherche son coordinateur de groupes locaux. Fonctions : création, développement, gestion et supervision de leurs activités et budgets en liaison avec les chargés de mission, l'attaché de presse et le département de collecte des fonds. Fréquents déplacements. Anglais souhaité. Poste basé à Paris à mi-temps pour l'année 95, puis plein temps. CV à envoyer à : Pénélope Komites - Greenpeace France, 28 rue des Petites Ecuries 75010 Paris.

OBJECTEURS

• Le CIDES, centre d'information pour un développement solidaire, 1 rue Joux-Aigues, 31000 Toulouse, tél : 61 25 02 32 (Michel Henry) cherche un objecteur ayant des compétences en informatique pour accueil et information du public, dépouillement et saisies d'articles sur une base de données informatisée, et éventuellement pour s'investir dans d'autres activités (revue, animations, conférences...).

• Alsace Nature, 17 rue du général Zimmer, 67000 Strasbourg, tél : 88 37 07 58, cherche objecteur pour poste animateur nature. Objectifs : réaliser des sorties découvertes de la nature pour des écoles, des centres socio-culturels, des centres de vacances ; réaliser des diaporamas et films 16 mm pour des écoles ; assurer le travail administratif lié à ces deux activités, participer ponctuellement aux autres activités de l'association. Connaissances naturalistes, expérience dans les animations, bon contact avec les enfants indispensables. Possibilité de création de poste d'animateur salarié à la fin de l'objection.

RECHERCHES

• Maurice Milley, Unieville, 10140 Vendevure sur Barse, recherche neuf ou occasion machine à laver manuelle

comme il en existait dans le temps : deux demi-sphères formant une boule dans laquelle on enfère le linge et la lessive, l'eau. La sphère est posée sur un chevalet et on tourne à la main. S'il existe un fabricant, merci de communiquer aussi l'adresse à Silence.

• Pour son projet FORET ("Fenêtre ouverte sur la revalorisation et l'entretien des taillis"), présenté dans le cadre de "1000 défis pour la planète", le RIRE, regroupement des initiatives et recherches écologiques, cherche de la documentation sur le taillis et les sous-produits forestiers. Contact : RIRE, 32 rue Stéphane Proust, 95600 Eaubonne.

RENCONTRES

• Sabotage c/o Aktion, 1/2 rue Denis du Peage, 59800 Lille, cherche co-producteur pour projet vidéo sur "la cité" avec Murray Bookchin.

• Couple, 25 ans, installé depuis peu dans la région annécienne, cherche personnes 20-30 ans pour lier contact, échanges d'idées... et/ou sorties en montagne, ski de randonnée. Contacter Geneviève et Pierre-Yves au 50 46 37 03 entre 12h30 et 13h30 ou en soirée.

• Réf 187-01. Région Sud-Est, marre de la vie en solo, espère être emporté dans un tourbillon d'amour par j.femme 25-32 ans, anarcho-écolo jolte et sympa.

• Je travaille sur la faisabilité de projets d'insertion en milieu rural soit par des emplois de proximité ou lieu de vie, d'accueil et d'insertion... Je cherche des personnes en Haute-Garonne ou Tarn ayant les mêmes préoccupations. C. Rigol, 31570 Saint-Pierre de Lags.

• Nous serions intéressés pour organiser l'été prochain des rencontres de la "presse alternative" sous forme d'un camping de quelques jours. Que ceux et celles qui sont intéressé(e)s nous contactent et envoient leurs propositions à l'une de ces deux adresses : Sobran, 11290 Roullens ou Sabotage c/o Aktion, 1/2 rue Denis du Peage, 59800 Lille.

• Manuel Bourreau, 13 Bd Saumande, 24000 Périgueux, tél : 53 07 41 85 le soir, cherche des personnes intéressées pour monter un Comité Somport Dordogne.

• Couple athée souhaitant créer communauté à base agricole, artisanale et libertaire, cherche lieu et partenaires tous âges ayant même volonté et pouvant participer financièrement à la création. Tél : 66 74 43 94.

• Pour projet de jardin naturel éducatif, lieu de vie et accueil, cherche contacts, partenaires, soutiens... et terrain, région Genève. J.C. Laureux, 18 rue du Montbrillant, CH 1201 Genève, tél : (19,41,22) 734 24 21.

• Association de jardinage biodynamique proche d'Arpajon (Essonne) cherche adhérents motivés. Régularité de présence active (minimum 12 heures par mois) pour jardin à organisation collective. Tél : (1) 34 86 82 72 (Monique).

• Communauté rurale autarcique en pleine Amazonie, 19 enfants, de 2 à 21 ans, cherche autres familles, couples, garçons ou filles, pour vivre dans la simplicité, la vie naturelle à l'indienne, le jardinage, l'utilisation discrète de la forêt, la scolarisation à domicile des enfants. Territoire illimité et gratuit. Ecrire lettre, rêves, espoirs, échecs à : Bonheur et Vie Sauvage, BP106 Mafouary 973 Guyane Française. Joindre enveloppe timbrée à 6,70 F pour la réponse.

• Pour la création d'une nouvelle structure dans une communauté de vie rurale et sociale, nous cherchons pour le secteur construction : responsables

charpentier, menuisier, maçon et autres personnes intéressées par les constructions saines. Cherche également professeur ou couple de professeurs pour commencer pendant l'été 95 une petite école Steiner dans le cadre de deux fermes en bio-dynamie en Jura Suisse. Contacter : Association Epidaure, Essertillon, CH-2886 Epiquezere, Suisse.

• Association humanitaire d'aide aux Tibétains recherche un minibus de 9 places (permis tourisme), diesel si possible, avec 4m3 de rangement arrière pour 4 mois de tournée en Europe de juin ou juillet à novembre 1995. Un don ou un prêt serait le bienvenu. Contacter Nathalie Perreau au (1) 48 92 36 80.

• Le gîte "La Goutte d'eau" en lutte depuis des années contre le tunnel du Somport est à la recherche des services d'un(e) comptable pour sa trésorerie. A discuter au 59 34 78 83. La Goutte d'eau, 64490 Celles-Eygun.

• Vendéen 43 ans, habitant en région parisienne, souhaite retourner vivre en Vendée. Pour se faire, j'envisage de créer une activité alternative et solidaire. Dans cette perspective, je cherche des idées en ce qui concerne le domaine d'activité hébergement-restauration-artisanat... ainsi que des informations concernant les coûts, et des conseils pratiques pour leur mise en œuvre (voire la possibilité de passer quelque temps dans une structure équivalente déjà existante). Je cherche également une ou deux personnes que ce projet intéresse et qui voudraient s'associer pour cette aventure. Ecrire ou téléphoner à : Jean-Guy Laidet-Lavy, 21 rue des Mazoulières, 92500 Rueil-Malmaison, tél : (1) 47 51 49 72.

DIVERS

• Association Horizon, Le Bousquet, 15140 St Projet de Salers, tél : 71 69 20 08 organise "colo écolo" aux vacances de printemps et d'été pour petits groupes d'enfants (7-11 ans) dans les monts du Cantal. Les "colos" sont orientés vers la nature et la créativité avec activités yoga, éveil musical, randonnées en montagne, astronomie. Nourriture végétarienne. Ambiance saine et écologique.

• Vend billets entrée Printemps 95 à demi-tarif soit 90 F les dix. Envoyer chèque à Champagnat André, Grande Rue, 38940 Roybon.

• Vends un capteur solaire auto-stockeur Minisol. Contenance 65 litres. Longueur : 0,90 m. Largeur : 0,76 m. Hauteur : 0,54 m. Poids : 29 kg à vide. Absorbent : acier de 0,53 m2. Revêtement sélectif. Vitrage : verre trempé. Coffre : tôle d'acier alu-zinc. Isolant : mousse de polyuréthane autour du ballon. Prix : 3000 F. Matériel provenant d'un magasin d'exposition. Etat neuf. Convient pour une production d'eau chaude sanitaire solaire en période estivale et dans le midi de la France. Part en plus. Contact : André Deslandes, 8 rue Christine, 95160 Montmorency, tél : (1) 39 64 88 66.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.

Pour passer une annonce domiciliée au journal, joindre, en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une annonce domiciliée au journal, mettre votre réponse dans une enveloppe timbrée, écrite au crayon le n° de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à la revue. Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.

TOUS FICHÉS

LA SOCIÉTÉ INFORMATICO -POLICIÈRE

Une récente publicité télévisée d'Apple (père du fameux Macintosh) présente le foyer familial comme une entreprise dont tous les actes (ou presque) de la vie quotidienne sont «gérés» en toute «rationalité» grâce à l'omniprésen-

loi précise que «l'informatique doit être au service de chaque citoyen. Elle ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques» (1). Ce qui ressemble aujourd'hui à un aimable vœu pieux

Développées sans garde-fous, l'informatique et les nouvelles technologies servent à une surveillance de tous les instants sur l'individu.

ce de Performa, dernier-né de l'informatique triomphante. Une fois conquise cette nouvelle tranche de la sphère privée, peut-on encore envisager que subsiste un dernier sanctuaire préservé du maillage informatique ?

De fait, en matière de nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), la fuite en avant fait office de politique, comme l'ont montré par exemple les (non) débats sur la vidéosurveillance ou les «autoroutes de l'information». Après une enquête fouillée, Louissette Gouverne et Claude-Marie Vadrot montrent, dans "Tous fichés", que la plupart de nos faits et gestes sont aujourd'hui victimes d'une «indiscrétion sociale abusive». La

au regard des progrès fulgurants des NTIC et de leur mise en application de plus en plus précipitée. Car «ce glissement progressif vers une société informatico-policière s'est fait quasiment à notre insu et en peu de temps» (2).

Ainsi des cartes à puces. Ces «mouchards de poche laissent des traces de tous nos gestes quotidiens, publics ou très intimes [...] Ces empreintes, ces informations transportées sur de multiples réseaux ramifiés et connectés, sont traitées et exploitées par France Télécom, par des banques, des collectivités territoriales, des sociétés commerciales et par la plupart des administrations; de la police à l'assurance maladie en passant par le fisc.[...] Cette collecte de

traces nous fabrique une société aux libertés évanescentes». 22 millions de cartes bancaires sont actuellement en circulation en France.

Exemple. Si l'on consulte son relevé de compte bancaire, on constate qu'un règlement par chèque est notifié simplement par un numéro, alors que pour un règlement avec une carte bancaire, tout est mentionné : lieu, date, heure et montant de la dépense. «On peut reconstituer ses vacances. Dans un autre contexte que les vacances, c'est très indiscret», commente Roland Moreno... l'inventeur de la carte à puce ! (3)

Et comme a pu le vérifier Jacques Mellick, député du Pas-de-Calais, inquiété dans l'affaire OM-Valenciennes, le télépéage mis en œuvre sur la plupart des autoroutes françaises implique que les sociétés conservent en mémoire les listes informatiques recensant précisément les passages effectués par les abonnés.

La santé en fiches

Quoi de plus privé que les données médicales ? 30 millions de cartes santé Sésame-Vitale doivent être mises en circulation dès 1995. Quelles informations contiendra précisément cette carte ? Les diverses hypothèses laissent craindre que la nécessaire séparation des données médicales et administratives, et par conséquent le secret médical, risquent d'être de moins en moins respectés. Et même dans le cas contraire, «est-il acceptable que le médecin du travail procédant à la visite annuelle soit informé de la séropositivité d'un salarié en introduisant sa carte dans le lecteur ?» Et si la carte ne sert que de laisser-passer vers un fichier externe contenant les dossier médicaux, on s'achemine vers des systèmes abordant la mémorisation de données médicales dans un réseau privé placé hors de tout contrôle.

Télécarte et carte bancaire ont à peine dix ans que les cartes à puces servent déjà de laisser-passer dans des lycées, des entreprises et même des quartiers. Il faut désor-

(1) art. 1 de la loi Informatique et libertés, 6 janvier 1978.

(2) Les citations non référencées sont extraites du livre de Louissette Gouverne et Claude-Marie Vadrot.

(3) «Haute surveillance», de Anne Andreu, Alexandre Boussageon, Alain Ferrari, diffusé sur Arte le 28 décembre 1993.

mais une carte à puce pour accéder en voiture au quartier Montorgueil à Paris. Une société avait même proposé de doter tous les habitants de Vézelay d'une carte à puce pour pénétrer dans leur ville. Les auteurs de "Tous fichés" prophétisent ainsi des villes de plus en plus morcelées, avec des frontières successives qu'on ne pourra franchir qu'avec des cartes à puces.

Le téléphone est un autre terrain propice au flicage. Les autocommutateurs dont sont dotées de plus en plus d'entreprises permettent à l'employeur de savoir où et à qui le salarié a téléphoné. Et ils existent dans la plupart des hôtels, comme on l'a appris à l'occasion de l'affaire OM-VA. Ainsi, l'employeur, l'hôtelier ou les autorités peuvent en savoir plus que le conjoint puisque, dans le cas des particuliers, la facturation détaillée ne donne que les premiers chiffres des numéros appelés.

Déjà, le radiotéléphone (portable) relève d'une «technologie dénonciatrice» puisqu'il n'est utilisable qu'à l'aide de balises qui permettent de savoir instantanément dans quelle zone géographique l'utilisateur se trouve.

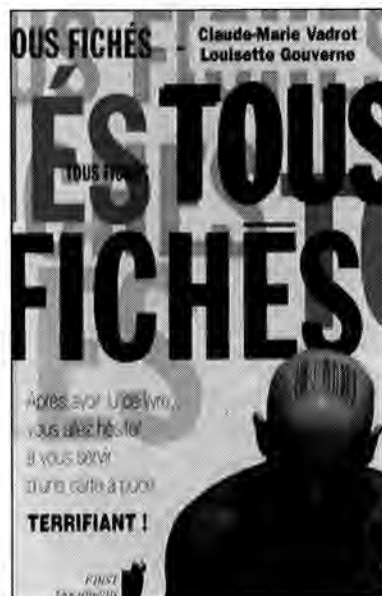
Mais les appareils de Monsieur tout le monde permettent aussi de détecter qui appelle. Pour permettre de lutter contre le harcèlement téléphonique et contrer les «corbeaux», France Télécom compte commercialiser d'ici un ou deux ans une option révolutionnaire: il suffira d'appuyer sur la touche R pour que les techniciens repèrent le numéro d'appel. C'est grâce aux mises en garde de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) que la victime de harcèlement ne recevra jamais directement les coordonnées du fautif, destinées uniquement à une enquête judiciaire éventuelle (4).

France Télécom expérimente d'ores et déjà à Nancy et à Lens un système permettant aux particuliers abonnés au réseau numérique (Numéris) d'identifier instantanément le numéro d'appel (5). Le numéro de l'appelant s'affichera sur l'écran de l'appareil de l'abonné appelé. Les appels de

70 000 habitants de ces communes pourront être identifiés par tout poste équipé d'une ligne Numéris. Sachant que ces réseaux sont principalement utilisés par les entreprises et les administrations, les dérives sont prévisibles.

Big Brother is watching you

En 1949, George Orwell publie 1984, un roman d'anticipation dans lequel il décrit une société sous la surveillance d'un tentaculaire monstre informatique: Big



Brother. La réalité rejoint cette fiction. L'informatisation progressive de l'existence de chacun est un engrenage sans aucune consultation démocratique, un véritable «coup d'état technologique».

Dans le cas des puces comme du téléphone, les protestations contre la surveillance se heurtent à une éternelle antienne: si l'on n'est pas d'accord, c'est qu'on a quelque chose à se reprocher. Conserver toutes les traces informatiques de chaque individu revient de fait à faire de chacun un suspect. «Faut-il emprisonner tout le monde pour que quelques-uns n'aient plus aucune chance de s'échapper? [...] Un délire purement technologique de la transparence crée l'insécurité permanente de l'individu sous le prétexte d'instaurer plus de sécurité collective».

Mais la démocratie suppose que la transparence concernant la vie privée ou les opinions «ne peut être que consciente et voulue, pas imposée par un système, elle ne peut être décrétée sans que les citoyens soient consultés en étant totalement informés de ses conséquences». Comme l'avait souligné Charlie-Hebdo, si la carte d'identité informatisée avait existé en 1940, Pasqua le résistant ne serait plus de ce monde depuis longtemps... «Le stalinisme et le nazisme seraient encore en place s'ils avaient disposé des outils informatiques de la France de 1994».

«Il est dangereux de commencer à accepter d'abandonner des droits sur notre vie privée car les inventeurs de ces systèmes commencent toujours par le(s) application(s) les plus anodin(es), en visant des données et des systèmes plus essentiels». Par exemple, aujourd'hui, chacun est encore libre d'utiliser sa carte ou pas. Mais les cartes de la deuxième génération sont sans contact.

Sous la pression des assureurs est développée en France l'implantation d'un marqueur électronique sur les voitures, qui se déclenche à chaque fois que la voiture passe à proximité de l'une des milliers d'antennes de détection installées sur le réseau routier. Le repérage d'une voiture déclarée volée par son propriétaire conduit la société à avertir les autorités. «Reste à savoir si le ministère de l'intérieur, qui a déjà manifesté son intérêt pour prendre en charge un tel système, pourra résister à la tentation de suivre à la trace les déplacements d'une voiture dont le propriétaire l'intéresserait particulièrement» (6)...

«Tout est techniquement prêt, commentent Louissette Gouverne et Claude-Marie Vadrot. Nul ne peut actuellement dire ce qui se passera dans quelques années si persiste et s'accroît la paranoïa du «toujours plus» sécuritaire [...] Nous avons été surpris de trouver dans les dossiers les «élucubrations» que nous avons l'intention de présenter comme des fictions».

(4) Le Point, 8 octobre 1994.

(5) Libération, 30 septembre 1994.

(6) «Citoyens sous haute surveillance», Le Monde, 22 août 1993.

Silence

diffuse des livres des éditions québécoises

Ecosociété

Collectif sous la direction de
Serge Mongeau

Pour un pays sans armée



Pour un pays sans armée

collectif
1993, 160 p.
15 x 21 cm

La sécurité sans armée est-elle possible ? Des pays ont déjà fait ce choix. La non-violence peut aider. De multiples pistes de réflexion et des arguments contre la « dépense nationale » !

Serge Mongeau

Pour que demain soit demain soit



Pour que demain soit

de Serge Mongeau
1993, 190 p.
15 x 21 cm

L'écologie sociale en action : le récit de multiples initiatives pour montrer qu'il n'est pas besoin d'attendre une hypothétique prise de pouvoir. De quoi vous donner envie d'agir à votre niveau.

Serge Mongeau

L'écosophie ou la sagesse de la nature



L'écosophie ou la sagesse de la nature

de Serge Mongeau
1994, 150 p.
15 x 21 cm

Peut-on envisager un avenir à l'humanité sans respecter d'abord la nature ? Un tour des critères éthiques mis en avant par les écologistes de différentes écoles de pensée.

Claire Morissette

Deux roues, un avenir



Deux roues, un avenir

de Claire
Morissette
1994, 264 p.
15 x 21 cm

L'automobile détruit la santé, provoque des morts, isole les personnes, pollue, coûte cher, détruit l'environnement. L'alternative : le vélo et ses qualités ! Une nouvelle façon de penser !

Bon de commande page 39.

Aux Etats-Unis, des délinquants ont été munis de bracelets permettant de s'assurer qu'ils respectaient leur assignation à résidence. A l'avenir, des agences de sécurité privées trouveront sans doute des clients pour « étendre le service aux malades psychiatriques, aux personnes âgées sous surveillance, aux cadres en déplacement professionnel et aux enfants à tempérament fugeur » (7)...

Le scientisme n'admet pas l'humain

Deux logiques sont à l'origine de la fuite en avant technologique. D'abord, le profit. Par exemple, la carte à puce représente aujourd'hui un marché de plus de 5 milliards de francs. Ensuite, le « toujours plus » technologique. En général la possibilité finit par bousculer les interdits. « L'existence d'une technique ou d'une technologie suffit à justifier son usage ».

A chaque fois qu'on doit choisir une technique, il faudrait se demander non pas seulement si elle est la plus efficace mais aussi si elle favorise un fonctionnement collectif et démocratique ou si elle remet le pouvoir entre les mains de spécialistes.

L'ordinateur ne pose pas de problèmes de droit du travail ou d'éthique ou de finalité de la production... Aucune règle déontologique n'a été définie au départ afin de ne pas contrarier les premiers usages des ordinateurs. De même, les informaticiens ne disposent pas en France de code déontologique.

La civilisation scientiste n'admet pas l'aléatoire, l'humain. L'exemple le plus familier est le système Socrate de réservation SNCF. La réservation obligatoire vise à « optimiser » la mobilité des individus, mais gèle cette mobilité en l'emprisonnant dans un moule informatique. « Dans son rêve techniciste, commente le sociologue Andreo Semprini dans *Libération*, l'ingénieur informaticien aspire à une société où tout comportement social sera organisable, où les menus agissements des individus seront prévisibles et numéri-

sables[...] La réservation obligatoire devient pièce d'identité et d'identification permettant de suivre pas à pas les déplacements des individus. Elle incarne et révèle le véritable soubassement idéologique du rêve technocratique : l'organisation exhaustive de la vie de l'individu ».

Pour Ulrich Briefs (8), la révolution scientifique et technique de l'électronique, sous les conditions du capital, n'est pas une révolution, mais exactement son contraire : un mouvement pour maintenir les rapports de production capitalistes.

La technologie n'est pas neutre. Son usage a des enjeux de pouvoir considérables. La plupart de ses effets culturels et sociaux sont mal maîtrisés. En 1981, dans l'un des premiers numéros de sa revue *Terminal*, le CIII (Centre d'Information et d'Initiative sur l'Informatisation) s'interrogeait : « que seront l'univers et la psychologie des gens qui travailleront, communiqueront, consommeront, se distrairont et s'éduqueront, de la naissance à la mort, par le moyen d'un écran ? C'est pourtant vers cela que tendrait la société du « tout informatique » contenue dans les choix productivistes des technocrates et des multinationales. Il serait peut-être temps d'inverser la démarche : de partir d'alternatives politiques, sociales, économiques et culturelles, pour leur adapter les potentialités technologiques. » (9) Une réflexion dont devraient se saisir plus nettement les groupes de défense des droits de l'homme, les syndicats, les associations de consommateurs.

Eric MARQUIS

Pour en savoir plus :

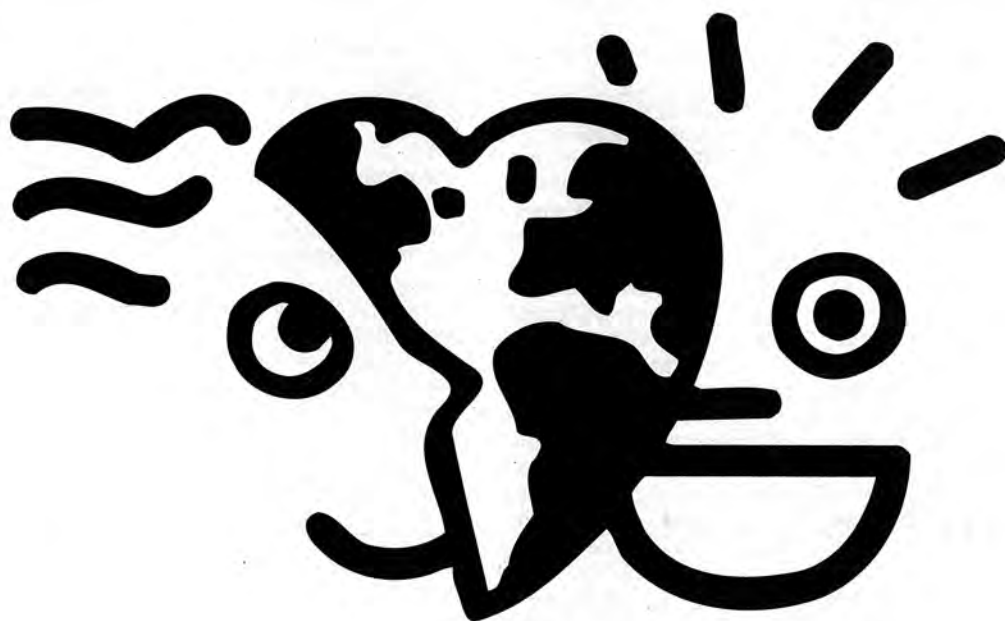
- Louise Gouverne et Claude-Marie Vadrot "Tous fichés" ed. FIRST-Documents 1994 - 310 p. - 119 F.
- Terminal 18 rue de Châtillon 75014 Paris

(7) Christian de Brie, « Aux bons soins d'une société sécuritaire », *Le Monde diplomatique*, mai 1994.

(8) Ulrich Briefs, *Travailler sans raison ni perspectives (Arbeiten ohne Sinn und Perspektive)*, ed. Pahl-Rugenstein, Cologne, 1980.
(9) *Terminal*, n°6.

11 au 19 Février 1995

11h - 19h30 - Nocturne jusqu'à 22h, les 14 et 17 février



VIVRE ET TRAVAILLER AUTREMENT

8^{ème} salon de l'agriculture biologique, de la santé naturelle, de l'artisanat, de l'écologie, des alternatives économiques.

PARIS - ESPACE AUSTERLITZ

30 quai d'Austerlitz - 75013 Paris

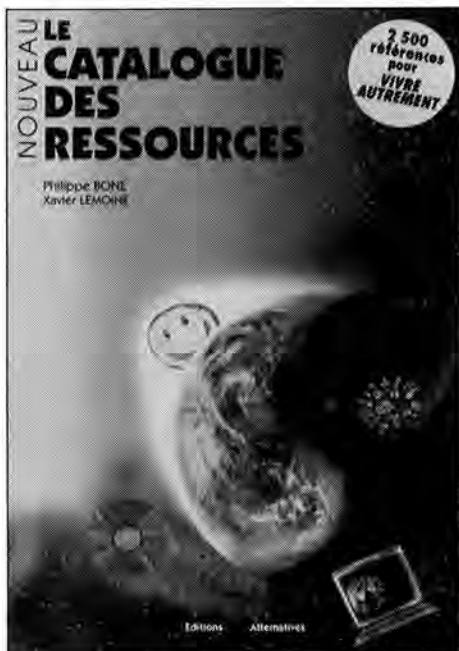
SPAS 86 rue de Lille 75007 Paris - tel (1) 45 56 09 09



LE CATALOGUE DES RESSOURCES

de Philippe Bone
et Xavier Lemoine
Ed. Alternatives
1994 - 380 p - 180 F

Après vingt ans d'interruption, voici le nouveau catalogue des ressources. Les anciens redécouvriront ce qui constitue le quatrième volume, tous les autres se plongeront dans cette ambiance si particulière issue des années 70. Présenté de manière originale (on passe



de l'individu aux couples, aux communautés, aux villes, aux pays, au monde), ce livre regorge de renseignements pratiques et donne plus de 2400 adresses ! Un énorme travail de compilation dans tous les domaines de l'alternative : entreprises, santé, centre de vie, agri bio, construction, énergie, luttes écolo, homosexualité, famille, social, environnement, médias, culture... Une ambiance et un style très proche de nous ce

qui explique une très bonne présentation de Silence et de Charlie-Hebdo, les revues pour en savoir plus ! Malgré l'épaisseur du livre, on regrettera quelques oublis (les Jardins de Cocagne, les Castors, les Européens contre Superphénix...) et quelques présences (comme Bio-Force où les femmes sont considérées comme ayant fait leur service militaire !). En règle générale, les auteurs n'ayant pas les moyens de vérifier les dires de chaque groupe, ils se sont contentés de

reproduire ce que chacun a bien voulu dire et le lecteur devra donc se faire lui-même son opinion. Ce livre devrait soulever l'enthousiasme. Edité à 10 000 exemplaires pour une première édition, l'éditeur a fait un pari : celui d'un succès de presse. Il le mérite. Les auteurs envisagent pour la suite une réactualisation tous les deux ans

après la mise en place d'un réseau décentralisé dans lequel Silence aurait sa place. Le livre qu'on aurait voulu éditer. MB.

THE LIFE AND DEATH OF PETRA KELLY

de Sara Parkin
Ed. Pandora (London)
1994 - 230 p. - 16 £

C'est l'histoire détaillée d'une écologiste qui a joué un rôle de premier plan sur

la scène politique durant les vingt dernières années.

Née en Allemagne en 1947, Petra Lehmann devient Petra Kelly en 1959 par le remariage de sa mère avec un américain. Après dix ans d'études aux Etats-Unis, elle revient en Europe en 1970 où elle milite contre l'industrie nucléaire. Co-fondatrice des Verts Allemands (Die Grünen) en 1980, elle est élue au Bundestag (le parlement allemand) en 1983. Elle y fait adopter, en 1987, une motion de soutien en faveur du Tibet. En 1992, elle est assassinée par son compagnon.

L'auteur, elle-même figure de proue du mouvement vert en Grande-Bretagne, a travaillé en étroite relation avec Petra Kelly et sait faire revivre, avec toutes ses contradictions, cette femme qui se décrivait elle-même comme « intuitive, passionnée et subversive ». Son livre, très documenté, se lit presque comme un roman. RB.

JARDINS D'EAU

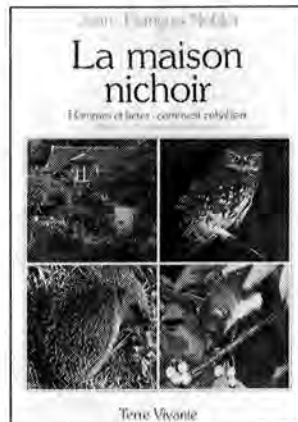
d'Anthony Paul
et Yvonne Rees
Ed. Nathan
1994 - 168 p.

Ce livre présente un bel équilibre entre des photos enchanteuses et un texte pratique qui devraient vous donner envie, si vous possédez un jardin, d'y inclure une pièce d'eau. Si certaines photos montrent des jardins haut de gamme, l'auteur présente son propre plan d'eau dans un jardin de petite taille, magnifiquement ordonné. Le livre présente des formes de pièces d'eau, des techniques d'aménagement, les plantes que l'on peut y mettre et se termine par une partie technique donnant les trucs pour construire soi-même ce dont on rêve. A lire pour le rêve d'abord... pour la réalisation ensuite. FV.

LA MAISON NICHOR

Hommes et bêtes
comment cohabiter
de Jean-François Noblet
Ed. Terre Vivante
1994 - 128 p. - 98 F

Il y a deux façons de lire cet ouvrage. Soit on prend l'auteur comme l'ancien permanent dynamique de la FRAPNA-Isère, naturaliste



averti, amoureux des chauve-souris, et ce livre se déguste voluptueusement. On découvre comment chouettes, foulons, souris, hérissons, lézards, couleuvres, chauve-souris, insectes, araignées peuvent cohabiter avec l'homme. Les images sont superbes, les schémas pour favoriser la colonisation sont clairs.

Soit on prend l'auteur comme l'actuel conseiller à l'environnement de Mr Carignon, on note que le livre a été primé par EDF et on regarde le livre d'un autre oeil : pourquoi ce chapitre sur la faune qui colonise les barrages ? Pourquoi ce besoin d'aider la nature à s'adapter à l'homme ? Si, comme dans mon cas, on lit ce livre juste après celui de François Terrasson, cela donne une curieuse sensation de colorant artificiel... A vous de choisir : lecture-plaisir au premier degré ou lecture-critique au deuxième degré. MB.

POLITIQUES ENERGETIQUES ET DEVELOPPEMENT DURABLE

N° de juillet-août 1994
de Futuribles
1994 - 192 p. - 100 F.

Ce numéro, conçu avec pour perspective le débat sur l'énergie, intéressera ceux qui sont passionnés par la question. Il s'agit dans l'ensemble de textes assez ardu. La parole est donnée à des spécialistes avec des débats sur l'avenir du nucléaire, l'intérêt d'une écotaxe, le choix des politiques énergétiques... On y retrouve entre autres les différents scénarios CME, Noé, Détente... plus ou moins écologiques. Pour spécialistes. MB.

CHERCHE AME SŒUR
Pour en finir avec la solitude
 de Chantal Hurteau Mignon
 et Christophe Jaouën
 Ed. Dangles
 1994 - 122 p. - 85 F

Dans une première partie, ce livre vous donne une méthode de tout à fait intéressante d'auto-analyse. Ensuite, bien sûr, cela dépendra beaucoup plus de vous que du livre. Celui-ci vous conseille aussi bien la psychologie officielle que les psychologies de foire (astrologie ou numérologie). C'est plein de bons conseils évidents... mais cela ne s'attaque pas à une question de fond : pourquoi, malgré tous ces psy... quelque chose, la société secrète-t-elle tant de solitude. La question politique est soigneusement évitée. Ce n'est pas le choix de cette maison d'édition. On relèvera toutefois que les auteurs ont un bon sens de l'humour

puisqu'un des trucs proposés est de laisser trainer ce livre à côté de vous... Il y a des livres plus ennuyeux. FV.

VIDEOS

POPULATION : ENJEUX ET DEFIS

Distribuée par Orcades
 12 rue des Carmélites,
 86000 Poitiers
 1993 - 27 mn

En six reportages réalisés aux Philippines, ce film aborde les problèmes que posent la surpopulation au Sud face à des ressources agricoles limitées. Les efforts des femmes pour le planning familial, l'amélioration des méthodes agricoles pour lutter contre l'érosion, le développement des soins de santé, autant d'exemples de procédés à mettre en œuvre pour concilier population et développement. Orcades

diffuse de nombreux titres sur les rapports Nord-Sud. Catalogue sur demande.

RENDRE UN ESPACE VERT OU SON JARDIN VIVANT

Distribuée par la FRAPNA-Isère, 3 place Bir-Hakeim,
 38000 Grenoble
 1993 - 26 mn

Si vous disposez d'un espace libre et que vous aimiez la nature, pourquoi ne pas l'offrir à la faune et à la flore ? Plutôt que de sacrifier au «béton vert» de la pelouse, ce documentaire multiplie les exemples de réalisations possibles pour accueillir oiseaux, insectes, chauve-souris, lézards, etc... et développer un espace agréable à nos cinq sens. On regrettera la publicité pour d'autres cassettes au sein même du film. D'autres titres disponibles dans la collection «L'écologie pratique».

URANIUM EN LIMOUSIN

Distribuée par la CRIL-Rad Limousin, c/o Lamireau Thierry, 87140 Compeignac
 1994 - 37 mn - 166 F port compris

La Cogema affirme - sans rire - qu'ayant extrait des milliers de tonnes d'uranium du Limousin, cette région est moins radioactive aujourd'hui qu'il y a cinquante ans. Mais que viennent déverser les camions entendus la nuit ? Pourquoi les compteurs de mesure crépissent-ils dans les décharges abandonnées ? Pourquoi des appareils de mesure de la radioactivité sont-ils placés chez l'habitant ? La CRIL-Rad mène l'enquête : les anciennes mines d'uranium ne sont-elles pas déjà devenues des poubelles nucléaires ? A montrer à ceux qui pensent que le nucléaire est une énergie propre.

Le livre du mois

LA CIVILISATION ANTI-NATURE

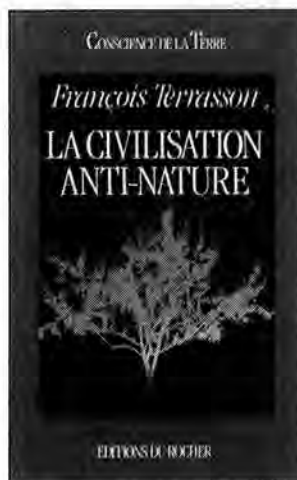
de François Terrasson
 Ed. du Rocher
 1994 - 300 p. - 129 F

François Terrasson, maître de conférences au Museum d'histoire naturelle de Paris, avait déjà provoqué de nombreuses vagues dans les milieux de la protection de la nature avec la sortie de son premier ouvrage «La peur de la nature» qui analysait comment et pourquoi se développait le rejet de la nature dans les contes et légendes. Reliant la peur de la nature avec la peur de nos émotions, il récidive aujourd'hui en approfondissant le rapport de ceux qui se disent amoureux de la nature et la nature elle-même. Avec humour et poésie, il narre des expériences qu'il a menées comme de lacher des personnes seules dans la forêt la nuit pour voir leurs réactions : 19 sur 20 vont le vivre très mal. Il explique également comment la bonne volonté des associations finit par se transformer, par le biais des «réserves naturelles», des «éco-musées», du tourisme

vert, en pillage de la nature par la société marchande. Ce livre est écrit bien souvent de manière assez embrouillé comme lorsque nous parlons entre nous : les idées fusent, se dissipent, réapparaissent... Mais l'auteur ne le fait-il pas exprès, lui qui dénonce cette volonté d'épurer sans cesse la nature pour en faire des arbres avec de la pelouse au-dessous ? Ce livre, malgré ces nombreux buissons et les images-ronces qui vous égratignent au passage, se laisse découvrir. A travers le paysage de la pensée de François Terrasson, on retrouve des pensées qui, nous l'espérons, ne sont pas en voie de disparition : «Le voyage entretient avec le tourisme le même rapport que l'amour avec la prostitution» (p.141). La société matérialiste a su récupérer les ardeurs des écologistes : «tous les virus naturalistes ont été fixés par des molécules-pièges. La grande civilisation

destructrice est vaccinée contre eux. Dans tous ces circuits, elle a créé les parades nécessaires. Toutes les toxines écologiques ont été coincées par les anticorps qui leur sont adaptés comme la serrure l'est à la clé : commissions, concertations, réunions, discussions, comités, agences, conseils, consultations, préparations,

associations qui se battent pour des réserves naturelles. Dans son livre précédent, il avait cette jolie conclusion : «être pour les réserves naturelles, n'est-ce pas être pour cette société, mais avec des réserves ?». Il récidive aujourd'hui avec une autre image : «Est-ce que la civilisation américaine va devenir indienne parce qu'il y a des réserves indiennes ?» (p.248). Il dénonce la démarche des classes vertes : «L'écologie qui se dessine comme nouveau pouvoir est une écologie de l'interdiction. Après nous avoir fait peur avec une société nucléarisée qui impliquerait un contrôle inacceptable de la vie, nos confrères de la conservation de la nature nous ressortent une resucée du milieu scolaire, tel qu'on n'ose même plus le concevoir aujourd'hui. Règlement. Règlement. Il n'y a pas de salut hors de la réglementation» (p.274). Notons que cette critique s'adapterait tout aussi bien à ceux qui jouent le jeu électoral. A la loi qui réprime, il préfère l'éducation. A la protection de la nature, il préfère la surveillance des activités humaines, car la nature n'a pas besoin d'être protégée, elle a seulement besoin qu'on la laisse en paix. Un livre pour vous agiter les neurones. MB.



avant-projets, révisions, procédures, élaborations, amendements, avis, propositions, tables-rondes, journées, rendez-vous, dossiers, évaluations, présentations, résumés, interventions, formulations, ...immobilisation» (p.211). François Terrasson enfonce le clou contre ces

MOUVEMENT ANTINUCLEAIRE

POUR UNE MULTICOLORITE CONTRE LE NUCLEAIRE

Les Français se méfient de plus en plus du nucléaire, mais l'arrivée de la marche contre Superphénix, à Paris, le 8 mai 1994, n'a réuni que quelques milliers de personnes, alors que même les plus acharnés pro-nucléaires reconnaissent l'échec du surgénérateur industriel. La question de la situation antinucléaire en France me paraît devoir être posée, avec acuité. «On arrête tout, on réfléchit!» disait Gébé, et les résultats de la fuite en avant des antinucléaires depuis 20 ans - parallèle à celle des nucléocrates - ont prouvé qu'il avait plus que raison.

Une synthèse

Le mouvement antinucléaire n'a jamais existé en France. Des luttes locales, oui, soutenues par des groupes révoltés contre les décisions parisiennes tous-quatzièmes, oui. Mais un mouvement, qui aurait donc une logique, une organisation, un lien, un fil conducteur, non. Une mouvance, certainement, qui faute d'analyse politique s'est désagrégée à l'arrivée de la gauche au pouvoir. Pourquoi compare-t-on toujours les écologistes français aux allemands ? Les antinucléaires français aux allemands ? Quelle erreur ! Chaque culture a ses particularités et un opposant quelconque dans un cadre culturel quelconque réagit avec la même culture que ceux contre lesquels il lutte. Et si la France est le seul pays occidental à poursuivre tête baissée dans le nucléaire, il est illusoire d'y voir une spécificité des gouvernants français ou des nucléocrates français seulement. C'est un ensemble et on ne peut séparer gouvernants et gouvernés.

Des questions

L'une des véritables questions constructives est de savoir comment on peut contrecarrer les particularités qui nous freinent ? Dans un groupe, en France, quand on est trois, on se scinde. Alors que dans d'autres pays on voit apparaître de grandes organisations composées de sous-groupes, de commissions ou de collectifs d'études, ici, on scissionne. Quelle que soit leur tendance, en France, les partis politiques, les associations, les collectifs, pour ou contre quoi que ce soit, de manière systématique se scissionnent dès qu'un léger différend pointe le bout de son nez. Qu'on le déplore ou non, c'est une réalité qu'il est politiquement dangereux de se cacher. Chercher à vouloir changer la mentalité qui règne dans les groupes antinucléaires français, c'est chercher à changer la mentalité des 60 millions de Français. Ce qui me semble nettement plus irréalisable que mon but premier : que s'arrêtent toutes les centrales nucléaires, avant que j'aie me coucher ce soir (mais je me couche tard). Et puis, ça rime à quoi de vouloir poser comme préalable à toute coopération de changer l'autre, de le convertir à sa

propre vision des choses ? Il suffit de retourner la situation pour en voir l'absurdité : qui, de ceux qui veulent en préalable convaincre les autres de la véracité de leurs analyses, accepterait de se voir poser en préalable un changement de ses propres analyses ?

Des propositions

A partir de ce constat : de chacun selon sa spécificité, à chacun selon ses idéaux, nous pouvons commencer à être plus efficaces. Les complémentarités ne manquent pas. Travailler ensemble, ponctuellement, sur un thème précis ou lors d'une occasion spécifique ne nécessite pas de se renier, de renier ses références, ses doutes, ses certitudes. C'est travailler ensemble, ponctuellement pour regrouper nos forces, ponctuellement.

«Aidons-nous les uns les autres» ne nous oblige pas à nous aimer les uns les autres, pas plus qu'à adhérer aux méthodes ou au mode de fonctionnement des uns et des autres. Moins encore à soutenir les analyses et les conclusions des uns et des autres.

Entre ceux qui ne veulent pas de déchets radioactifs dans leur commune, mais ne remettent pas en cause le nucléaire, et ceux qui ne conçoivent le refus du nucléaire que comme un refus de la société de consommation dans son ensemble, y-a-t-il obligation de non-coopération ?

Comment les personnes tentées d'être actives contre le nucléaire peuvent-elles se comporter face à une situation où elles doivent choisir leur camp ? Si elles décident de soutenir les uns c'est qu'elles se doivent d'être contre les autres ! Si elles choisissent, elles sont alors intégrées, donc perdues dans le système exclusif ; si elles refusent de choisir, elles sont découragées et les groupes français qui luttent contre le nucléaire, se désespérant de ne pas attirer plus de militants, y voient uniquement la faute à la toute puissance du lobby nucléaire. Ce que je dis, c'est que toute action contre le nucléaire doit être promue. Mais la promouvoir ne signifie aucunement être d'accord avec toutes les options sous-tendues par le groupe qui est responsable de l'action. 1994-1995 est une période ardue. Civil ou militaire, à l'Ouest comme à l'Est, le nucléaire est sur tous les fronts. Soyons-y nous aussi, relayons nos informations, nos initiatives, sans perdre notre identité. Puisque le Français a horreur de l'amalgame, nous mélanger donnerait une palette fade. Alors gardons notre brillante individualité - et individualiste - et, comme dans l'arc-en-ciel, restons proches : soyons unis et multicolore (note à la correctrice : il n'y a pas de faute : puisque nous sommes unis nous sommes un et donc multicolore est au singulier) (réponse de la correctrice : avec cette même nouvelle règle on doit alors écrire un au singulier puisque nous sommes un !) contre le nucléaire. Perline Rhône

LE MOUVEMENT ANTINUCLEAIRE A UNE HISTOIRE

Ce que propose Perline dans la lettre ci-dessus est exactement la base de la coordination nationale antinucléaire, CNAN, qui a vu le jour à la fin des années 70. Donc dire en préambule que le mouvement antinucléaire français n'a jamais existé sous forme d'une coordination nationale est faux... Quelques faits : au début des années 70, il existe deux hebdomadaires écologistes : Ecologie et La Gueule ouverte, un mensuel Le Sauvage (proche du PS), une revue non-violente Combat Non-violent. Ces différents médias servent de relais à des groupes locaux antinucléaires pour annoncer leurs actions mais aussi pour échanger leurs réflexions. De contestation locale, le mouvement se politise de plus en plus jusqu'aux grandes manifestations contre Superphénix (1976 et 1977). Ce sont les conséquences dramatiques du manque de coordination de la manifestation du 31 juillet 1977 qui poussent à la naissance d'une coordination nucléaire. Celle-ci va s'attacher à donner à l'extérieur une image soudée de l'opposition au nucléaire. Cela passe alors par la nomination de porte-parole, par la mise en place de réunions nationales et par une coordination dans un calendrier des manifestations. Cette coordination va surtout être assurée par les groupes de Bordeaux (Michel Duchêne), de Lyon (Christian Buty) et de Paris (Eric Marchandise). La plus grosse mobilisation nationale portera sur le rassemblement de Juin 79 à La Hague. Il y a bien organisation nationale puisque la distribution des affiches pour ce rassemblement se fait de Lyon. Cette manifestation sombrera dans la tempête des grandes marées. Mais la CNAN continue à se développer : elle embauche un permanent (François Berthout, avocat nor-

mand dont le salaire est financé par des cotisations des groupes locaux), et lorsque la presse écolo se met à battre de l'aile, se dote d'une revue (Masse Critique). Certains groupes sont réfractaires à la CNAN comme les groupes bretons qui luttent contre Plogoff (gros-se manif en 1981). Les débats au sein de la CNAN sont toujours les mêmes : faut-il seulement contrer le nucléaire ou proposer une alternative. Libertaires et extrême-gauche sont plutôt antinucléaires purs, les écolos plutôt branchés société alternative. La CNAN organise des manifestations à Golfech (1981) et à Chooz (1982-1983) puis à Malville (1982-1984). La CNAN éclate après le rassemblement de 1984 à Malville : en effet, un certain nombre d'animateurs répondent favorablement aux sollicitations du nouveau mouvement des Verts (Yves Cochet faisait alors partie de la CNAN et y milita pour que les antinucléaires entrent aux Verts). Certains ne suivent pas : les libertaires se replient dans leurs groupes locaux, d'autres font même le grand saut (Christian Buty entre au PS). Entre 1984 et 1986, le mouvement antinucléaire disparaît presque totalement. L'accident de Tchernobyl va relancer les groupes... mais depuis dix ans aucune coordination nationale ne s'est remise en place, les Verts servant de lien aux luttes locales, les revues comme Silence et d'autres servant de lieu de débats et d'informations. Les déchirements des Verts aujourd'hui posent donc évidemment la question d'une «indépendance» de la coordination des actions antinucléaires. Enfin, ne fantasmons pas sur la situation allemande : les débats y sont les mêmes, la coordination antinucléaire aussi floue et divisée qu'en France. Ce sont les écolos (Grünen, Bund...) et les revues qui sont bien structurés, pas les antinucléaires ! Michel BERNARD Rhône.

LE DEBAT, C'EST LE DIKTAT, LA DEMOCRATIE, C'EST LE DESPOTISME

ERRATA

Dans «A propos du livre de Teddy Goldsmith», (Courrier du n° 184) Erasmus est le grand-père de Charles Darwin (et non son père). Quant à Huxon, il n'existe pas : il s'agit de Thomas Huxley. Enfin dernière phrase, il fallait lire «l'économie de la nature ne nous cacherait-elle pas» et non «ne nous semblerait-elle pas».

«Le gouvernement lance un vrai débat sur l'énergie (...) Les Français n'avaient encore jamais eu leur mot à dire dans ces grands choix stratégiques sinon lors des sondages (...) Donc le gouvernement Balladur, vingt ans après, a décidé de donner la parole au peuple...» écrit Roger Cons, journaliste servile dans Le Monde du 15 octobre 1994. Au moment où les Etats doivent prévoir la planification de la production de l'énergie en fonction de l'anticipation des nouvelles exigences de la production et de la consommation, le gouvernement français organise un débat sur l'énergie, permettant aux Français de dire leur mot sur les grands choix stratégiques.

Je m'abonne :

1 an	Particulier	12 n°	.....220 F:	_____
1 an	Dom-tom et étranger	12 n°	.....270 F:	_____
1 an	Institution	12 n°	.....440 F:	_____
1 an	Soutien	12 n°	.....300 F et +:	_____
2 ans	Petit futé	24 n°	.....380 F:	_____
1 an	Groupés par 3 ex.	36 n°	.....570 F:	_____
1 an	Groupés par 5 ex	60 n°	.....850 F:	_____
1 an	Petit budget	12 n°	.....190 F:	_____

Je m'informe :

Hors-série

Paris Dakar : Pas d'accord	.....25 F (franco de port):	_____
La menace climatique	.....30 F (franco de port):	_____
Radioactivité, les faibles doses	.....30 F (+ 8 F de port):	_____
Energies renouvelables	.....30 F (+ 8 F de port):	_____
Les métiers de l'écologie	.....70 F (+15 F de port):	_____

Livres

Le soleil à votre table	.....89 F (franco de port):	_____
La liberté de circuler	.....70 F (+15 F de port):	_____
Nucléaire ? Non merci	.....75 F (+15 F de port):	_____
Le nucléaire détrôné	.....30 F (+12 F de port):	_____
Séphastoché, mon premier cuisinier	.....36 F (+12 F de port):	_____
Superphénix : le dossier	.....30 F (+12 F de port):	_____
Quelle écologie radicale ?	.....70 F (+15 F de port):	_____
Pour un pays sans armée	.....75 F (+15 F de port):	_____
Pour que demain soit	.....75 F (+15 F de port):	_____
L'écologie ou la sagesse de la nature	75 F (+15 F de port):	_____
Deux roues, un avenir	.....75 F (+15 F de port):	_____

Brochures

Un cuisinier solaire facile à faire	.....20 F (+ 5 F de port):	_____
Construire une cuisinière solaire	.....20 F (+ 5 F de port):	_____

Je règle un total de :

Mes coordonnées :

NOM : Prénom.....
 Adresse.....
 Code postal..... Ville.....

Règlement à l'ordre de Silence, à retourner 4 rue Bodin, 69001 Lyon

Dans la société industrielle, l'énergie s'est toujours imposée comme l'affaire des institutions étatiques, des technocrates et des grosses industries, la concentration de sa production et de sa distribution correspondant au fonctionnement du monde de la marchandise. L'expression de «la parole au peuple» sur l'énergie doit donc commencer par être canalisée. Financée à 50 % par EDF, la «démocratisation» de la gestion de l'énergie a consisté en une suite de réunions semi-clandestines sur tout le territoire au cours desquelles des technocrates se sont brièvement exprimés. Ces réunions auront servi à constituer un rapport monumental, remis aux services étatiques concernés. Ceux-ci en ont fait ensuite, en dehors de tout contrôle, la synthèse ad hoc qu'ils ont remise aux parlementaires, comme maté-

riau de base de vue de «l'élaboration d'une loi-cadre sur l'énergie», prévue pour l'hiver 1994-95. Quelqu'il en soit, le principe de l'énergie nucléaire, prépondérante en France, n'est toujours pas discutée. En fait, les diverses réunions suscitées par cette «démocratisation» ont existé pour justifier a posteriori, comme relevant d'un choix démocratique, des décisions déjà prises ailleurs. Et, selon le principe d'irréversibilité qui rendrait impossible tout retour en arrière en regard des investissements déjà faits, on n'y a pas discuté de la validité des choix initiaux, on s'est contenté de parler des modalités de leur renforcement : comme l'affirme, sans détours, Michel Barnier dans Libération du 13 octobre 1994 : «Mais attention, il n'a jamais été dit que le débat parlementaire remettrait en cause la stra-

tégie nationale de production électro-nucléaire».

Opportunément remplacée par un parterre de PDG, de ministres, d'experts, de technocrates, voire de quelques Verts, la population n'est déjà plus la population. Sous son ancienne forme, elle tend à disparaître, comme acteur de la vie sociale et n'a plus qu'à être informée de son avis, une fois le «débat» terminé.

Pour ceux qui, sans être des spécialistes attachés à la défense de leur petit domaine, s'intéressent à ce qui les concerne, un véritable débat sur l'énergie porterait en priorité sur l'usage de l'énergie, son mode de production, son mode de gestion (centralisé ou non) et surtout sur les risques acceptables. Mais pour les autorités, ces non-spécialistes ne sauraient pas débattre, sinon de manière émotive, passionnelle et irrationnelle. Quand, dans l'Histoire, ils ont su prendre l'occasion de s'exprimer, ils ont refusé de se laisser plier aux «réalités économiques». La mise en scène médiatique de ce simulacre de démocratie est là pour empêcher tout débat réel et amplifier la résignation face à un état de fait dont il ne serait plus nécessaire de parler.

Elle anticipe une éventuelle défaite des opposants à l'implantation des sites de déchets radioactifs alors que leur victoire remettrait en cause la possibilité de l'exploitation de l'énergie nucléaire. Paradoxalement, ces derniers en donnant leur avis sur ce qu'ils refusent, jettent les bases d'un véritable débat à l'échelle de la société. C'est ce débat dont les autorités ne veulent pas et dont elles cherchent à tout prix à prévenir l'apparition. A l'initiative des socialistes et autres pétainistes, une solution commence alors à se dessiner sur les quatre nouveaux sites d'enfouissement de déchets hautement radioactifs : on achète à prix d'or l'accord des organismes de décisions locaux et des entreprises qui, par un chantage à l'emploi, permettent ensuite à l'ANDRA d'organiser en finesse, l'oubli des problèmes liés à la radioactivité.

En fait, seul leur monologue autoritaire se développe et se renforce, au milieu des scandales de toutes sortes qui ponctuent le quotidien d'une société dont les moyens de domination ont fait leur temps. Aujourd'hui, alors que la classe politique s'imagine rester maîtresse de la recomposition de la société, elle ne perd pas une occasion de se prévaloir de «la tradition française des droits de l'homme». On voit combien, à ces actes, que pour elle, si le droit existe encore, il est fort malléable et que l'homme, lui, doit être dépossédé et soumis. Si l'apathie et la résignation présentes laissent la classe politique continuer sa fuite en avant dans l'espoir de rester le plus longtemps possible en place, nous sommes assurés d'assister à l'aggravation de la dégradation des conditions de survie de l'espèce et de celle des rapports sociaux. Voilà le véritable enjeu du présent. Association contre le nucléaire et son monde BP 178, 75967 Paris cédex 20.

anciens numéros

136	Essais nucléaires. Bouteilles. Aliments irradiés. Étain. Ecologie et pauvreté. Coffre-fort ou delta-plane. 14F
139	Climat. Migrants et environnement. La forêt avance. Guerre du Golfe. Manganèse. Déchets. Cuisiniers solaires. Co-évolution.....14 F
146	Les Verts. Maison de vigilance de Taverny. Traité Start. Larzac. Délinquance des immigrés. Rhin-Rhône. Vallée d'Aspe. Orcades.....18 F
150	Nucléaire : seuil d'exemption ? Karl Morgan. Forbach. Yougoslavie. Acérolas. Vallée d'Aspe. Sexe et politique. Paris-Le Cap. Tibet. Ecologie : idéologie ?18 F
154	Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardèche. Lignes à haute tension. Agir ici. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail. 18 F
157	Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Quelle aide au développement ? Appel de Heidelberg.....18 F
158	Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Télé et violence. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label environnement. Boycott Nike et Nestlé. La "pensée sauvage" .....18 F
162	La prison autrement. Vallée d'Aspe. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. L'argent et le pouvoir comme drogues. Utopie verte.....20 F
164	La décroissance. bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité.....20 F
165	Yougoslavie. Les semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Génération escroquerie. Superphénix.....20 F
166	Moruroo : comment s'arrêter. Yougoslavie. Tomsk. Malville. Vallée d'Aspe. La Banque Mondiale et les citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable.....20 F
167-168	Transports solidaires. Ferroutage. Le voyage d'un yaourt aux fraises. Transports clandestins. Vallée d'Aspe. L'arnaque du Point Vert. Les semences de la famine (2). Max Havelaar. Jeux à l'arsenic. Jardins de Cogne. L'écologie ou la mort !32 F
169	Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Verts : marée basse .....20 F
170	Racisme et environnement. Vallée d'Aspe. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. L'AIEA. Energie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales.....20 F
171	Pollutions électromagnétiques. Phébus. Superphénix. Inondations et aménagement doux. A.Carel. L'avenir du travail. Changement de système planétaire.....20 F
172	Après Rio : un monde à venir. Feuille d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Esperanto. Superphénix. Inondations.....20 F
173	Mir Sada. ingérence méfiante. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide étrangère. Superphénix. Vallée d'Aspe.....20 F
174	Vallée d'Aspe : alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Réduction ou ouverture.....20 F
175	Eoliennes : le vent en poupe ! Atout Vent. Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2).....20 F
176	Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence. Transports : suivons les Suisses ! Politique : Entre réduction et ouverture (3).....20 F
177	Quelle écologie radicale ? L'héritage du nucléaire. La marche contre le chômage. Voile : faut-il avoir peur de l'intégrisme ? Vallée d'Aspe. Superphénix. L'escroquerie du développement durable.....20 F
178	Comment démilitariser ? Citoyens pour la paix. Conscription. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inestène. Superphénix. Les importations de déchets en France. Jeunes : sous le Mac-do, la galère.....20 F
179-180	Vous avez dit progrès ? Sompport, un été pour une victoire. La presse différente. Banque Mondiale. FMI. GATT : 50 ans ça suffit ! Utopie. Economie : dernière Hooverisation avant liquidation. Pour une économie vernaculaire autosuffisante.....32 F
181	Energies douces au Sud (1). Eoliennes en Mauritanie. Solaire au Zimbabwe. Marnis salants au Bénin. Superphénix. Dépliants publicitaires.....23 F
182	Energies douces au Sud (2). Solaire au Burkina. Expérimentations au Mali. Bioclimatique en Tunisie. Hydraulique au Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. La «Ville-monde» face à l'inertie séculaire.....23 F
183	Les centres écologiques. Terre Vivante. Centre pour une écologie sociale. Centre pour l'habitat sain. Superphénix. Ecologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail n'est pas qu'une valeur d'échange.....23 F
184	Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Les autres voix de la planète. Une société qui glisse vers le chaos. Le piège du gouvernement mondial. Une société équilibrée en paix avec la planète. La maison de quartier de Neudorf. Industries énergies renouvelables. Bhopal.....23 F
185-186	Amiante : responsables mais pas coupables ? Plaintes contre Superphénix. Autoconstruction : les Castors. Le centre international énergies nouvelles de Tarbes. Le travail a-t-il un avenir ? Economic local. Espère. Capitalisme populaire ou survie conviviale. Remettre le travail à sa place.....35 F

Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

PRIMEVERE

9^e SALON DE L'ÉCOLOGIE
ET DES ALTERNATIVES

VENDREDI | S A M E D I | DIMANCHE
3 MARS 95 | 4 MARS 95 | 5 MARS 95
17h à 22h | 10h à 20h | 10h à 20h

L'ACTUALITÉ ET LE THEME 95 "L'EAU"
EN 260 STANDS • 16 CONFÉRENCES

HALLE TONY GARNIER • LYON • 78 27 38 99

5 CONFÉRENCES LIÉES À L'ACTUALITÉ LITTÉRAIRE DE L'ÉCOLOGIE

"Pour un avenir sans nucléaire"

Pierre Radanne, INESTENE

**"Crédits sans frontières : la religion séculaire
de la banque mondiale"**

Susan George, écrivain et militante

"Les déchets nucléaires militaires français"

Bruno Barrillot, CDRPC

"La baleine qui cache la forêt"

Hervé Kempf, journaliste

"La civilisation anti-nature"

François Terrasson, maître de conférences au Muséum
National d'Histoire Naturelle

2 FORUMS

"L'eau, c'est la santé !" avec la revue "L'Impatient"

"Un monde sans travail" avec l'ass. "Ligne d'Horizon"

NOUVEAUTÉS 95

L'ESPACE "EAU"

"Quelle eau buvons-nous ?" test de l'eau
accessible gratuitement à tout le public de Primevère.

"Planète Terre - Planète Eau" information sur les
liens entre eau, environnement et solidarité Nord-Sud.

"La vie de nos rivières" présentation de clés pour
savoir découvrir la faune et la flore des milieux humides

L'ESPACE JARDINAGE BIO. avec Terre Vivante

Démonstrations • Exposition • Stands

Bourse d'échange de graines, de plants...

LES ATELIERS ADULTES soirée du vendredi pour le plaisir

Cours de cuisine • Les jeux de coopération

VOUS DÉSIREZ RECEVOIR LE PROGRAMME DÉTAILLÉ, COUPEZ OU COPIEZ CE COUPON ET RENVOYEZ À PRIMEVERE, 4 RUE BODIN 69001 LYON

NOM

ADRESSE